

Numéro 145 du 14 mars 1983 - 10 FF - 70 FB - 4 FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

**La révolution iranienne
quatre ans après
l'insurrection**



BOLIVIE Les cents jours du gouvernement de l'UDP

FRANCE La gauche recule aux municipales

Sommaire du numéro 145 du 14 mars 1983

3	FRANCE	Le gouvernement Mitterrand-Mauroy, de l'austérité à ... la rigueur	Christian PICQUET Pierre REME
7	NICARAGUA	Les chiens de guerre de la CIA	Lars PALMGREN
9	BOLIVIE	Les « cents jours » du gouvernement de Siles Suazo	POR-COMBATE
13	—	De la dictature à l'ouverture démocratique, trois années d'activité révolutionnaire	POR-COMBATE
15	IRAN	La révolution iranienne quatre ans après l'insurrection de février 1979. Rapport dont la ligne générale a été adoptée par le Secrétariat unifié de la IVe Internationale	André DURET
34	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		
	PAYS-BAS : VIIe Congrès de l'IKB. PORTUGAL : Front électoral UDP-PSR pour les élections législatives du 25 avril 1983. POLOGNE : Liberté pour Baluka et tous les emprisonnés politiques.		
36	FEMMES	Mobilisations internationales pour le 8 mars	Penny DUGGAN

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à «PEC », compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

[illegible]

Numéro et Rue : _____

Commune _____

[illegible]Réabonnement ☐ Abonnement ☐

Le gouvernement Mitterrand de l'austérité à ... la rigueur

Le premier tour des élections municipales sanctionne un recul de la gauche

DEUX ans après la victoire présidentielle de François Mitterrand, le premier tour des élections municipales marque une nette remontée de l'opposition de droite et un reflux de la coalition socialiste et communiste. C'est clairement le prix de la politique d'austérité dans laquelle s'est engagé le gouvernement : elle encourage l'arrogance revancharde de la droite d'une part, déçoit et démobilise les travailleurs de l'autre. Les résultats indiquent en effet un pourcentage significatif d'abstentions, notamment dans les banlieues ouvrières des grandes villes.

Globalement, dans les villes de plus de 30 000 habitants, la droite atteint 51,5 % des suffrages, alors que la majorité gouvernementale en totalise 46,5 %. Dès le premier tour, la droite reconquiert des grandes villes comme Brest, Nantes, Roubaix, Tourcoing, Arles, Avignon... Le Premier ministre Pierre Mauroy et le ministre de l'intérieur Gaston Defferre sont en ballottage respectivement à Lille et à Marseille. Fait significatif du caractère politique de ces élections dans les grandes villes, la gauche perd, contre toute attente, la municipalité de Grenoble, qu'elle détenait depuis près de vingt ans et qui était, en quelque sorte, son modèle de gestion municipale.

En revanche, les listes de l'opposition, derrière Jacques Chirac, l'emportent dès le premier tour dans dix-huit des vingt arrondissements parisiens, avec une moyenne de 64 %, et viennent en tête dans les deux arrondissements restants. La tendance générale renforce la position du Rassemblement pour la République (RPR) et de Chirac au sein de l'opposition. Des résultats locaux, comme les 11 % obtenus dans le XXe arrondissement de Paris par la liste du fasciste Le Pen, candidat du Front national, confirment cette polarisation à droite, qui se nourrit principalement d'une campagne raciste contre les travailleurs immigrés.

Christian PICQUET
Pierre REME

Les élections municipales des dimanches 6 et 13 mars 1983 en France ont, à peu de choses près, coïncidé avec le deuxième anniversaire des victoires électorales de mai et juin 1981 qui ont permis aux deux principaux partis ouvriers, le Parti socialiste (PS) et le Parti communiste (PCF), d'accéder au pouvoir. L'« état de grâce » des premiers mois, période pendant laquelle les dirigeants socialistes et communistes ont tenté de faire accepter leur politique par la population, a aujourd'hui disparu. Les sondages démon-

trèrent sans ambiguïtés que les travailleurs — dans leur immense majorité — considéraient que « les promesses n'ont pas été tenues (1) ».

Ce désenchantement s'est en premier lieu traduit par une nette progression de l'abstention lors de diverses consultations électorales : élections cantonales de mars 1982 qui ont été un succès pour les partis de droite, du fait du refus de nombreux ouvriers et de 50 % des jeunes de se rendre aux urnes ; élections prud'homales (2) du mois de décembre, où les syndicats paraissant les plus liés au gouvernement ont enregistré, pour la CGT un recul important, pour la CFDT une stagna-

tion (3). Cela rend nécessaire un retour sur le bilan de l'action du PS et du PCF.

Enfin, il faut signaler le résultat obtenu par les listes écologistes, qui atteignent souvent entre 5 et 10 % des voix. Lors des précédentes consultations, cet électorat se reportait, au second tour, sur la droite et la gauche dans les proportions respectives de 1/3 et de 2/3. Il n'est pas certain qu'il en soit de même cette fois-ci.

Les listes « La voix des travailleurs contre l'austérité », présentées unitairement par la Ligue communiste révolutionnaire et Lutte ouvrière dans 80 villes obtiennent un résultat de 2,5 % en moyenne. Elles remportent deux sièges de conseillers municipaux à Cenon (6,8 %) dans la banlieue ouvrière de Bordeaux, et à Saint-Etienne-du-Rouvray (5,1 %) dans la banlieue ouvrière de Rouen. Elles dépassent également les 5 % à Montbéliard, de même qu'à Trappes dans la banlieue parisienne. Elles dépassent les 4 % à Albi, Blois, Limoges, Martignes, Pes-sac, Roubaix, le Puy, Bobigny, le Lilas, et les 3 % à Alençon, Alès, Bayonne, Creil, Dijon, Troyes, Clermont-Ferrand, Saint-Denis, Malakoff, Nanterre, Rouen, Argenteuil, Pontoise, Vitry, Saint-Ouen. Elles obtiennent entre 2 et 3 % au Havre et à Besançon.

En revanche, dans le centre des grandes villes, où la composition sociale a évolué au détriment de la classe ouvrière et où la bipolarisation politique était plus intense, ces listes n'atteignent pas les 2 %. C'est le cas à Toulouse, Montpellier, Strasbourg, Bordeaux, Rennes, Nantes, Orléans, ainsi que dans les arrondissements de Paris.

Pour le second tour, là où il y a eu ballottage, la LCR appelle à la mobilisation pour battre la droite et stopper sa remontée, en rassemblant toutes les voix des travailleurs sur les listes conduites par le Parti socialiste et le Parti communiste. ■

tion (3). Cela rend nécessaire un retour sur le bilan de l'action du PS et du PCF.

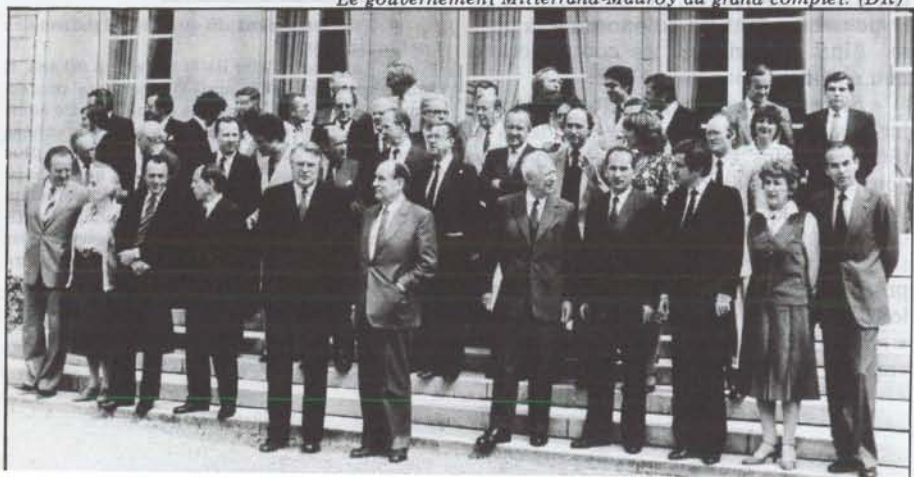
IMPUISSANCE RÉFORMISTE DEVANT LA CRISE

Les experts découpent couramment la politique du gouvernement Mitterrand-Mauroy en deux étapes : une phase dite de « relance », de juin 1981 à juin 1982, suivie d'une phase dite de « rigueur », autrement dit d'austérité, qui prolonge-

1. Un sondage publié le 4 février par le magazine patronal *L'Expansion* et réalisé auprès de 700 ouvriers de diverse entreprises du secteur privé et du secteur public, révélait que 51 % des personnes interrogées jugeaient les promesses non tenues. Il est particulièrement frappant de constater que les opinions négatives l'emportent en ce qui concerne notamment la lutte contre le chômage, la réduction des inégalités, la réforme de la fiscalité, la défense et le maintien du pouvoir d'achat.

2. Il s'agit de l'élection des représentants des travailleurs, des cadres et du patronat du secteur privé aux tribunaux paritaires chargés de régler les litiges entre employeurs et salariés.

3. La Confédération générale du travail (CGT) est dirigée par des membres du PCF, et la Confédération française démocratique du travail (CFDT) est dominée par un groupe d'obédience social-démocrate.



Le gouvernement Mitterrand-Mauroy au grand complet. (DR)

rait ses effets jusqu'à aujourd'hui. En fait, dès les premières semaines de leur gestion gouvernementale, les velléités des nouveaux dirigeants de mettre en œuvre une politique de relance et de faire sensiblement baisser le niveau du chômage — conformément à ce qu'ils avaient promis au cours de leur campagne électorale — se sont heurtées au poids de la crise. Aussi, dès la première « phase » ont coexisté mesures de relance et mesures d'austérité.

En juin-juillet 1981, le gouvernement a augmenté le salaire minimum de 10 %, les allocations familiales de 25 %, les allocations logement de 50 % étalés sur six mois, le minimum vieillesse de 20 %, l'allocation pour adulte handicapé de 20 %. Au début de l'année 1982, le budget était en augmentation et le minimum vieillesse ainsi que les allocations familiales ont été une nouvelle fois augmentés (respectivement de 20 et de 22 %).

Cela n'a pourtant pas empêché que, parallèlement, d'autres mesures n'obéissent à une logique d'austérité. Dès novembre 1981, la cotisation d'assurance-maladie a été relevée de 1 %. Quelques semaines auparavant, pour accompagner la première dévaluation du franc (de 8,5 %), on avait déjà décidé d'amputer les dépenses publiques de quelque 15 milliards.

La politique appliquée durant cette période ne pouvait donc susciter la moindre mobilisation populaire autour du « changement ». Les décisions prises apparaissaient comme de simples mesures de justice sociale et ne pouvaient de toute façon, compte-tenu de leur nature, produire qu'une relance très limitée et sans effet sur le taux de chômage. On en a d'ailleurs eu la meilleure illustration quand il a été question de réduire la durée hebdomadaire du travail et que se sont engagées des négociations patronat-syndicats-gouvernement qui ont abouti à l'accord sur la semaine de 39 heures. Les dirigeants réformistes ont accepté de se situer dans le cadre d'une logique qui revenait à échanger la baisse du temps de travail contre une augmentation de la productivité, de sorte que, selon les propres termes du gouvernement... et du patronat, « les machines tournent plus et mieux ».

En juin 1982 est intervenue la deuxième dévaluation de la monnaie, de 9,59 % par rapport au mark allemand et au florin néerlandais. Celle-ci s'est accompagnée d'un tournant vers une orientation dominée par une logique d'austérité. Le blocage des salaires en a été la première manifestation. Par là s'est incarnée la capitulation du pouvoir devant les injonctions de ses partenaires de la Communauté économique européenne (CEE) et du Fonds monétaire international (FMI), qui exigeaient l'alignement de la France sur les politiques d'austérité en vigueur sur le reste du Vieux Continent. Au bout du compte, le tournant de juin 1982 n'a été que l'aboutissement de la volonté du PS et du PCF de respecter les règles du marché capitaliste international.

En effet, la « relance » de 1981-1982

reposait sur l'hypothèse d'une certaine reprise de l'économie mondiale qui ne s'est pas produite. L'isolement du gouvernement français sur son orientation s'est alors traduit par une augmentation des importations ainsi que par une stagnation des exportations. D'où, depuis plusieurs mois, le retour lancinant dans le discours des responsables français, du thème de la « contrainte extérieure ». De cette adaptation totale et ouverte aux exigences du capitalisme mondial, le gouvernement a tiré des conséquences pour les deux prochaines années.

D'ores et déjà, les travailleurs ont subi des coups très durs. Une ponction supplémentaire a été opérée sur le traitement des fonctionnaires pour soutenir la caisse de chômage, tandis que les sans-travail voyaient leurs avantages se réduire. Le déficit de la Sécurité sociale (SS) (4) va être davantage pris en charge par l'Etat. Les salaires ont perdu en moyenne 1,3 % de pouvoir d'achat. Dans un grand nombre de petites entreprises, les avantages acquis sont progressivement remis en cause. Enfin, les clauses d'indexation des salaires figurant dans de nombreuses conventions collectives ont été déclarées « illégales » par le ministre du Travail, Jean Auroux, au nom d'un décret pris par le général de Gaulle en 1959.

La bourgeoisie entend bien exploiter au maximum son avantage. Le 24 décembre 1982, le magazine patronal, *l'Expansion*, réclamait que, pour 1983 et 1984, il soit « repris 5 % du pouvoir d'achat distribué en excès ». L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), de son côté, prévoit une augmentation du chômage et une croissance comprise entre 0 (zéro) et 1 %. Il faudrait au moins 5 % de croissance pour garantir une « légère reprise économique ».

Dès avant les élections municipales, les gouvernants ont pris la décision d'abandonner les réformes « coûteuses ». C'est dans ce cadre qu'a été conclu, sous les auspices des ministères concernés, l'accord entre patronat et syndicats qui accorde au rabais la retraite à 60 ans (5). Parallèlement, on prépare le terrain pour de nouvelles mesures anti-ouvrières pour le lendemain du scrutin, mesures qui pourraient bien accompagner une troisième dévaluation du franc français.

Devant une crise économique qui ne cesse de s'approfondir, un débat a éclaté au sein de la majorité sur les perspectives à moyen terme. Il s'est traduit par des déclarations divergentes de ministres et de responsables dans les colonnes de la presse. Ainsi s'expriment les contradictions non résolues depuis juin 1982.

Si toutes les composantes de la majorité s'accordent sur la nécessité de l'austérité, certains éléments de la politique gouvernementale demeurent contradictoires. Tel est le cas des projets officiels du ministre de la Recherche et de l'Industrie, Jean-Pierre Chevènement (6), qui préconise une politique industrielle volontariste, se réclamant avec force d'un « modèle japonais à la française » : il devrait, selon lui, en sortir, dans les deux

ou trois ans, une « issue française à la crise ». En ce sens, il justifie la priorité accordée à la restructuration de la filière électronique en France, en visant, grâce à un accord avec la RFA, à une place dominante en Europe. De même, pour moderniser l'industrie textile sans avoir la même hémorragie d'emplois — 40 000 de ces emplois ont disparu en 1981 —, il a été décidé par le gouvernement une très importante baisse des charges sociales du textile.

Une fraction du Parti socialiste, dominée par le ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire, Michel Rocard, prend date dans le débat qui va inévitablement rebondir à l'issue des élections municipales. Ce courant trouve un de ses principaux relais dans la direction de la deuxième centrale syndicale du pays, la CFDT, dont le secrétaire général, Edmond Maire, vient de proclamer la nécessité d'un deuxième plan d'austérité.

Le contenu de ce plan, Michel Rocard vient de le révéler dans une interview, où il déclare ne pas voir comment il serait possible d'éviter une réduction du pouvoir d'achat, « le temps de rééquilibrer notre balance des paiements ».

« La France dépense trop, indique-t-il, et il est urgent d'y remédier ; mais on doit pouvoir le faire en portant atteinte le moins possible à l'appareil de production. » Dans ce cadre, il prône une série de dispositions : « Remise en ordre des tarifs publics pour rémunérer les services à leurs prix, (...) corriger la pente des dépenses de l'assurance-maladie et peut-être l'assiette des recettes en fiscalisant davantage... » Pour conclure, et alors qu'on lui demande s'il ne craint pas d'être accusé de parler comme le président du Centre national du patronat français (CNPF), le ministre du Plan répond froidement : « Quand il existe une évidence économique, je demande le droit de la dire comme les autres. »

CONCESSIONS DEVANT LES CAMPAGNES RÉACTIONNAIRES

Ce tournant s'accompagne de concessions systématiques des vainqueurs du 10 mai 1981 à la droite sur le terrain des réformes démocratiques.

Prenons le cas du droit à l'avortement : le mouvement des femmes et, derrière lui, l'ensemble des organisations ouvrières, se sont depuis des années mobilisés sur la revendication : « Remboursement de l'avortement par la Sécurité so-

4. Très largement dû aux dettes patronales à cet organisme.

5. Pour bénéficier de la retraite à 60 ans, il faudra totaliser 37,5 années d'activité professionnelle. Ne bénéficient pas d'une retraite complète tous ceux qui n'auront pas autant d'années de cotisations. Ceux-ci sont évidemment plus nombreux que par le passé, dès lors que l'abaissement de l'âge de la retraite ne s'accompagne pas d'une réduction du nombre d'années d'activité nécessaires. De plus, si les retraites faibles seront majorées, les autres seront au contraire nivelées par le bas.

6. Jean-Pierre Chevènement est aussi le leader du courant classé à « gauche » du PS avant le 10 mai, le Centre d'études, de recherche et d'éducation socialistes (CERES).

cial comme tout autre acte médical. » Le *Projet socialiste*, qui a sous-tendu la campagne du candidat François Mitterrand affirmait clairement : « Nous proposons l'extension des délais, l'égalité pour toutes les femmes, y compris les mineures et les immigrées, la protection contre l'application de la clause de conscience et la gratuité des soins. »

Il n'en fallait pas plus pour que les courants réactionnaires se mobilisent. Le « Cartel des groupements et personnes pour le respect de la vie », soutenu par l'Assemblée des évêques français, a organisé plusieurs manifestations et a même menacé d'appeler à « réduire la quote-part de l'impôt sur le revenu » pour ne pas contribuer à ce qu'ils caractérisent comme un « meurtre d'innocents ». A l'été 1982, le ministre des Affaires sociales, Pierre Bérégovoy, annonçait le report de toute décision sur ce point, non pas en raison des dépenses que cela entraînerait, mais pour respecter « les différentes familles spirituelles du pays ».

Il aura fallu qu'une pétition recueille des dizaines de milliers de signatures (dont celles de nombreux militants et militantes du PS et du PCF), que 15 000 personnes descendent dans la rue le 23 octobre 1982, pour qu'enfin une loi soit votée en décembre 1982. Cette dernière laisse néanmoins planer bien des incertitudes : ainsi, le mode de financement du remboursement fait de l'avortement, dans le projet adopté, un cas particulier susceptible d'être remis en cause chaque année (7).

On retrouve la même tendance sur le terrain des libertés. « La crise des libertés n'est pas un accident, indiquait pourtant le *Projet socialiste*. La répression est une nécessité du capitalisme en crise, dès lors que, pour peser sur les salaires et retrouver son taux de profit, il doit à la fois réduire les oppositions et obtenir un consensus social assez large pour anesthésier toute volonté de résistance. »

Au cours de ses premiers mois d'activité, le nouveau pouvoir a pris une série de mesures positives, rompant avec la tendance au durcissement autoritaire que manifestait le régime giscardien : abolition de la peine de mort ; amnistie (les prisons françaises comptaient, avant le 10 mai 1982, 42 000 détenus pour 29 000 places) ; abrogation de plusieurs lois scélérates ; suppression des juridictions d'exception, etc.

Ces dispositions ont provoqué une levée de boucliers de la droite qui a systématiquement entretenu la grogne des policiers (allant jusqu'à provoquer des manifestations d'éléments fascisants contre le ministre de l'Intérieur) et qui a su habilement exploiter le sentiment d'insécurité qui peut exister dans la population. Pour la majorité, le choix s'est rapidement avéré fort simple. Tenir ses engagements, c'était accepter l'affrontement avec des secteurs influents et importants de l'appareil d'Etat qui, dans le contexte actuel, n'acceptent aucune atteinte aux procédures liberticides dont la classe dominante peut demain avoir un urgent besoin pour mater le mouvement populaire. Au bout du compte, l'épreuve de force aurait sanc-

tionné la faillite des tentatives de « compromis social » qui sont au cœur de la stratégie des socialistes. On a donc préféré rechercher l'alliance avec la haute administration et la hiérarchie militaire et policière, quel qu'en soit le prix. Et cela a impliqué d'œuvrer au renforcement de l'appareil d'Etat bourgeois. Cette réorientation était d'autant plus impérative que le tournant mis en œuvre dans le domaine économique, en juin 1982, pour satisfaire aux exigences du patronat, ne souffre

PS proposaient par exemple de lier la distribution d'aides gouvernementales à l'acceptation par leurs bénéficiaires d'un minimum d'engagements. Ceux-ci pouvaient aller du contrôle public et syndical renforcé sur les licenciements, jusqu'à l'orientation de la production de certaines entreprises pour éviter leur faillite.

Même ce minimum n'a pas été accompli. Il est vrai que ces timides dispositions entraient en contradiction avec



Les grévistes de Renault-Flins en janvier 1983. (DR)

pas de facteurs de tension au sein des institutions.

Conséquences : le nombre des policiers a considérablement augmenté, la collaboration entre la hiérarchie militaire et la hiérarchie civile de l'appareil d'Etat s'est développée, les services de renseignements ont été réorganisés. Le retour à une logique répressive s'est illustré dans trois domaines au moins : la mise en place (au nom de la lutte contre le terrorisme) d'un fichier informatisé qui contiendra environ 100 000 noms ; la remise en cause du droit d'asile, ce qui vise, à l'heure actuelle, les anciens membres des groupes terroristes italiens et les militants nationalistes basques ; la dissolution du Front de libération nationale de la Corse (FLNC) et la réorganisation des services de police dans l'île de Beauté (8).

LA DROITE ET LE PATRONAT ONT MARQUÉ DES POINTS

En utilisant de façon habile l'orientation de la majorité, la droite et les milieux d'affaires ont obtenu plusieurs succès. En premier lieu, ils ont regroupé leur base. Les petits patrons ont été mobilisés par le CNPF qui, après la déconfiture des formations politiques réactionnaires en mai et juin 1981, s'est attribué le rôle de « parti de l'entreprise ». Des centaines de milliers de dirigeants de petites entreprises ont répondu aux campagnes lancées par le grand patronat contre la « lourdeur insupportable » des charges sociales.

Ce processus n'allait nullement de soi. Certains conseillers économiques du

la « doctrine » que le Premier ministre Pierre Mauroy résumait en ces termes, dès novembre 1981 : « Le profit est légitime. (...) Nous sommes dans une économie de marché et nous ne la remettons jamais en cause. Le secteur privé, qui fournit aujourd'hui 80 % de la valeur ajoutée, restera toujours prépondérant. »

La même règle a d'ailleurs présidé aux orientations développées dans le secteur nationalisé : les hauts fonctionnaires formés et sélectionnés par le CNPF sont pour l'essentiel demeurés en place. Et une indemnisation considérable a été accordée aux actionnaires des sociétés étatisées au lendemain de la victoire de la gauche (45 milliards de francs). Ce dernier point permet bien de mesurer à quel point la gestion en vigueur depuis deux ans a profité aux nantis du précédent régime : 1 %

7. La loi adoptée ne prévoit pas, à l'heure actuelle, l'inscription de l'avortement au Code de la Sécurité sociale. Il sera financé par des fonds spéciaux, inclus chaque année dans la Loi de finances votée par le Parlement, ce qui impliquerait que ce financement exceptionnel pourrait être remis en cause chaque année en fonction de décisions budgétaires. Un nouveau décret, impliquant un financement par la Sécurité sociale, a par la suite été annoncé, mais il n'a pas encore été adopté.

8. En l'absence de tout changement fondamental dans une île où le revenu par habitant est de moitié inférieur à celui de la moyenne des Français et où le nombre de chômeurs progresse deux fois et demi plus vite qu'en métropole, le FLNC, après une trêve de plus d'un an, a repris la lutte armée. Malgré un programme et une stratégie des plus flous, il bénéficie du soutien de toute une fraction de la population, parmi la jeunesse, les agriculteurs et les chômeurs en particulier.

de la population possède 47 % des actions des entreprises, ce qui n'empêche que ce soient les mêmes qui empochent les indemnités ...

Ces concessions répétées devant les campagnes réactionnaires ont donné l'impression aux petits patrons qu'ils étaient bien défendus. Le CNPF a pu de cette façon conserver le contrôle de ces couches et limiter l'audience des organisations qui, tel le Syndicat national de la petite et moyenne industrie (SNPMI) veulent voir adopter une logique de confrontation directe avec la majorité et les syndicats (9). Ne souhaitant pas ouvrir une dynamique qui pourrait déboucher sur une crise sociale d'ampleur, avec les conséquences incontrôlables qui en découleraient pour lui, le grand patronat préfère s'installer dans la durée. Non qu'il accepterait la présence à la présidence de la République et au gouvernement de représentants ouvriers. Mais il pense pouvoir opérer une déstabilisation plus lente et exploiter à son profit les faiblesses de son adversaire.

Il développe donc une double tactique de pression permanente sur le gouvernement pour qu'il satisfasse ses exigences, et une politique d'affrontements et de provocations sur les terrains où il pense jouir d'un rapport de forces favorable. On a eu un exemple de cette tactique lorsqu'au mois de novembre, la confédération patronale a unilatéralement dénoncé l'accord conclu il y a quelques années avec les syndicats sur l'indemnisation des chômeurs et quand, le 14 décembre, elle a réuni 20 000 entrepreneurs dans la banlieue parisienne.

Yvon Gattaz, le président du CNPF, résumait bien ce jour-là son orientation : « Nous défendons nos entreprises en péril et cette défense ne supporte et ne supportera ni compromis ni compromissions. Nous voulons être des militants du seul "parti de l'entreprise", celui qui nous unit sans restriction, sans escalade verbale et sans injures personnelles. » Et il avançait une série d'exigences : allègement des charges sociales ; assouplissement de la législation en matière d'embauche et de licenciements ; diminution des taxes et de la fiscalité ; liquidation des lois récemment promulguées sur les « nouveaux droits des travailleurs dans l'entreprise » ; prise en charge par les pouvoirs publics d'une partie des charges sociales lors de l'embauche des jeunes sortant de l'école, etc.

Le CNPF peut s'estimer satisfait. Sans dresser la liste exhaustive des cadeaux que lui ont fait les gouvernants, on peut donner deux exemples de ses succès. En ce qui concerne par exemple l'augmentation du salaire minimum (SMIC), les patrons ont été dispensés des cotisations sociales correspondantes. Coût pour les finances publiques : 16 milliards de francs. Cette mesure est particulièrement profitable à nombre de petites entreprises qui emploient une majorité de salariés payés au minimum. Quelques temps après, diverses « aides » ont été distribuées sans la moindre contrepartie pour un montant de 20 milliards de francs ...

Cette situation a également permis aux forces politiques de la bourgeoisie de reprendre l'offensive. « Ville par ville nous allons reconquérir la France », a d'ailleurs été leur principal slogan tout au long de la campagne pour les élections municipales. Moins qu'à une profonde mobilisation en leur faveur, c'est aux reculs successifs des socialistes et des communistes que les battus du 10 mai 1981 doivent ces nouvelles marges de manœuvre. Car le Rassemblement pour la République (RPR, le parti du maire de Paris, Jacques Chirac) et l'Union pour la démocratie française (UDF, dont le chef de file est Valéry Giscard d'Estaing) n'ont nullement refait le terrain perdu, comme l'avouait, le 14 janvier 1983, un éditorialiste de droite dans le *Quotidien de Paris* : « Le reflux de la gauche est effectivement entamé. Mais une victoire de l'UDF et du RPR ne constituerait au fond qu'un succès négatif. C'est moins l'opposition qui progresse que la gauche qui recule, ce sont moins les leaders du centre et de la droite qui séduisent que les dirigeants de la gauche qui déçoivent, c'est moins un vote d'adhésion qui se dessine qu'un vote-sanction qui s'annonce. »

Que cela plaise ou non à la droite et au patronat, le fait est là : ni l'état d'esprit des masses ni la situation propre des forces de la réaction ne permet de rechercher à court terme un changement politique radical. Du côté des travailleurs, comme le note l'*Expansion* du 4 février, « il y a des "déçus du socialisme", mais pas au point qu'ils envisagent de changer de camp, ou de renoncer à y trouver leur chef (...) : les ouvriers ne veulent pas renoncer à l'espoir que le gouvernement puisse redresser la barre, ni le décharger de cette responsabilité. Après tout, c'est dans cet esprit qu'ils ont voté pour lui ! ».

Par ailleurs, au moment où montent ces multiples critiques à l'égard de la majorité, la classe dominante n'a pas eu, elle, le temps de restructurer ses forces, de renouveler son personnel politique, de se doter d'un projet crédible. Elle n'est pas dans une situation qui lui permettrait de regagner, sinon les masses ouvrières, du moins les couches moyennes dont le basculement à gauche a été un élément déterminant de la victoire de François Mitterrand.

Ce handicap est d'autant plus lourd que l'activité des grands partis de droite s'est toujours étroitement intégrée aux mécanismes institutionnels de la Ve République. Jamais n'ont existé de grands partis bourgeois de masse semblables à la Démocratie chrétienne allemande (CDU-CSU) ou à son homologue italien (DC). C'est là la principale conséquence de l'instauration par le général de Gaulle d'un Etat fort, dont l'un des objectifs était de briser le jeu parlementaire des partis, afin de gouverner directement au travers des institutions étatiques. En perdant successivement la présidence de la République, la direction du gouvernement et la majorité de la Chambre des députés (Assemblée nationale), la droite s'est vue privée de son instrument essentiel. Ce qui explique bien pourquoi, au

cours des deux années écoulées, l'organisation patronale a dû monter en première ligne et se substituer à des partis privés de perspective à moyen terme pour maintenir l'unité des possédants.

Au travers des élections municipales, l'opposition réactionnaire visait d'abord à regrouper ses appuis traditionnels. D'où le recours, en particulier dans le parti du RPR, à un discours dur, de type « reaganien », aux connotations racistes et xénophobes et centré sur la promesse d'une remise en cause des principaux acquis sociaux des trente dernières années. Les leaders de la droite n'ont pas hésité à annoncer la restitution au secteur privé des entreprises nationalisées à la Libération, la suppression de la cinquième semaine de congés payés ou de la retraite à 60 ans, etc. Pour ratisser le plus large possible à droite, des représentants des groupes fascistes ont été intégrés sur les « listes unitaires de l'opposition » dans plusieurs villes.

En se donnant pour objectif la conquête de plusieurs dizaines de villes de plus de 30 000 habitants, grâce à la démobilisation de l'électorat ouvrier, la réaction cherche à disposer du maximum de points d'appui institutionnels pour harceler les dirigeants réformistes et les contraindre à de nouvelles capitulations. Mais il ne s'agit pas, à court terme, de s'engager dans la voie d'une déstabilisation aboutissant à des élections anticipées. Ce scénario comporte en effet le risque majeur de susciter une riposte massive de la classe ouvrière. Or le capital n'a pour l'instant aucun intérêt à ce que s'ouvre en France un processus de crise sociale et politique tant qu'il n'y est pas obligé par le développement même du mouvement des masses.

Il reste que la droite ne manquera pas d'exploiter ses succès pour faire apparaître un décalage entre le pays « légal » et le pays « réel », et pour utiliser ses nouvelles positions de force afin de peser sur les contradictions de la majorité. C'est dire à quel point les élections municipales n'ont pas constitué une simple parenthèse mais un point de départ pour les confrontations à venir.

En assurant la défaite de Valéry Giscard d'Estaing, en donnant une majorité parlementaire au PS et au PCF, les travailleurs français avaient manifesté leur volonté d'en finir avec les attaques patronales et de voir s'appliquer des changements réels. La politique menée depuis deux ans par les partis au pouvoir explique bien la désorientation de nombreux secteurs ouvriers qui ont aujourd'hui l'impression d'avoir été trompés et que ce gouvernement qu'ils ont contribué à élire « fait la même chose que la droite ». ■

Christian PICQUET
Pierre REME
Paris, 24 février 1983.

9. Le SNPMI s'est rendu célèbre en organisant diverses actions violentes, ce qui lui a permis d'obtenir localement de bons résultats aux élections prud'homales, en particulier chez les petits commerçants.

Les chiens de guerre de la CIA

Reportage dans les camps
d'entraînement
des contre-révolutionnaires
nicaraguayens au Honduras

LE 1er février de cette année se sont déroulées, dans la région atlantique frontalière entre le Nicaragua et le Honduras, des manœuvres militaires conjointes des forces impérialistes américaines et de l'armée hondurienne. Initialement prévues pour décembre 1982, ces manœuvres avaient été retardées du fait de la visite de Ronald Reagan en Amérique centrale. Sous le nom de code de « Grand Pin », ces manœuvres, auxquelles participaient 5 000 soldats honduriens et 1 600 militaires américains, se fixaient comme objectif d'aider le Honduras à « améliorer la défense de son territoire » et à « tester le déploiement de troupes par air et par mer ». Ces actions, qui se sont déroulées près de la frontière nicaraguayenne, devaient suivre le plan ainsi défini par le correspondant du Monde à Tegucigalpa, capitale du Honduras. « Le plan était simple : le 31 janvier, le 5e bataillon de l'armée hondurienne situé à Puerto Lempira, sur la côte caraïbe, était attaqué par une "armée rouge" venue d'un "pays mythique" appelé "Corinthe", dans lequel il était difficile de ne pas reconnaître le Nicaragua. Face à l'agression, le Honduras lançait aussitôt un appel au secours à ses amis. Les Etats-Unis répondaient en dépêchant sur place avions, hélicoptères et bateaux, dont les Honduriens avaient besoin pour repousser l'agression. » (Le Monde, 6-7 février 1983.)

Préparation ouverte à une action d'agression contre le Nicaragua, ces manœuvres militaires avaient donc comme principale fonction de tester les capacités des forces américaines à planifier et organiser une telle intervention avec la main-d'œuvre militaire locale. Outre que ces actions seront sans doute mises à profit pour laisser sur place armes et munitions aux contre-révolutionnaires somozistes basés dans la région et à l'ar-

NICARAGUA
NICARAGUA
NICARAGUA
NICARAGUA
NICARAGUA
NICARAGUA
NICARAGUA
NICARAGUA
NICARAGUA
NICARAGUA



mée hondurienne, leur caractère de répétition générale d'une intervention militaire contre la révolution nicaraguayenne est évident. D'ailleurs, au même moment, fin janvier, le régime sandiniste a affirmé avoir déjoué une tentative de débarquement d'éléments contre-révolutionnaires au cours de combats qui se sont déroulés à seulement 50 km de la zone où se déroulaient les manœuvres américano-honduriennes.

La coordination des actions de l'impérialisme américain, de l'armée hondurienne et des forces somozistes contre-révolutionnaires basées dans des camps militaires au Honduras n'est certes pas un secret. Mais le reportage que nous reproduisons ci-dessous et qui a été réalisé au mois de décembre dernier par Lars Palmgren, correspondant du mensuel de gauche suédois ETC, est un témoignage direct de l'existence de ces camps et de la complicité de l'état-major hondurien.

Lars PALMGREN

De l'autre côté de la frontière du Honduras, côté Nicaragua, le terrain s'élève et la végétation passe du type tropical à des forêts de grands pins. Ici, au Honduras, entre Paraiso, à l'ouest, et Las Trojes, à l'est, plusieurs dizaines de milliers de Nicaraguayens ont trouvé refuge sous Somoza. Après la victoire sandiniste, la plupart sont rentrés chez eux. Mais, ces deux derniers mois, environ 4 000 nouveaux réfugiés sont arrivés. La plupart d'entre eux se trouvent dans la région de Las Trojes, à cinq heures de la capitale régionale, Danli.

La route qui mène à Las Trojes est en grande partie une route de rondins récemment construite. Aussitôt après avoir quitté la grand-route, nous sommes tombés sur deux soldats honduriens qui rentraient à leur base de Las Trojes.

Julio, l'un d'eux, avait 21 ans. Il était dans l'armée depuis quatre ans. Après avoir parlé de choses et d'autres pendant une demi-heure, nous avons commencé à parler des *contras*, les contre-révolutionnaires nicaraguayens.

— Vous avez déjà vu des *contras* par ici ?

— Bien sûr, il y en a des quantités. Leurs camps sont dans toute la région. Près de Las Trojes, il y en a peut-être deux ou trois.

— Vous y êtes déjà allé ?

— Oui, plusieurs fois. Ce sont surtout des adolescents, et il y a des filles aussi. Evidemment, une fille peut se servir d'un FAL (fusil d'assaut léger) aussi bien qu'un garçon.

— Ils avaient de bonnes armes ?

— Meilleures que les nôtres. Ils avaient presque tous des FAL, mais aussi des lance-grenades et des mortiers de différents calibres.

— Que pensez-vous des *contras* ?

— Ils ont été extrêmement corrects avec moi. Je crois qu'ils ont été très gentils avec nous tous.

— Vous vous êtes déjà battus contre les sandinistes ?

— Non. Les sandinistes ne sont jamais venus jusqu'ici. Mais maintenant, les *contras* sont entrés au Nicaragua.

Las Trojes est constitué de quelques maisons de chaque côté de la route qui décrit un angle droit. Un enterrement tra-

versait l'agglomération lorsque nous sommes arrivés. Aucun des *contras* connus, que les habitants nous avaient indiqués et qui, selon eux, pourraient nous emmener au camp, n'étaient chez eux. Nous avons alors traversé le village en direction du camp de réfugiés nouvellement bâti et des plantations de café.

LES METHODES D'ENROLEMENT DES « CONTRAS »

Les ouvrières des plantations — ce sont presque toujours des femmes — allaient rentrer chez elles quand nous sommes arrivés. La moitié d'entre elles environ étaient des réfugiées récemment arrivées du Nicaragua.

Qui étaient-elles ? Pourquoi avaient-elles quitté le Nicaragua ? L'une des femmes — elle ne pouvait guère avoir plus de 25 ans mais, complètement édentée, elle en paraissait 50 — portait une robe rouge en lambeaux. Elle nous dit :

— On ne pouvait plus travailler comme avant. Ils voulaient nous prendre notre terre.

— Vous aviez de la terre ?

— Oui.
 — Ils l'ont prise ?
 — Non. On avait deux parcelles. Maintenant, elles sont à l'abandon.
 — Alors, pourquoi êtes-vous partie ?
 — Ils auraient pu venir nous tuer.
 — Ils vous ont menacés ?
 — Non.
 — Vous connaissez quelqu'un qui a été tué ?
 — Non. Mais ils ont dit qu'ils allaient nous prendre notre terre, et qu'ils pourraient peut-être nous tuer.
 — Qui a dit cela ?
 (Elle baissa les yeux et ne répondit pas.)
 — Votre mari ?
 — Les contras l'ont emmené dès que nous sommes arrivés ici.
 — Où l'ont-ils emmené ?
 — Ils ont dit qu'ils allaient à un meeting.
 — Il voulait y aller ?
 — Non. Il pleurait. Il ne voulait pas être obligé de me laisser seule avec les quatre enfants.
 — Vous voulez rentrer au Nicaragua ?
 — Oui, si Dieu le veut.
 — Vous regrettez d'être partis ?

Elle marmonne quelque chose d'incompréhensible. Son mari, elle et ses quatre enfants étaient venus ici avec un groupe de 300 personnes environ. D'après ce qu'elle et d'autres femmes ont dit, il était difficile de comprendre pourquoi ils avaient quitté le Nicaragua. Leurs récits suggéraient qu'ils avaient été poussés à partir et, dans certains cas, forcés. C'était, pour la plupart, des gens pauvres, simples et ignorants, qui venaient souvent de régions isolées. Leur société était dominée par une autorité, le prêtre, le juge local, le propriétaire terrien ou tout autre homme fort de la région. Leurs récits avaient un thème identique : le chef local leur avait dit de fuir parce « qu'on allait prendre leur terre et les tuer ».

On leur avait dit que tout irait bien mieux au Honduras, et, quand ils sont arrivés ici, on a emmené les hommes, et les femmes sont restées seules. Beaucoup d'entre elles ont dit que les Honduriens en uniforme — certaines ont dit des policiers, d'autres des soldats — étaient présents quand leurs maris furent emmenés.

La guerre fait rage à la frontière nicaraguayenne. (DR)



Une jeune Hondurienne nous révèle ceci : « S'ils ne vont pas avec les contras, on les traite de sandinistes, d'espions, et ils risquent d'avoir des ennuis. »

Tandis qu'elles parlaient, une grosse jeep Toyota passa près de nous. Deux hommes étaient assis à l'avant. A l'arrière, il y avait un chargement de munitions recouvert d'une bâche et quatre autres hommes assis. Nous avons demandé aux femmes où les contras avaient leurs camps. « Beaucoup ont été abandonnés depuis qu'ils sont rentrés au Nicaragua », répondit l'une d'elles. Une autre affirma : « Il y en a encore un là-bas. » Une jeune femme hondurienne nous donna des indications plus précises. « Si vous prenez à droite après la porte, et ensuite tout droit dans la forêt, vous allez en trouver un. Mais faites attention, ils sont un peu nerveux. » Au bout d'un moment, nous avons trouvé la porte. Une vieille femme passait, juste quand nous la franchissions. « Vous allez au camp ? nous demandait-elle. Attention, ils sont dangereux, ils tirent. »

« Qui êtes-vous ? Comment êtes-vous venus jusqu'ici ? » Nous avons expliqué que nous étions journalistes, que des gens sur la route nous avaient dit que nous trouverions des contras ici. Nous avons bavardé un moment et la méfiance de l'individu qui nous avait interpellés s'atténua. Il nous a dit qu'il comprenait que nous cherchions des informations. D'accord. Alors, on était journalistes. Le problème était que les journalistes déformaient toujours leurs paroles.

« Nous ne sommes pas des somozistes ou d'anciens gardes nationaux. Nous sommes du Frente Democrático Nicaraguense (FDN, Front démocratique nicaraguayen). C'est notre nom. Somoza est mort depuis plus d'un an et demi, et je ne m'appelle pas Somoza. Alors, je ne vois pas pourquoi on continue à nous appeler somozistes. Et la plupart d'entre nous n'ont jamais été dans la Garde nationale. Nous sommes le FDN. Ecrivez-le. »

Il se révéla être un avocat de Managua. Il nous dit qu'il se battait depuis trois ans. Avant, il avait étudié avec Luis Carrion et Jaime Wheelock, tous deux membres du Bureau national du FSNL.

« Je sais ce qu'ils veulent, dit-il. Je sais qu'ils sont communistes à 100 %. Et

si nous ne les arrêtons pas, même les Etats-Unis vont devenir communistes d'ici dix ans. » Il était très agité. « Tout cela est de la faute à Jimmy Carter. Ecrivez-le. Ecrivez que c'est de la faute à Carter si nous devons combattre les communistes aujourd'hui. Ecrivez que nous devons combattre les communistes pour défendre les Etats-Unis. »

Une voiture passa sur le chemin. Quand elle aborda le virage, nous vîmes que c'était la Toyota que nous avions aperçue plus tôt. L'arrière était vide. Elle repassa dix minutes plus tard. Cette fois l'arrière était plein. Edgardo, c'est ainsi qu'il disait s'appeler, fit un signe de tête en direction de la jeep. « Nous avons 6 000 hommes maintenant. Nous avons cinq fronts ici, et un à la frontière du Costa Rica. Maintenant, la guerre s'étend au Nicaragua. Nous avons libéré un territoire, et c'est là que se trouve notre commandement. »

Il nous regarda l'un après l'autre. Nous approuvions de la tête. « D'ici à trois semaines, des choses importantes vont se passer ici. Dans cinq mois, nous aurons gagné. Ecrivez-le, écrivez que dans cinq mois, on aura mis les communistes dehors. »

Nous lui avons demandé si nous pouvions les suivre au Nicaragua pour interviewer leur chef. Il refusa : « Ce serait peut-être bien, dit-il d'abord. La presse ne parle pas tellement de nous, et cela pourrait nous servir. Je vais voir ce que je peux faire. Je dois aller la semaine prochaine à Tegucigalpa. Je verrai si je peux vous mettre en rapport avec nos dirigeants. » Puis, il sembla se rendre compte qu'il en avait déjà trop dit : « Mais les autorités d'ici ne savent rien de nous. Nous sommes totalement dans la clandestinité ici. Totalement. »

Quand nous l'avons interrogé sur Eden Pastora, appelé « Commandant Zéro », qui dirige les attaques du FDN à partir du Costa Rica, Edgardo nous répondit avec un grognement : « Il est tout aussi communiste que ceux qui sont au Nicaragua. C'est un diviseur, peut-être même un espion. Je n'ai aucune confiance dans les sociaux-démocrates. C'est la droite contre la gauche. Il n'y a rien entre les deux. Nous sommes les seuls à nous battre, nous, le FDN. Nous sommes les seuls à être vraiment de vrais contre-révolutionnaires. »

Nous sommes partis à la nuit tombée. Nous n'avons pas passé la nuit à Las Trojes. Nous avions tous l'impression que le camp était beaucoup plus dangereux que nous ne l'avions cru.

Le jour de notre arrivée à Tegucigalpa, les journaux publiaient une déclaration du ministre des Affaires étrangères du Honduras, qui affirmait qu'il n'y avait pas, et qu'il n'y avait jamais eu, de camps de contre-révolutionnaires sur le territoire du Honduras. « Nous voulons la paix, disait-il, mais apparemment, les sandinistes veulent la guerre. »

Lars PALMGREN

« ETC »

Stockholm, 1er février 1983.

Les cents jours du gouvernement de Siles Suazo

La "nouvelle politique économique" de l'UDP reprend les principales mesures conseillées par le FMI à la dictature

UN peu plus de deux ans après le coup d'Etat du 17 juillet 1980, qui faisait suite à la victoire électorale de l'Union démocratique populaire (UDP) aux législatives du 29 juin 1980, les militaires boliviens, en l'occurrence le général Guido Vildoso à la tête de la junte depuis seulement deux mois, décidaient de remettre le pouvoir aux civils. Ils le faisaient sous la double pression de la mobilisation populaire en cours avec la grève lancée par la Centrale ouvrière bolivienne (COB), et de leur impuissance à sortir le pays de la situation économique catastrophique dans laquelle ils l'avaient plongé. Réunis le 5 octobre 1982, les parlementaires du Congrès élu le 29 juin 1980, et dont la majorité est de droite (1), avaient élu les dirigeants de l'UDP, Hernán Siles Suazo et Jaime Paz Zamora, respectivement à la présidence et à la vice-présidence du nouveau gouvernement. L'élection des dirigeants de l'UDP avec la bienveillance des militaires et grâce aux suffrages, entre autres, des députés du Mouvement nationaliste révolutionnaire-historique (MNR-H) de Victor Paz Estenssoro, qui avait soutenu le coup d'Etat de 1971 du général Hugo Banzer, illustre en quelque sorte le rôle que l'impérialisme et les forces réactionnaires locales attribuaient au futur gouvernement de l'UDP : rétablir la situation économique sous les auspices des conseillers du Fonds monétaire international (FMI) et faire barrage à la montée de la mobilisation ouvrière qui s'exprimait, dans de nombreuses grèves, depuis le milieu de l'année 1981.

La situation économique était effectivement assez inquiétante. La Bolivie était en faillite, la dette extérieure atteignant 4 milliards de dollars et absorbant les 2/3 des devises rapportées par les exportations. Le taux d'inflation était de 220 %, le déficit fiscal de 40 % du Produit intérieur brut (PIB), le chômage avait augmenté de 67 % en deux ans... (*Le Monde*, 10 novembre 1982). Les mesures d'austérité adoptées par les militaires en février-mars 1982 n'avaient fait qu'aggraver les choses. Hausse des prix des transports et du carburant, suppression des subventions alimentaires avaient ensuite contraint les militaires à lâcher du lest face à la réprobation populaire. En mars, la junte décidait le flottement du peso. « *Le dollar, qui valait 25 pesos en début d'année, fluctuait entre 250 et 350 pesos sur le marché noir* », note le correspondant du *Mon-*

de (27 novembre 1982). Les prix de certains produits alimentaires connaissaient des hausses allant jusqu'à 1 000 %.

Héritant d'une telle situation économique, le gouvernement de l'UDP, comprenant des ministres du Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (MNR-I) de Siles Suazo, du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) de Jaime Paz Zamora et du Parti communiste bolivien (PCB), décidait une période de « cents jours d'économie de guerre », pour « remettre sur pied un pays au bord de la destruction ». Une trentaine de décrets étaient adoptés dès le 6 novembre 1982, parmi lesquels la suppression du flottement du peso, une dévaluation de 354 % de la monnaie — ce qui portait à environ 800 % le taux de dépréciation de la monnaie bolivienne depuis janvier 1982 —, un contrôle des changes, une politique de « vérité des prix » avec augmentation du prix de l'essence (200 %) et du pain (150 %). Ces augmentations provoquaient une hausse d'environ 60 % du coût de la vie, alors que la compensation salariale adoptée ne dépassait pas 30 % pour les salaires de moins de 15 000 pesos (72 dollars), et que le salaire minimum était fixé à 8 490 pesos (soit environ 42 dollars). (*Uno mas Uno*, Mexico, 17 novembre 1982).

Si le gouvernement, par la voix du président de la République reconnaît le bien-fondé de la revendication ouvrière d'indexation des salaires sur le coût de la vie, il renvoie son adoption au terme de la période des « cents jours ». Aussi, le décalage entre les revendications ouvrières et les mesures gouvernementales en matière de salaires reste entier. La commission tripartite mineurs-COMIBOL-gouvernement (2) calculait, en août 1982, le salaire minimum au niveau de 56 dollars actuels.

Les cents jours d'économie de guerre étant censés prendre fin à la mi-février, il est donc temps de tirer un premier bilan de la politique du nouveau régime et ce d'autant plus que la perspective d'un coup de force institutionnel de la droite réactionnaire se précise. C'est ce premier bilan que le Secrétariat de la Commission politique du Parti ouvrier révolutionnaire-Combate (POR-Combate), section bolivienne de la IV^e Internationale, a effectué pour *Inprecor*, dans un rapport dont nous publions de larges extraits ci-après.

Parti ouvrier révolutionnaire-Combate (POR-Combate)

Moins d'un mois après l'installation de l'UDP au gouvernement, des mesures économiques qualifiées de « nécessaires et populaires » étaient adoptées. Pour l'UDP, ces mesures faisaient partie d'une « nouvelle politique économique » (NEP), formule qui a la prétention de comparer la crise capitaliste actuelle de l'Etat bourgeois bolivien avec la crise économique de l'Etat ouvrier soviétique des années 1920.

De toutes les dispositions adoptées par le gouvernement de l'UDP le 6 novembre dernier, seuls les décrets relatifs au contrôle des devises par la Banque centrale et à l'établissement d'un taux de change fixe méritent une prudente appréciation positive. Encore ces décrets sont-

ils bien insuffisants. En effet, si le taux de change du dollar a été fixé à 200 pesos, la demande intérieure était tellement élevée qu'en quelques jours il s'échangea au taux de 400 pesos pour un dollar.

Les mesures économiques adoptées par le gouvernement de l'UDP, sauf celles concernant le contrôle des devises, ressemblent fort à ce que le Fonds monétaire international (FMI) avait cherché à imposer lors de la dernière dictature militaire et que celle-ci n'avait pu mettre en application du fait de sa peur des réactions populaires. L'UDP a donné la priorité au commerce extérieur, à la mine « moyenne » (secteur privé de la mine), au secteur agro-industriel de l'est du pays, à la banque privée, autant de secteurs permettant la récupération de devises pour que l'Etat puisse faire face au règlement des intérêts de sa dette extérieure. Mais

cela s'est fait, bien évidemment, au détriment des secteurs étatisés, avec pour conséquence un chômage accru et l'étouffement de la petite industrie travaillant pour le marché local. C'est en fait une po-

1. Lors des élections de juin 1980, l'UDP remporta 38,74 % des suffrages contre 20,18 % pour le MNR-H de Paz Estenssoro, 16,82 % pour l'ADN d'Hugo Banzer et 8,70 % pour le PS-1. Mais en nombre d'élus, avec 57 députés, l'UDP restait minoritaire au Congrès bolivien, d'autant que la droite y était surreprésentée avec 44 députés pour le MNR-H et 30 pour l'ADN. Même avec l'appui de 11 élus du PS-1, l'UDP ne parvient donc pas à avoir une majorité absolue de 157 sièges. Elle est donc prisonnière, au niveau parlementaire, du vote du MNR-H et des autres petites formations bourgeoises.

2. COMIBOL (Corporación Minera Boliviana) : organisme de gestion des mines nationalisées.

litique typiquement monétariste, qui garantit les intérêts du capital impérialiste (3).

Le gouvernement de l'UDP, acclamé par les masses populaires lors de son investiture, a donc fait ce que la dictature militaire n'avait osé faire. Les résultats de cette politique sont les suivants : une augmentation de l'inflation, avec perte de valeur de la monnaie, le tout atteignant un taux de 1 500 % ; une hausse supplémentaire du chômage de 13 % ; un salaire minimum de 8 490 pesos, ce qui ne représente que l'équivalent d'une semaine et demie de dépenses pour une famille de cinq personnes ; et, finalement, une nouvelle menace de dévaluation à court terme. Il est clair que le gros de l'économie étatisée continue sa course à la faillite, de même que la petite industrie privée non exportatrice, et que les liens de dépendance au capital impérialiste nord-américain et européen atteignent un point crucial, d'autant plus que le pays ne dispose pas de réserves de capitaux. Loin d'atténuer la crise économique, le gouvernement de l'UDP a fait peser un peu plus son poids sur les épaules des prolétaires, du peuple et des paysans pauvres.

Maintenant, le gouvernement de l'UDP, plongé dans une crise politique à la suite du départ des ministres du MIR (4), cherche à rectifier ses mesures économiques antérieures, sous la forme de nouvelles dévaluations, de l'établissement du salaire minimum vital à un taux toujours misérable, simplement destiné à contenir les luttes ouvrières et de l'instauration de la « cogestion » ouvrière des entreprises étatisées. Mais cela reste toujours dans la voie de la dépendance capitaliste et sur la ligne des orientations préconisées par le FMI. Avec cette politique de rectification économique, l'UDP parviendra seulement à accroître la faim, le chômage pour le peuple, les faillites des petites entreprises, à accentuer l'endettement du pays et l'enrichissement des quatre trusts qui mettent à sac l'économie nationale. Il augmente les sacrifices et les mesures d'austérité imposées aux travailleurs et, en conséquence, il accélère le processus de décomposition sociale. Ceci amènera nécessairement à une polarisation des forces sociales, à l'isolement du gouvernement par rapport aux masses, et au renforcement de la droite réactionnaire. Or, celle-ci ne cherche pas seulement à améliorer ses possibilités d'enrichissement, mais aussi à en obtenir la garantie, par la récupération du pouvoir politique. Et c'est d'ailleurs pour cela que cette droite réactionnaire est en train de conspirer et ira nécessairement vers un coup de force.

A travers la version militaire de sa gestion économique, qui était en vigueur sous la dictature, la droite réactionnaire a légué à l'UDP une économie en faillite totale. Mais il revenait aussi à l'UDP la tâche de contenir le mouvement ouvrier et populaire qui menaçait de donner l'assaut et de détruire la place-forte capitaliste. Ce sont les masses populaires, par leur combat héroïque — qui connut ses premiers épisodes lors de la grève des mineurs de Huanuni en novembre 1981, et qui s'est poursuivi en s'étendant à l'échelle natio-

nale jusqu'à défaire politiquement la dictature — qui ont imposé le processus démocratique. Il est important que les marxistes révolutionnaires sachent, comme les masses populaires, faire la différence entre un régime dictatorial d'orientation fasciste et un régime démocratique bourgeois. Les masses sentent et vivent cette différence. Nous aussi. Et, bien que nous n'ayons aucun réel espoir dans le gouvernement de l'UDP, nous sommes confiants dans la capacité de lutte des masses. Aussi disons-nous que nous appuierons toutes les « mesures démocratiques, populaires et anti-impérialistes » du gouvernement de l'UDP. Et nous avertissons les masses de la nécessité de conserver leur indépendance politique et syndicale pour la poursuite de leur lutte sur leurs propres revendications et leurs objectifs historiques.

L'ETAT D'ESPRIT DES MASSES ET LE GOUVERNEMENT DE L'UDP

Depuis le 10 octobre 1982, date de l'investiture du gouvernement de l'UDP, jusqu'à l'annonce de ses mesures économiques, le 6 novembre, les masses ont, dans une certaine mesure, baissé la garde, dans l'attente des premières décisions du gouvernement. Or, aucune mesure populaire ou anti-impérialiste n'a été adoptée, et les mesures pro-impérialistes des « cents

3. Environ 80 % des secteurs d'intérêt stratégique de l'économie sont aux mains de l'Etat. Or, à part la mine de Huanuni, ces secteurs économiques se trouvent en situation de faillite et de banqueroute. Dans un article du Monde diplomatique du mois de février 1983 (« De l'échec d'une dictature à une difficile démocratie »), Yvon le Bot note à ce propos : « L'appareil productif est au bord de la faillite. Le coût de production de l'étain dans certaines mines de la COMIBOL est deux fois plus élevé que le cours sur le marché mondial (une seule de ces mines, Huanuni, est jugée rentable). Le président de la YPFB (Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos), l'entreprise d'Etat qui assure l'exploita-

tion du pétrole et du gaz, affirme que celle-ci perd un demi-million de dollars par jour. La majorité des entreprises publiques — mais aussi certaines entreprises privées — livrent leurs produits à des prix inférieurs au coût de production (c'est le cas des carburants et de l'électricité) et sont subventionnées par l'Etat, ce qui contribue à alimenter la contrebande et à creuser le déficit budgétaire. »

4. Les ministres du MIR, qui ont été remplacés par des personnalités indépendantes dans le cabinet de l'UDP désigné le 31 janvier dernier, ont justifié leur départ en partie par un conflit à propos de l'attribution du ministère de l'Intérieur à un membre du MNR-I.

Quelques sigles

UDP : Union démocratique et populaire, bloc électoral formé par des politiciens bourgeois « démocrates », dont le MNR-I (Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche, scission du MNR de Paz Estenssoro), et des partis ouvriers réformistes, essentiellement le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire de tendance social-démocrate et lié à l'Internationale socialiste) et le Parti communiste bolivien (PCB).

PS-1 : Parti socialiste-Un, parti ouvrier dont le programme et l'orientation générale défendent l'indépendance de classe et le socialisme. Son principal dirigeant, Marcelo Quiroga Santa Cruz, a été assassiné lors du coup d'Etat du 17 juillet 1980.

MNR-H : Mouvement nationaliste révolutionnaire historique de Victor Paz Estenssoro. Il représente la fraction la plus conservatrice des organisations issues de l'éclatement du MNR originel, qui avait soutenu le coup d'Etat militaire d'Hugo Banzer en 1971.

ADN : Alliance démocratique nationale, formation fascisante de l'ex-dictateur Hugo Banzer.

PDC : Parti démocrate chrétien, petite formation bourgeoise.

PRIN : Parti révolutionnaire de la gauche nationaliste, formation composite comprenant de nombreux dirigeants syndicaux de la Centrale ouvrière bolivienne (COB), dont le vieux dirigeant Juan Lechin.

MRTK : Mouvement révolutionnaire indien Tupac Katari, mouvement paysan radicalisé membre de l'UDP.

jours d'économie de guerre » ont fait l'effet d'une douche froide. Il était pourtant important que les masses parcourent ce chemin pour que tombe le masque « anti-impérialiste et populaire » de ce gouvernement.

Le gouvernement de l'UDP a surgi comme résultat à la fois de la pression des masses et d'un accord politique. Alors que nous, nous prévenions qu'un gouvernement issu du Parlement ne pourrait marcher que sur une jambe, le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) et la réaction droitière tenaient à cette issue parlementaire. Nous mêmes, le Parti communiste bolivien (PCB) et le Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (MNR-I), nous insistions, en dépit du temps qui passait, sur la nécessité d'une initiative électorale, c'est-à-dire la tenue de nouvelles élections, les dernières ayant eu lieu en juin 1980. Une telle initiative aurait permis d'acculer la droite, de la défaire aussi bien sur le plan électoral que dans la rue. Car s'il est vrai que les masses ne mangent pas de bulletins de vote et que, comme le disait démagogiquement le MIR, la faim n'attend pas, il s'agissait d'approfondir le processus en cours, le rapport de force politique et social étant très favorable à la gauche et à l'UDP. De cette façon, l'UDP aurait pu obtenir une majorité absolue au Parlement et dans tous les organes de l'Etat. Cela aurait

encouragé et enhardi les masses, et obligé le nouveau gouvernement à prendre des mesures anti-oligarchiques, à s'attaquer aux bandes paramilitaires, à acculer les secteurs réactionnaires de l'armée, et à faire taire la droite au Parlement.

Toutes les forces locales et internationales de la réaction se sont, elles, coalisées aussitôt pour éviter ce recours aux urnes et imposer une issue interne au Parlement constitué lors des élections de juin 1980. Ce Parlement est en majorité de droite, et le gouvernement UDP reste enfermé dans l'exécutif, sans réel pouvoir de décision législatif. Mais les masses ont aujourd'hui déjà dépassé cette phase de la lutte, et que l'UDP n'ait pas la majorité absolue au Parlement n'a maintenant guère d'importance devant le caractère anti-populaire de sa politique propre.

De plus, l'UDP portait en elle les germes de sa propre décomposition, en tant que front de collaboration de classes. Dans un pays comme le nôtre, où il n'existe pas de bourgeoisie indigène structurée et différenciée en tant que classe indépendante, où l'économie nationale est totalement dépendante, où il y a des secteurs oligarchiques liés au capital financier international, où l'armée joue le rôle de gendarme des intérêts capitalistes, un régime démocratique bourgeois de collaboration de classes ne peut subsister longtemps et l'affrontement social et politique est toujours à l'ordre du jour. C'est ainsi que s'est produite, à la fin de l'année passée, la première fracture dans le gouvernement et dans l'UDP elle-même, qui a conduit au départ des ministres du MIR du gouvernement, le 9 janvier 1983.

La politique du MIR vise à la formation d'un gouvernement de « *concentration nationale* » entre l'UDP, l'entreprise privée, l'armée, et la réaction droitière organisée dans l'Alliance démocratique nationale (ADN) de Hugo Banzer, le Mouvement nationaliste révolutionnaire historique (MNR-H) de Paz Estenssoro, et le Parti démocrate chrétien (PDC). Elle vise à une politique de rapprochement avec l'impérialisme américain et les gouvernements bourgeois européens, à contenir la poussée révolutionnaire des masses et à restaurer l'Etat bourgeois. La lutte contre les bandes paramilitaires et le trafic de drogues sert de couverture à la mise en place d'une telle politique. Elle ne vise pas le moins du monde à favoriser la mobilisation populaire.

UN GOUVERNEMENT DÉJÀ EN CRISE

L'UDP n'a pas de positions politiques, économiques, nationales et internationales clairement définies. La crise de 13 jours due à la sortie des ministres du MIR se combine maintenant à celle provoquée par la condamnation, par le gouvernement, de l'occupation soviétique en Afghanistan, qui a provoqué une vigoureuse réaction du PCB.

Mais le PCB n'est pas disposé à quitter le gouvernement, où il dispose des ministères des Mines et du Travail. Il s'y ac-

croche avec bec et ongles, parce que cela lui permet d'agir sur les deux fronts décisifs dans le cadre de sa politique réformatrice : celui du gouvernement de collaboration et celui du contrôle du mouvement ouvrier.

Par contre, aussi bien le MIR que les Américains sont intéressés au départ du PCB du gouvernement. Non par crainte d'une politique radicale de la part du PCB, il n'en a pas la moindre intention. Il s'agit plutôt de tranquilliser les craintes

tre absolu et appelle le peuple à s'en donner un autre. Fin décembre, se sont réunis à Tarija des représentants de l'ADN, du MNR-H, de l'entreprise privée, du MIR, des propriétaires de moyens de transport, des militaires, etc., pour conspérer contre le gouvernement, préparer son boycott et son renversement.

Le gouvernement est sur la défensive. Seul le renfort du soutien des masses pourrait, provisoirement, le sauver. Mais il ne peut en appeler aux masses parce



Ve Congrès national des coopératives minières en 1978. (DR)

provinciales de la bourgeoisie autochtone et oligarchique. Mais le MIR, comme les Américains et la social-démocratie européenne savent parfaitement qu'il vaut mieux avoir à la maison ce chien édenté et lui donner quelques miettes du festin, que de l'avoir au dehors, essayant d'orchestrer quelques scandales (5). C'est ce que s'obstinent à ne pas comprendre la bourgeoisie autochtone et l'oligarchie, enfermées dans leur « anticommunisme » borné.

La sortie du MIR du gouvernement a néanmoins eu deux effets :

- le camp de la droite s'est élargi ;
- le gouvernement de l'UDP se trouve sur la corde raide, avec un soutien de masse de plus en plus réduit.

Ce n'est pas par hasard que le MIR affirme à présent que « *ce gouvernement n'est pas celui que les masses ont élu, et qu'un nouveau gouvernement de concentration nationale est nécessaire* ». De son côté, la réaction droitière a commencé au Parlement une escalade d'interpellations contre divers ministres du gouvernement de l'UDP. Cette même réaction dénonce aussi ce gouvernement comme un désas-

qu'il représente lui-même les intérêts de la bourgeoisie et non ceux des travailleurs. Nous pensons donc que ce gouvernement est condamné à court terme. La proposition de la droite est déjà publique : boycott économique, boycott du gouvernement, généralisation de la crise économique et politique, afin que le Parlement intervienne et nomme un gouvernement de droite avec Victor Paz Estenssoro et Jaime Paz Zamora (MNRH-MIR) appuyés par leurs collègues de l'ADN, du PDC, de l'entreprise privée, etc. Ce renversement d'alliances est justement rendu possible par

5. Dans une interview à l'hebdomadaire américain *Newsweek*, le Président Hernán Siles Suazo devait s'expliquer sur la participation du Parti communiste bolivien à son gouvernement et rejeter les craintes américaines à ce sujet en déclarant : « *Les communistes boliviens ont une grande influence dans la Confédération ouvrière bolivienne (COB), principal représentant des travailleurs de ce pays... et les communistes boliviens réfléchissent en termes nationaux plus qu'en termes internationaux.* » (Cité par *Uno mas Uno*, Mexico, 18 octobre 1982). De son côté, le secrétaire général du MIR, Antonio Araníbar, déclarait aussi dans la même veine : « *Les communistes sont très prudents. Sur le rôle du secteur public et du capital étranger, ils sont, comme nous, partisans du statu quo.* » (*Le Monde* du 4 février 1983).

l'actuelle majorité de droite au Parlement. Ce serait un coup de force, sans aucun doute porté « à froid », mais un coup de force tout de même, qui aboutirait à réduire les libertés démocratiques, à accentuer l'évolution à droite du processus politique et à couper court à la montée de la mobilisation des masses.

VERS UN COUP DE FORCE DE LA RÉACTION

La démocratie bourgeoise en Bolivie n'a pas la possibilité de se stabiliser durablement, pour les raisons dont nous avons parlé plus haut. L'impérialisme américain a intérêt à étouffer ce volcan social qui menace son arrière-cour d'Amérique latine. Il a tenté la voie dictatoriale et le peuple l'a défaite. Il a essayé la voie démocratique bourgeoise, mais elle n'a pas duré longtemps. Parce qu'ici sont en jeu des intérêts internationaux. Et les diverses fractions de la bourgeoisie autochtone, de l'oligarchie et de l'armée représentent des intérêts internationaux différents. Et puis, il y a le facteur décisif que constitue la maturité et l'expérience de la classe ouvrière, son admirable conscience de classe et sa combativité.

La droite conspire donc pour établir, dès qu'elle en entreverra la possibilité, un régime de droite dur. Les travailleurs luttent pour leurs libertés et leurs revendications, et pour une issue révolutionnaire. L'échéance de la chute ou du maintien du gouvernement actuel dépend de la combinaison de tous ces facteurs. Ce qui est sûr, c'est qu'il est condamné à terme et que se produira un affrontement politique et militaire avec la droite factieuse. Mais les résultats politiques et le coût social pour les masses ne seront pas les mêmes s'il s'agit d'un coup de force « à froid » ou d'un coup d'Etat sanglant. Avec un coup de force « à froid », la répression contre le peuple sera plus nuancée mais, de toute façon, il y aura répression pour détruire les organisations de masse et consolider la droite. Un coup brutal cherchera par contre à détruire d'un seul coup les organisations politiques et syndicales ainsi que les conquêtes des masses populaires. Cette seconde hypothèse est cependant moins praticable dans l'immédiat pour la bourgeoisie et l'impérialisme.

En effet, les masses viennent juste de faire l'expérience d'une dictature criminelle, despotique, sanguinaire et barbare. Elles ne sont pas désorganisées et progressent au contraire dans leur capacité d'auto-organisation. Un coup réactionnaire brutal se heurterait frontalement à une vive riposte et risquerait de déclencher une contre-offensive populaire menaçant sérieusement l'Etat bourgeois. La COB jouerait dans ce cas le rôle historique qui est le sien, et sa direction risquerait d'être débordée par la combativité des masses insurgées et par l'action des petits partis révolutionnaires qui renforceraient leur autorité.

Le coup « à froid » est le choix de la droite. Mais ce type de coup de force actuellement envisagé par la réaction ne ressemble pas aux scénarios traditionnels des ré-

bellions démarrant des casernes : assaut à l'aube du palais présidentiel, destitution et exil du Président... Elle envisage cette fois une combinaison de trois facteurs : un boycott économique et politique du nouveau gouvernement, des contraintes pour amener le Président Siles Suazo à se retirer, et la nomination de Paz Estenssoro, dirigeant du MNR-H comme président de la République et de Paz Zamora, du MIR, comme vice-président, par un Parlement de « grand accord national ».

LA FIN DE LA TRÈVE SOCIALE DES « CENTS JOURS »

La relative démobilisation des masses, produite par les espoirs placés dans le gouvernement de l'UDP et les « cents jours » de trêve qu'il a exigés, commence cependant à être surmontée. A présent, par exemple, tous les secteurs de travailleurs du pays se sont prononcés pour la revendication d'un salaire minimum vital de 40 000 pesos (soit environ 1 400 FF) garanti par un système d'échelle mobile.

Les discussions au sein du mouvement ouvrier sur la proposition gouvernementale de cogestion sont très larges. Certains secteurs l'acceptent, d'autres la rejettent catégoriquement. Différentes propositions alternatives ont été émises. Nous avons, quant à nous, proposé une cogestion à majorité ouvrière dans les entreprises étatisées, et un contrôle ouvrier collectif, c'est-à-dire avec droit de veto, dans les entreprises privées. Nous lançons une initiative syndicale qui permettrait une mobilisation ouvrière, paysanne et populaire d'ensemble, pour défendre et approfondir le processus démocratique, renforcer les organisations de masse et donner à la Centrale ouvrière bolivienne (COB) son véritable rôle indépendant de direction du mouvement.

Une reprise de la mobilisation ouvrière et populaire se dessine aujourd'hui. Il y a des occupations d'usine contre la politique de boycott patronal, des assemblées et des congrès où se discutent les alternatives populaires, les méthodes de lutte et d'organisation, aussi bien pour faire face à la crise économique que pour affronter la contre-offensive de droite au Parlement et dans l'armée. D'où l'importance de l'organisation des masses et de l'autodéfense populaire.

Passé le délai des « cents jours », le 16 février 1983, il ne fait aucun doute qu'il y aura une réactivation de la lutte sociale. Si le gouvernement UDP continue à s'éloigner des aspirations des masses et si la droite continue à conspirer, nous irons à un affrontement politique à échéance rapprochée, qui pourra même prendre la forme d'affrontements armés. Les masses vont défendre le processus démocratique. Elles vont lutter pour imposer l'amélioration de leurs conditions de vie, de travail et de salaire, pour la destruction des bandes paramilitaires et l'arrêt du trafic de cocaïne, pour une perspective authentiquement démocratique et révolutionnaire, pour imposer leur propre gouvernement.

Notre parti soutient cette perspecti-

ve. Le gouvernement de l'UDP fait certes partie du processus démocratique que nous voulons approfondir, mais en luttant dans ce sens, nous ne défendons pas le gouvernement bourgeois de l'UDP mais les conquêtes des masses. L'ennemi principal du moment n'est pas le gouvernement de l'UDP, mais la réaction retranchée dans le Parlement et dans l'armée. C'est elle qui représente l'impérialisme américain et la social-démocratie européenne.

Enfin, face à la perspective d'un coup de force réactionnaire, nous appelons les masses et leurs partis à défendre les libertés et à organiser l'autodéfense populaire. L'unité des forces populaires et ouvrières, la mobilisation et l'autodéfense sont les piliers de notre politique contre la menace de coup. C'est seulement ainsi que nous avons une chance de défaire la droite. C'est pourquoi nous disons qu'il n'est pas question de freiner la lutte sociale et de contenir les mobilisations de masse. Notre politique d'alliance inclut tous les partis ouvriers, populaires et démocratiques, ainsi que les syndicats ouvriers et paysans. C'est là que réside notre force et la possibilité de notre victoire.

LES ALTERNATIVES DE GAUCHE A L'UDP

Le Parti socialiste-Un (PS-1) est le seul axe politique national à la gauche de l'UDP. Nous, nous ne sommes encore qu'un parti minoritaire et non véritablement structuré à l'échelle nationale. Nous sommes cependant le seul courant marxiste-révolutionnaire disposant d'une perspective de développement à court terme par rapport à d'autres petits groupes révolutionnaires en voie de disparition. Nous essayons de nous lier à tous ces petits groupes et de les centraliser dans un courant révolutionnaire unique.

Mais ceci n'est pas suffisant pour faire face aux tâches de l'heure et à celles de demain. Il faut une politique d'alliances plus larges, qui inclue des secteurs révolutionnaires, progressistes et authentiquement démocratiques, des secteurs intéressés à la consolidation et à l'approfondissement du processus démocratique.

C'est pourquoi nous appelons ces forces à affronter l'ennemi central et à se doter d'une direction politico-militaire démocratique. Cet instrument pour les masses ne peut être construit que sur un programme démocratique et révolutionnaire regroupant les partis de gauche (authentiquement démocratiques et révolutionnaires), les syndicats et les institutions progressistes. Cet instrument serait un Bloc révolutionnaire et populaire.

Le PS-1, du fait qu'il n'a ni une véritable structure de parti ni une politique clairement définie face à la situation présente, est dans l'impossibilité de se construire comme la direction politique de rechange du mouvement de masse. S'il surmontait ces handicaps, le PS-1 pourrait peut-être parvenir à centraliser la conscience radicalisée et la volonté de lutte des masses travailleuses, et devenir une direction de masse.

Mais ce n'est pas le cas jusqu'à présent. Ainsi, dans les secteurs des couches moyennes où ont eu lieu des élections professionnelles, le PS-1 a obtenu une éclatante victoire qui signifiait un rejet de l'UDP. Mais il n'est pas allé plus loin. Il n'a pas appelé à la moindre mobilisation, manifestation ou meeting, tout au long de cette période tourmentée de luttes sociales. Il garde une position attentiste et s'en tient à des déclarations générales, sans s'adresser directement aux masses et sans clarifier son rôle vis-à-vis du gouvernement, de l'Etat, de la crise économique et des préparatifs de coup de force.

En ce qui nous concerne, à l'encontre de toute politique sectaire, nous appuyons le PS-1 et nous mobilisons à ses côtés quand ils s'agit d'affronter la droite ou de gagner du terrain sur l'UDP. Mais le PS-1 s'en tient à une politique unitaire conjoncturelle, pour gagner des élections, et non à une politique unitaire stratégique. Par exemple, dans le centre minier combatif de Huanuni, le PS-1, par une politique sectaire erronée, s'est présenté seul aux élections. Sur 1 800 votants (pour un total de 2 200 travailleurs), il n'a obtenu que 57 voix, alors que nous avons remporté la majorité absolue en alliance avec des maoïstes dissidents du courant maoïste officiel et qui sont opposés à l'UDP.

D'autre part, l'UDP et les partis qui la composent n'ont pas une politique monolithique dans tous les fronts de masse. D'où la possibilité de parvenir à des accords conjoncturels avec des secteurs radicalisés de ces partis. Ainsi, à l'est du pays, le MNR-I a une base combative dans les secteurs paysans et populaires, ce qui nous permet une politique d'alliances conjoncturelles contre la droite. Dans les universités, nous suivons une politique unitaire avec le MIR et le PCB, ou avec d'autres groupes indépendants et révolutionnaires. Tout cela dans le cadre d'une tactique de mobilisation unitaire face à l'ennemi commun.

Quant aux organes autonomes d'expression des masses travailleuses, la situation commence à mûrir. Les occupations d'entreprises ont donné naissance à des comités d'usine ou à des comités de grève. La crise économique nourrit la formation de Comités de défense de l'économie populaire (CODEP) que le MIR s'efforce de contrôler à partir de la vice-présidence du gouvernement. Mais il ne s'agit pas encore là d'organes populaires indépendants et de masse. Les comités d'habitants remplissent également des fonctions de ravitaillement et d'infrastructure dans certains quartiers. Mais l'apparition de tels organes n'est ni générale ni nationale. Jusqu'à présent, ce sont les syndicats, les Centrales ouvrières départementales (COD) et la COB qui jouent le rôle moteur. Le niveau du développement politique n'a pas dépassé ce qu'il était en octobre dernier, et c'est pourquoi il n'existe pas encore d'instruments d'auto-organisation massive en dehors des syndicats.

POR-Combate
La Paz, 17 février 1983.



L'ARRIVÉE de la coalition de collaboration de classes de l'Union démocratique populaire (UDP) au gouvernement, le 10 octobre 1982, a signifié l'ouverture d'une période de retour, sans doute provisoire mais réelle tout de même, à une certaine forme de démocratie. Les organisations révolutionnaires et le mouvement ouvrier dans son ensemble doivent tirer profit de cette nouvelle situation pour multiplier leurs initiatives d'organisation et de lutte.

L'existence maintenue de bandes paramilitaires et de secteurs ultra-réactionnaires dans et hors de l'armée — celle-ci n'a été que légèrement épurée par le déplacement de quelques responsables factieux et leur remplacement par des militaires « constitutionnalistes » —, et la perspective d'un coup de force de la droite réactionnaire, sous une forme ou une autre, mettent néanmoins à l'ordre du jour la question de l'organisation de l'autodéfense des mobilisations des masses et de leurs organisations syndicales et politiques.

Enfin, comment une organisation révolutionnaire comme le POR-Combate a-t-il vécu la période de clandestinité des deux dernières années, puis le retour aujourd'hui à une activité politique plus ouverte et légale ? C'est la question que le correspondant d'*Inprecor* en Bolivie a posé aux camarades du Secrétariat de la Commission politique du POR-Combate. C'est leurs réponses, sous forme de témoignage et de bilan d'activité de la section bolivienne de la IVe Internationale, que nous publions ci-dessous.

Bien qu'étant encore un petit parti avec une infrastructure matérielle limitée, en deux ans de dictature, le POR-Combate n'a pas été détruit. Certes, un tiers de notre organisation a été frappée par la répression, et nous avons dû concentrer nos forces dans des secteurs sociaux et géographiques déterminés. Il aurait été d'ailleurs incorrect de travailler de façon dispersée, car nous aurions alors été une cible facile pour la dictature.

Après le coup d'Etat militaire du 17 juillet 1980, nous avons proclamé « ni

exil ni reddition ». Nous avons fait confiance aux masses travailleuses, à leur capacité de réorganisation. Et nous avons aussi eu confiance en nous-mêmes et en la solidarité internationale. L'analyse que nous faisons de la nature du gouvernement militaire (sans soutien populaire ni international), appuyé sur la seule répression, sans soutien même des fractions sociales qu'il prétendait représenter, nous permettait d'affirmer que la dictature ne durerait pas très longtemps, et que les rodomontades selon lesquelles elle se maintiendrait vingt ans n'étaient qu'un bluff.

Pourtant, nous avons dû commencer par faire face à la répression dans de mauvaises conditions. Nous n'avions pas de maisons, pas d'argent, pas de presse ni d'infrastructure élémentaire. Tout cela, nous avons dû le construire au cours de la lutte contre la dictature. Ce n'est pas que le coup d'Etat nous ait surpris, mais, en dépit de nos efforts antérieurs, nous n'avions pas les moyens matériels de nous préparer une infrastructure clandestine. Notre organisation était petite mais cohérente et, en grande partie, relativement qualifiée au niveau politique et organisationnel. Ce fut notre première arme contre la répression. Notre parti n'a jamais cessé de faire son travail politique de masse. Il était fermé à la répression mais pas fermé aux masses, et nous avons pu faire les premiers pas en tant que Parti.

LES PREMIERS PAS DE LA RÉSISTANCE

La peur vaincue, surmontée la première phase d'organisation de notre sécurité, nous avons commencé à concentrer nos forces et à mettre sur pied notre direction politique. Nous avons avancé dans la réorganisation du parti et stimulé le moral des militants comme des secteurs de masse où nous intervenions. Nous avons publié notre presse dans la clandestinité, en maintenant la parution régulière bimensuelle de *Combate*. Nous avons commencé avec un nombre réduit d'exemplaires, distribués au début parmi les syndicalistes et les militants des autres partis politiques. Ensuite, nous avons dépassé nos carences techniques et sommes passés à un tirage de 2 500 exemplaires distribués au niveau national. Dans une période de répression, un journal, ou même un simple tract, sont une richesse aux mains des travailleurs, et c'est ainsi que notre presse était largement diffusée de la main à la main.

Sans doute, si nous n'avions pas bénéficié de la solidarité internationale, nous aurions eu du mal à survivre à la répression. Nous aurions peut-être été obligés de nous exiler, ou bien nous aurions été davantage exposés à la répression, du fait de la précarité des conditions dans lesquelles nous militons.

Nous avons eu le soutien militant et révolutionnaire des camarades de la IVE Internationale et de quelques camarades indépendants à l'extérieur du pays. Mais notre parti lui-même a su aussi faire face à l'adversité et la surmonter. Nous avons ainsi prouvé qu'il était possible de construire une organisation révolutionnaire en pleine période de répression, quand on a une politique juste et quand le moral des combattants est à la hauteur de la situation.

C'est durant cette période de clandestinité que nous avons commencé à mettre sur pied des organes de masse : le Front des travailleurs révolutionnaires (FTR), le Front des étudiants révolutionnaires (FER) chez les étudiants et les lycéens, le Front des paysans révolutionnaires (FCR). Nous avons remporté-là de grands succès, dans la mesure où se sont

incorporés à ces organes des syndicalistes indépendants, et même des militants d'autres organisations. Notre parti était à la tête de ces instruments de lutte unitaires et donnait la ligne politique à suivre.

Durant cette période, nous avons consolidé notre présence politique dans le mouvement de résistance. Nous étions une composante substantielle du Comité national de défense de la démocratie (CONADE) dans la clandestinité, auquel participaient la COB, le MNR-I, le MIR, le PCB, le PS-1, le MRTK, le PRIN, nous-mêmes et un groupe indépendant. Le document élaboré en avril-mai 1981 le fut à partir de notre proposition, présentée en commun avec les camarades socialistes du PS-1 et la COB. Nous avons lancé une offensive de propagande pour mobiliser les masses et déclencher des grèves, en mai 1981, propagande aussitôt falsifiée par la dictature et présentée sous le qualificatif de « terroriste ». En novembre 1981, nos camarades mineurs, avec à leur tête le camarade Felipe Vasquez, membre du Comité exécutif de la Fédération syndicale des travailleurs des mines de Bolivie (FSTMB), parvinrent à ce que les mineurs de Huanuni organisent leur syndicat, lancent un appel à des signatures, déclenchent une grève générale et s'affrontent à la dictature. Tous nos camarades, y compris le camarade Felipe Vasquez, ont été arrêtés et sauvagement torturés. Mais en riposte immédiate, nos camarades ménagères de la région minière organisèrent une grève de la faim et infligèrent une nouvelle défaite à la dictature, qui, au terme de la dure et longue lutte menée par les grévistes, fut obligée de libérer les militants détenus. Le mouvement s'est ensuite généralisé et a marqué le début de la fin pour la dictature.

Par deux fois, la dictature est parvenue à démanteler la direction de notre parti. Par deux fois, nous sommes parvenus à la recomposer avec de nouveaux camarades et à poursuivre la lutte.

DE LA CLANDESTINITÉ A LA LÉGALITÉ

A cette époque, notre politique sur la question démocratique était liée à une perspective révolutionnaire de renversement de la dictature et de marche à un gouvernement des travailleurs.

En mai 1982, nous avons été le seul parti politique présent en tant que tel dans la mobilisation et la marche ouvrière. Nous l'avons été avec nos drapeaux, nos affiches et notre propre presse, sous la protection des groupes de sécurité organisés par les partis. Nous avons vécu tout un processus sans être détruits par la répression, alors qu'à notre gauche, des organisations révolutionnaires qui étaient numériquement supérieures à la nôtre avant le coup d'Etat disparurent sans laisser de traces, et que surgissait face à nous le monstre de l'UDP.

Pendant cette période, nous nous sommes également développés quantitativement, surtout dans le secteur ouvrier et les couches moyennes. Tout cela créait

des conditions nouvelles dans la perspective du retour à la légalité.

Il n'est ni simple ni facile de passer d'un état de répression et de clandestinité à une situation de démocratie et de légalité. De plus, il n'est pas correct que l'ensemble du parti s'ouvre à la légalité dans un pays où la démocratie n'a jamais la vie bien longue. Nous maintenons une politique de masse, d'organisation et d'agitation, mais nous respectons les niveaux élémentaires d'organisation clandestine, capables de supporter demain le retour du parti à la clandestinité, si nécessaire.

Il y a aujourd'hui les fronts de masse qui agissent publiquement, et nous avons des militants et des dirigeants du parti qui agissent publiquement. En même temps, nous défendons la nécessité de l'organisation clandestine et du travail de sécurité, tant pour la période actuelle, où subsistent les bandes paramilitaires, que pour les périodes à venir. Ainsi, le parti se prépare pour toutes les situations. Nous rejetons le culte de la « clandestinité », mais nous combattons aussi le libéralisme organisationnel. Nous faisons donc tous les efforts possibles pour travailler dans ces deux directions.

La contradiction principale entre le prolétariat et la bourgeoisie n'a pas été résolue par l'accession au pouvoir du gouvernement de l'UDP. Cette contradiction se résoudra nécessairement par une guerre civile. Qu'elle soit déclenchée par un coup de force de droite ou par un soulèvement populaire, cela dépend de l'état d'effervescence de la lutte sociale. Mais, de toute façon, le chemin nous mènera à la guerre civile, à court ou moyen terme. Nous ne sommes évidemment pas préparés organisationnellement et militairement pour vaincre par nous-mêmes un coup d'Etat sanglant. Mais nous nous appuyons sur les masses laborieuses et leur capacité de lutte. Si les masses étaient défaites, nous le serions sans doute aussi nous-mêmes en tant qu'organisation révolutionnaire, et nous devrions alors entreprendre les tâches d'une nouvelle phase de notre combat, avec de nouvelles méthodes et de nouvelles formes de lutte.

— *Avanzar, luchar, vencer ! Trabaja-
dores al poder !* (Avancer, lutter, vaincre,
les travailleurs au pouvoir !)

POR-COMBATE
La Paz, 17 février 1983.

LES ARTICLES DÉJÀ PUBLIÉS PAR « INPRECOR » EN 1982

— La grève générale du 29 mars 1982 : numéro 125 du 3 mai.

— Entretien avec un dirigeant du POR-Combate : numéro 130 du 12 juillet.

— Banqueroute économique et désastre institutionnel : numéro 134 du 11 octobre.

— La longue évolution du mouvement paysan : numéro 137 du 22 novembre.

— Entretien avec un dirigeant du MITKA : numéro 137 du 22 novembre.

La révolution iranienne quatre ans après l'insurrection de février 1979

Le texte qui suit est le rapport présenté au Secrétariat unifié (SU) de la IVE Internationale par le camarade André Duret. Sa ligne générale a été adoptée en janvier 1983.

André DURET

Il y a quatre ans, les masses iraniennes renversaient la dictature du chah. Washington perdait une de ses pièces maîtresses au Moyen-Orient. Son dispositif de contrôle d'une région stratégique pour ses intérêts était désarticulé. Depuis lors,

l'impérialisme américain a multiplié les efforts pour y rétablir et y réorganiser ses positions.

L'impact initial de la révolution iranienne auprès des masses de toute la région a été considérable. Les régimes conservateurs, alliés des Etats-Unis, ont manifesté immédiatement leur inquiétude. La lame de fond révolutionnaire a frappé de plein fouet l'impérialisme, mais le recul ultérieur infligé au mouvement de masse par la direction Khomeyni a affaibli la dynamique anti-impérialiste et miné le cours anticapitaliste de la révolution commencée en 1979.

Pahlavi. Parallèlement, un premier mouvement de grèves s'amorce (1976-1977). La répression est brutale. Dans la foulée de ces mobilisations démarrent des actions lancées par des poètes, écrivains et juristes. Elles sont centrées sur la défense des droits démocratiques. Les luttes étudiantes prennent alors leur essor. Une grève générale se développe dans les universités à l'automne 1976. Avec la caution de Jimmy Carter, fraîchement élu à la présidence des Etats-Unis, le chah ordonne une répression violente contre ce mouvement. Les mobilisations marquent le pas.

C'est alors que s'ébauche une étape nouvelle du conflit entre la hiérarchie chiite et le pouvoir impérial. Après des attaques lancées contre Khomeyni dans la presse au service du régime, en 1977, des démonstrations sont organisées à Qom, puis à Tabriz, où un soulèvement se produit. Le gouvernement tente de l'étouffer en le réprimant durement. En fait, il va déclencher un cycle de commémoration (deuil de 40 jours) des victimes de la répression, qui va rythmer l'essor du mouvement des masses. Le clergé chiite offre son infrastructure et sa puissante organisation aux manifestants. Il cherche à hégémoniser l'élan de protestation. Des secteurs substantiels de la bourgeoisie traditionnelle et de la petite-bourgeoisie se rallient à cette nouvelle direction de l'opposition au chah. La participation des masses plébéiennes à la lutte ne fait que croître. Le 8 septembre, le « Vendredi noir », les forces de répression du chah tuent des centaines de manifestants. L'antagonisme entre le régime et les masses atteint un niveau supérieur. Des fractions du clergé penchent pour le compromis et cherchent une négociation avec le Premier ministre, Charif Emami.

Mais la force du mouvement de masse et sa jonction avec les grèves ouvrières rendent quasi impossible un compromis. En effet, depuis juin 1978, les grèves ouvrières connaissent une nouvelle impulsion. La combinaison entre les revendications économiques et politiques se fait plus étroite. Des comités de grève commencent à surgir dans les usines. L'entrée de la classe ouvrière dans le combat direct contre le chah donne à cet affrontement social et politique une vigueur accrue. Dès le mois d'octobre 1978, la grève générale est à l'ordre du jour et devient un élément central dans la relance de l'attaque contre le régime Pahlavi.

Cependant, les mobilisations de mas-

I. De la crise du régime Pahlavi à l'insurrection

L'insurrection de février 1979 est le point culminant d'une crise prolongée qui s'est manifestée : 1) par des pressions exercées par des fractions de la bourgeoisie liée à la dynastie Pahlavi en faveur de « réformes » ; 2) par une opposition au régime impérial de la part de l'essentiel de la bourgeoisie traditionnelle qui s'est liée au clergé chiite ; 3) par l'essor d'un puissant mouvement des masses initié en 1976-1977 :

— Au milieu des années 1970, des secteurs de la nouvelle bourgeoisie se sont prononcés pour des réformes visant à adapter le système de domination politique et la structure étatique aux besoins d'un capitalisme qui connaissait alors un important développement. Ces revendications ont été reprises au sein même de l'appareil d'Etat et par une fraction du parti officiel Rastakhiz. Le gouvernement de Djanchia Amouzegar exprimait une tentative du chah de répondre à ce « mouvement réformiste ». Dans le front national démocratique (mossadeghistes), certains voyaient d'un bon œil ces développements ;

— Dès le début des années 1960, était né et s'était renforcé un courant d'opposition au pouvoir impérial traduisant la réaction de larges couches de la bourgeoisie traditionnelle. Cette dernière se voyait interdire la possibilité d'entrer dans les nouveaux secteurs d'accumulation du capital (aussi bien au niveau de la production, du commerce international que de la distribution). Le pouvoir impérial et la bourgeoisie qu'il nourrit, grâce à leur emprise directe sur l'appareil d'Etat et les

ressources qu'il gère, font une chasse gardée des nouvelles branches d'investissement. Au plan politique, Mehdi Bazargan (Jama, Parti de la libération de l'Iran) et d'autres courants réunis dans le Front national démocratique, sont les porte-parole de ces couches bourgeoises évincées. La petite bourgeoisie accorde son appui à ces éléments d'opposition. Le parti de Bazargan a développé des liens étroits avec le clergé chiite dont, dès 1963, des parties de la hiérarchie s'affrontaient avec le pouvoir ;

— Sous l'impact de la crise économique de 1975-1976, une forte montée de lutte des masses opprimées et exploitées prend son élan.

Au cours de la montée révolutionnaire, la hiérarchie chiite, en collaboration avec Bazargan, prendra la direction politique de ces divers flux d'opposition montante. Au sein même de l'appareil d'Etat, y compris dans l'armée, des fragments vont finalement se rallier à cette direction alternative. Cela explique en partie la permanence de certains pans des institutions du régime du chah après l'insurrection.

Diverses couches et classes sociales vont donc s'agglutiner dans le combat antidictatorial.

Dès l'été 1976, des affrontements se développent entre l'armée et des milliers d'habitants des « bidonvilles » du sud de Téhéran, où habitent des centaines de milliers de personnes expulsées des zones rurales sous les effets de la « Révolution blanche » du chah. L'armée détruit des taudis construits hors des territoires réservés à ces déracinés par la dictature

se dans la rue restent organisées par le clergé et ses alliés dans le Bazar. Les travailleurs sont entrés dans le conflit après qu'une structuration du mouvement de masse ait été faite sous la houlette du clergé chiite. De plus, la faiblesse — pour ne pas dire l'inexistence — d'organisations ouvrières, résultat d'années de répression, laissait le champ libre à l'encadrement des mobilisations par le clergé (les étudiants en théologie y joueront un rôle significatif). La diplomatie de Moscou et de Pékin à l'égard du chah n'a pas peu contribué à renforcer le discrédit du Parti Toudéh (communiste) et une certaine réserve envers ceux se réclamant du communisme. Cet élément politique a joué en faveur de la direction Khomeyni.

En novembre-décembre 1978, les affrontements se font sans cesse plus violents. Les masses s'engagent dans une offensive directe contre le régime. L'ayatollah Khomeyni, en exil, lance des appels aux manifestants pour qu'ils gagnent les soldats à leur cause. A leur tour, les paysans affluent vers les villes pour se joindre au combat contre la dictature.

Toutes les nouvelles tentatives développées par certains membres du clergé, comme l'ayatollah Chariat Madari, pour instaurer un compromis en direction d'hommes comme Amini ou Chapour Bakhtiar (une fois nommé Premier ministre en janvier) échouent sous la pression des masses et sous celle de Khomeyni. Ce dernier soutient la grève générale et refuse tout compromis.

Derrière la direction Khomeyni se trouve donc un bloc social regroupant : la bourgeoisie traditionnelle (avec ses diverses fractions, les grands et moyens marchands du Bazar, les manufacturiers), une petite bourgeoisie nombreuse (boutiquiers, petits et moyens artisans) et disposant d'une longue tradition d'organisation (guildes et corporations), les travailleurs et les masses plébéiennes (les *mostazafins*, les *deshérités*). Ces dernières rassemblent des centaines de milliers d'émigrés de fraîche date des campagnes et un semi-prolétariat durement touché par la crise de la construction qui offrait une des possibilités de trouver un emploi précaire. Une couche de lumpen-prolétariat participe aussi aux combats.

Pour nombre de ces déracinés, l'organisation religieuse, présente dans les bidonvilles, offre un substitut aux structures communautaires villageoises et un réseau d'aide sociale (charité). La dénonciation de l'opulence des « nouveaux riches » (*taghoutis*) du régime impérial par le clergé trouve un écho profond parmi ces couches de la population en butte aux attaques répétées des forces répressives et à toutes sortes de vexations.

Les riches marchands ont financé les mobilisations. Les petits marchands ont vendu, à bas prix, des produits aux masses paupérisées. Les mosquées sont devenues le lieu privilégié de l'organisation du combat contre la dictature. En fait, les masses utilisent les canaux d'expression que la dictature Pahlavi n'avait pu détruire. Cela consolide l'emprise de la direction Khomeyni sur le mouvement de mas-

se, d'autant plus qu'il apparaît comme un opposant de longue date au chah. En fait, dès 1963, il déclare son hostilité aux mesures liées à la « Révolution blanche ». Cette dernière participait d'un projet de formation d'une nouvelle bourgeoisie. Elle minait les bases traditionnelles du clergé chiite et les institutions locales de notables auxquelles il était traditionnellement lié. L'opposition de Khomeyni à ces mesures se situait donc du strict point de vue conservateur. Les conséquences terribles de la « Révolution blanche » pour des couches entières de la population vont néanmoins valoriser les prises de position de Khomeyni. Enfin, quand bien même il fut un partisan du renversement de Mossadegh en 1953, il ne manquait pas de dénoncer l'influence de l'impérialisme et de l'« occidentalisation » en Iran. Ces accusations entrèrent en résonance avec le sentiment profond des couches populaires.

Les grèves ouvrières ont joué un rôle important pour abattre la monarchie. Elles ont contribué à paralyser des centres névralgiques de l'économie (pétrole). Elles ont multiplié la force des mobilisations populaires. Mais la classe ouvrière ne s'est pas affirmée comme avant-garde organisationnelle et politique de la lutte antidictatoriale à l'échelle du pays dans son ensemble. Quant à l'Organisation des Moudjahidin du peuple d'Iran - Kalq (OMPI), ou celle des Fedayin du peuple, décimées par la répression, elles sont peu aptes, étant donné leur ligne politique et leur programme, à proposer une perspective politique propre et encore moins une force d'encadrement. Ainsi, le processus de différenciation politique du bloc social regroupé derrière Khomeyni, en faveur d'une influence prolétarienne accrue,

aura de grandes difficultés à s'approfondir.

En janvier 1979, un Conseil de la révolution islamique regroupant Abdollasan Bani Sadr, Mehdi Bazargan, Yazdi, Sadegh Gohdzadeh et les dignitaires religieux Behehti, Mottaheri, Rafsandjani, Bahonar (tous anciens étudiants en théologie de Khomeyni) et Khomeyni lui-même, est mis en place. Sa composition est restée longtemps secrète.

Au cours de la grève générale de 1979, dans les quartiers, des comités (*komiteh*) se multiplient. Dès août 1978, à Téhéran, quatorze centres de *komiteh* (*Imam Komiteh*) sont mis en place, sous la direction de Madhavi Kani, pour tenter de contrôler le mouvement. Des structures identiques sont mises en place dans d'autres villes. Madhavi Kani, libéré de prison en compagnie d'autres mollahs par le chah, ne cachait pas ses intentions de combattre l'influence de la gauche dans les *komiteh*. Les centres de *komiteh* mis en place sous sa direction seront un levier efficace pour la prise en main des organes de masses dans les quartiers.

Sous les coups de boutoir des manifestations, après le départ du chah (16 janvier 1979) et l'arrivée triomphale de Khomeyni (1er février), l'appareil de domination de la dynastie (armée, patronages, bureaucratie d'Etat) se fêle.

Khomeyni nomme Mehdi Bazargan, « réel » Premier ministre. Une situation de « dualité de pouvoir » entre Chapour Bakhtiar et le représentant du Conseil de la révolution islamique s'établit. Début février, le Conseil de la révolution islamique ouvre des négociations avec le commandement de l'armée impériale, dont une fraction manifeste sa volonté de collaboration avec le pouvoir naissant.

La situation régionale de l'Iran illustre l'importance du processus révolutionnaire dans ce pays. (DR)



Pourtant, le 9 février, en réponse à l'attaque d'une unité d'homofars (techniciens de l'aviation) par la Garde impériale, s'organise une riposte militaire de masse. Moudjahidin et Fedayin, en liaison avec les homofars, initient l'insurrection des 10-11 février 1979. Les masses s'engagent immédiatement dans l'action militaire. Prisons et casernes sont attaquées. Les agents de la SAVAK (police du chah mise sur pied avec l'aide de la CIA américaine) sont pourchassés. L'armée impériale se délabre. Au début, la direction Khomeyni s'oppose à l'insurrection. Elle s'y ralliera une fois le soulèvement commencé, afin d'éviter un débordement. L'état-major de l'armée, notamment le général Gharabahi, observe une sorte de neutralité. Khomeyni lance des appels afin de freiner les attaques contre l'armée et pour en préserver au moins des parties.

Face à cette explosion révolutionnaire, la direction Khomeyni manifeste trois préoccupations majeures.

— Tout d'abord, elle cherche à éviter qu'explose l'appareil d'Etat du chah. Non pas qu'elle veuille le maintenir en tant que tel, mais elle craint que ne s'opère un débordement incontrôlable du mouvement de masse en l'absence de structures aptes à le contrôler. Elle va immédiatement désigner, par en haut, un gouvernement : il n'appartient pas aux masses de choisir. Etant donné la consolidation insuffisante des organes et institutions sur lesquelles elle pouvait prendre appui et les divergences au sein même de la hiérarchie chiite sur le degré nécessaire de participation du clergé dans la vie politique, la direction Khomeyni met en place le gouvernement Bazargan, placé sous son étroite surveillance.

— Ensuite, elle insiste sur la prise de contrôle de l'ensemble des komiteh. Une centralisation des komiteh, sous son autorité, se fait lentement. Les komiteh incontrôlés sont dissous. Le Conseil militaire central, parachuté au début de l'insurrection, vise à désarmer les masses. A partir des komiteh seront recrutés une bonne partie des membres qui formeront la colonne vertébrale de la future armée des gardiens de la révolution, les pasdaran. La volonté d'encadrer le mouvement de masse est clairement affirmée. Un aspect de cette politique se révèle tout de suite dans les attaques lancées contre une presse qui, comme dans toutes les révolutions, traduit le bouillonnement des idées et la multiplicité des initiatives de tous les secteurs de la société.

— Enfin, dès le 18 février, la direction Khomeyni met l'accent sur la nécessité de reprendre la production et d'établir l'ordre dans les usines.

Dès le début de la révolution, toute l'orientation de la direction Khomeyni pose aux révolutionnaires une tâche centrale : celle d'assurer l'indépendance du mouvement de masse pour approfondir la dynamique anti-impérialiste et anticapitaliste de la révolution.



Une cérémonie et des acteurs balayés par la marche de l'histoire. (DR)

II. L'essor des luttes de masse et la riposte de Khomeyni (1979-1980)

La suppression du climat de terreur établi par le chah a libéré l'activité et les revendications des travailleurs, des paysans, des minorités nationales et du mouvement étudiant. Les publications politiques se multiplient, les débats s'engagent entre toutes les forces politiques. Dans les usines, à la campagne comme à l'université, se fait sentir le souffle libérateur de la révolution. Cet essor de l'action des masses reste le trait marquant des débuts de la révolution. La dynamique anti-impérialiste et anticapitaliste de l'action des masses laborieuses apparaît alors aux diverses couches des classes dominantes ralliées à la direction khomeyniste comme le danger majeur. Un accord se fait, allant de Bazargan à Khomeyni, en passant par Bani Sadr et Chariat Madari, sur la nécessité de mettre fin à cette « anarchie ».

LA CLASSE OUVRIERE DANS LA LUTTE

La classe ouvrière, pour la première fois depuis des décennies, se donne librement ses propres instruments de lutte. Des syndicats reprennent vie dans des secteurs économiques traditionnels (textile, cuir, imprimerie). Les shoras (conseils d'usine) se multiplient. Ils ont leur origine dans les comités de grève. Cette classe ouvrière est relativement jeune. Elle est en très grande partie le produit de l'exode rural des quinze dernières années. Sa majorité travaille dans des entreprises de petite taille ou dans la construction. Ses pôles les plus importants et les plus combatifs sont organisés dans les grandes concentrations de la production pétrolière, de celle du gaz, de la sidérurgie et des usines de montage d'automobiles. La répression du régime Pahlavi l'avait empêchée de disposer d'organisations propres. Son expérience est donc très limitée sur le plan syndical et, surtout, politique. Néanmoins, au cours

de la montée insurrectionnelle, elle a découvert sa force et sa capacité d'organisation.

Au cours de l'année 1979 et au début 1980, les grèves se développeront, malgré les menaces des représentants gouvernementaux et des dirigeants religieux. Les revendications ouvrières se centrent sur : les 40 heures de travail par semaine ; le temps de travail égal pour les fonctionnaires et les ouvriers ; la réouverture des usines fermées par leurs propriétaires qui se sont exilés et la prise en main des usines délaissées ; l'élection des responsables des entreprises nationalisées et non pas leur nomination par l'Etat ; la réintégration d'ouvriers licenciés pour leur activité durant le combat contre la dictature ; la suppression de l'article 33 de la loi régissant les rapports du travail ; le paiement des arriérés de salaire ; des augmentations de salaire ; l'élimination d'anciens agents de la dictature ; des revendications liées aux diverses initiatives de contrôle ouvrier. La nationalisation de l'industrie, en juin et juillet 1979, va immédiatement poser le problème des rapports entre les directeurs nommés par le gouvernement et les shoras. La prééminence des premiers sur les seconds est confirmée par le régime.

Diverses coordinations de shoras se mettent en place : dans l'industrie pétrolière du Khouzistan, dans la sidérurgie (à Ahwaz au niveau de la production, et dans l'administration à Téhéran), dans la petite et moyenne industrie du Guilan, dans le secteur de la construction du sud de Téhéran. Une coordination des shoras du Gostareh (« Organisation pour le développement et la modernisation de l'industrie iranienne », réunissant des entreprises modernes ayant bénéficié de l'aide du régime impérial) se met en place et organise des manifestations. Un Foyer des conseils de l'est et de l'ouest de Téhéran

est créé. Les premiers signes d'une conquête de l'indépendance organisationnelle de la classe ouvrière se manifestent.

Le chômage est important. Il ne fera que croître. Au début de l'année 1980, la Banque centrale estime à 3 millions le nombre de personnes qui se retrouvent sans emploi (un tiers de la population active). Dès lors, dans de nombreux centres industriels, les chômeurs se mobilisent. A Téhéran, Amon, Broojerd, Hamadan, Kerman, Masjid Soleiman, ils organisent des actions de « sit-in ». Des bâtiments officiels sont occupés à maintes reprises. Les affrontements avec les pasdaran sont nombreux : à Ispahan en avril 1979, à Masjid Soleiman en octobre 1979, à Broojerd en janvier 1980. Ici, la population se solidarise massivement avec les chômeurs et le gouverneur quittera la ville. Le gouvernement, pour répondre à cette poussée, offre un « prêt » de 1 000 toman pour six mois aux chômeurs (le salaire minimum mensuel est alors de 1 100 toman). Ce prêt devra être remboursé lorsque les travailleurs au chômage trouveront un emploi. Environ 350 000 chômeurs « profiteront » de cette aide. La faiblesse du mouvement ouvrier organisé, le manque de direction, empêchent une convergence entre le mouvement des chômeurs et celui des travailleurs actifs. De plus, dans les très nombreuses entreprises nationalisées, les ouvriers non seulement ont vu leur salaire augmenté, mais, malgré le marasme, ils le reçoivent régulièrement à la fin de chaque mois (la Banque centrale porte à bout de bras les entreprises nationalisées). Tout cela, conjointement à l'action répressive des pasdaran, explique l'essoufflement du mouvement des chômeurs en 1980.

Durant toute cette période, les organisations Fedayin, Peykar et Moudjahidin gagnent une certaine base dans la classe ouvrière. Le Parti Toudeh (communiste) y dispose aussi d'une influence, mais bien inférieure à sa présence dans l'appareil d'Etat et, avant tout, dans l'administration du secteur nationalisé.

Pour contrecarrer l'activité ouvrière le régime adopte, en mai 1979, des lois entravant l'activité syndicale. La législation anti-ouvrière de l'époque du chah continue à servir, entre autres celle concernant « l'activité des communistes » dans les entreprises. Khomeyni déclare : « Ceux qui incitent les ouvriers à continuer à faire grève sont coupables de trahison. » L'attaque contre les shoras indépendants arrive promptement. Pour mettre fin aux coordinations indépendantes des shoras, éléments stratégiques pour une conquête de l'indépendance de la classe ouvrière, vont être construites des coordinations de shoras islamiques liées à la République islamique et au Parti de la République islamique (PRI).

Ce processus de prise en main n'est pas allé sans difficultés. Des shoras islamiques sont regroupés dans la Coordination de l'Ecole polytechnique (juin 1979). Dans la direction de cette coordination se trouvent des représentants du PRI, du Mouvement des musulmans combattants du Dr Peyman (qui publie le journal

Ommat défendant des positions islamiques socialisantes) et des Moudjahidin. La pression des luttes ouvrières fait que ces shoras tendent souvent à échapper à leur autorité de tutelle. Pour le PRI, il apparaît rapidement qu'un contrôle des shoras rend nécessaire la constitution d'une coordination placée plus directement sous son commandement. Ce sera fait au début 1980, avec la prise en main de la Maison de l'ouvrier. Le processus de domestication des shoras ne sera pas linéaire. Les conflits, à Tabriz, Ahwaz et Téhéran, entre travailleurs et représentants du nouveau pouvoir concernant l'activité indépendante des shoras, en sont l'illustration.

Toute la politique de la direction khomeyniste, cohérente avec son orientation idéologique d'ensemble, vise à empêcher l'existence d'un mouvement ouvrier indépendant, disposant de ses propres organismes, de sa propre presse, d'une liberté de discussion et de débat, d'une expression idéologique qui ne soit pas conforme à celle de Khomeyni le « docteur » (« *velayat faguih* »).

LES PAYSANS ET LA RÉVOLUTION

Dans les mois qui ont suivi le renversement de la dynastie Pahlavi, les luttes paysannes vont se développer. Il n'y a cependant pas eu de mouvement d'ensemble. Cela s'explique aussi par l'hétérogénéité des conditions sociales de vie des paysans répartis dans plus de 70 000 villages : systèmes différents de fermage, poids inégal de la grande propriété terrienne, effets diversifiés de la réforme agraire du chah, tradition de lutte, comme dans le Guilan ou le Mazandaran. Là, de nombreuses terres avaient été accaparées par la famille impériale et ses proches. En outre, les luttes paysannes s'enchevêtraient souvent avec les luttes de libération nationale, comme c'est le cas dans des parties du Kurdistan et dans le Turcomansarah, où les grands propriétaires absentéistes sont nombreux.

Dans des centaines de villages, les paysans occupent des terres. Les gendarmes avaient massivement quitté leur poste, craignant les représailles des paysans. Le manque de terre était fortement ressenti par la très grande majorité des paysans. L'obligation d'immigrer vers la ville en était la preuve concrète.

Ce mouvement n'a pas été stimulé par le clergé chiite. D'ailleurs, les mollahs n'avaient une présence permanente que dans quelque 5 000 villages. Socialement, ils étaient étroitement liés aux secteurs de propriétaires moyens et grands, seuls aptes à financer les activités religieuses et à payer l'impôt religieux (*khoms*).

Le mouvement d'occupation des terres a été largement spontané. Dans la province Fars, il démarre au début de 1980. Certes, de jeunes paysans fraîchement immigrés à la ville et gagnés à la révolution sont revenus au village, où ils ont impulsé et appuyé de telles occupations. Dans certains cas, des pasdaran appelés au secours des propriétaires ont pris fait et cause pour les paysans.

Cependant, la politique du gouvernement et de la direction khomeyniste s'est opposée aux occupations de terres. Des unités des pasdaran, venus des villes, ont pris le parti des propriétaires et ont parfois aidé des notables locaux liés au nouveau régime à accaparer des terres. Les paysans ont été expulsés des terres occupées, comme cela a été le cas dans la région de Kermanshah. L'affrontement a été spécialement rude dans le Kurdistan et le Turcomansarah. A Orumieh et Nagadeh (Kurdistan), les grands propriétaires ont attaqué des villages et repris les terres. En mai 1979, le gouvernement a donné des armes à des propriétaires de Piranshar pour mener le combat contre les paysans pauvres. Dans le Turcomansarah, les unités de pasdaran, essentiellement perses, ont attaqué les comités de paysans et tenté de les chasser des terres occupées.

Dans ces régions, les propriétaires et le nouveau régime ont utilisé deux arguments politiques pour justifier leur action : d'une part, ces mouvements mettaient en question l'unité de l'Iran et, d'autre part, ils allaient à l'encontre de « l'ordre islamique », qui garantit la propriété privée.



Les femmes participent à la défense de l'Université. (D)

Dans diverses régions, sous la protection des pasdaran et du clergé local, va se former une couche de « koulaks », qui profite des redistributions de terres. Dans d'autres régions, selon les « principes de l'Islam », le fermage est remplacé par le métayage.

Un des effets paradoxaux de la révolution a été d'accentuer la migration des paysans vers les villes. Non seulement ils pouvaient se déplacer plus librement, mais, surtout, ils étaient attirés par les promesses démagogiques du nouveau régime (aide massive qu'étaient censés recevoir les « *deshérités* »). Ainsi, durant la première année de la révolution, plus d'un million et demi d'habitants des zones rurales ont afflué sur Téhéran. Des mesures répressives seront prises contre les vendeurs ambulants, dont le nombre a explosé étant donné ces migrations.

Pour répondre à la crise ouverte dans les campagnes, une Loi de réforme agraire est préparée à la fin de 1979. Le Conseil de la révolution islamique adopte cette loi. Un secteur des mollahs s'y oppose (par exemple, l'ayatollah Golpayegani). Il concentre ses critiques spécialement sur les deux articles concernant le partage des terres des grands propriétaires. S'exprimaient ainsi les intérêts conjoints de ces derniers et du clergé propriétaire terrien. Selon eux, la Loi de réforme agraire « s'opposait » aux principes de l'Islam. Le Conseil de la révolution islamique va alors la suspendre. Elle ne sera pas présentée au Parlement avant 1981.

Mise en place de comités au sein desquels sont présents mollahs, propriétaires, pasdaran et paysans pour s'opposer à des conseils de village constitués sous l'égide des paysans pauvres ; répression et entraves légales à la radicalisation de la lutte des paysans paupérisés contre les propriétaires terriens et les intermédiaires qui commercialisent la production : telles sont les options des cercles dirigeants de la République islamique pour répondre aux besoins des masses rurales.

LA RÉSISTANCE DES MINORITÉS NATIONALES

La lutte des minorités nationales s'insère dans l'impétueuse montée révolutionnaire du début 1979. Les Kurdes d'Iran, qui sont plus de 5 millions, de religion sunnite pour l'essentiel, sont le fer de lance de ce combat. Ils disposent d'une tradition de lutte importante et de cadres nationalistes forgés dans la lutte et expérimentés. Ni le corps des pasdaran ni les komiteh n'ont pu être constitués dans le Kurdistan. Le régime islamique n'y dispose donc d'aucun instrument d'encadrement des masses.

Dès le 19 février 1979, des représentants du mouvement national kurde présentent leurs revendications au gouvernement provisoire. Le 1er mars, cheikh Sayed Ezzadin Hosseini, leader religieux et dirigeant nationaliste kurde, affirme que la revendication d'autonomie n'implique pas la séparation avec l'Iran. Il insiste sur la volonté du peuple kurde de participer à la révolution, mais aussi sur sa détermination de lutter pour le droit à l'autodétermination.

La réponse du gouvernement de Bazargan, de concert avec la direction Khomeyni est nette : l'autonomie est refusée. Cette orientation est confirmée dans le premier projet de Constitution qui commence à circuler en juin 1979. Face à cette politique chauvine du gouvernement central, la mobilisation des Kurdes s'amplifie. Le 26 juin, le Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) adresse une lettre ouverte à Khomeyni, lui demandant pourquoi le gouvernement apporte son soutien aux « aghas (grands propriétaires) qui, jusqu'au dernier moment, ont soutenu le chah ». En juillet et août 1979, les attaques militaires contre la population kurde et les combattants peshmergas se multiplient. A maintes reprises, Khomeyni dénonce les Kurdes comme « des commu-

nistes, soutenus par l'étranger, ennemis de la révolution ». Le 18 août, le PDKI est interdit. Khomeyni s'institue commandant en chef de l'armée, et une véritable guerre est déclarée au peuple kurde en août-septembre 1979. Baneh et Sanandaj sont bombardées. L'armée occupe Mahabad.

Cette attaque concorde avec la première tentative de porter atteinte aux droits démocratiques en général : mesures sur le statut de la femme, menaces contre les organisations révolutionnaires et fermeture de leurs locaux publics, Loi sur la presse, interdiction du journal *Ayandegan*.

L'ayatollah Kalkhali fait exécuter de jeunes combattants kurdes (peshmergas). Les manifestations de protestation sont massives à Sanandaj et à Mahabad. La capacité du peuple kurde de faire face aux attaques du gouvernement central est confirmée. Le Kurdistan est le talon d'Achille du nouveau régime. Bazargan explique ainsi les raisons essentielles de la guerre conduite par Khomeyni contre les Kurdes :

— donner une leçon à toutes les minorités nationales ;

— « soutenir le moral et redresser la colonne vertébrale d'une armée démoralisée » ;

— empêcher les organisations de gauche de faire du Kurdistan leur sanctuaire (*The Guardian*, Londres, 10 septembre 1979).

La résistance militaire des Kurdes est très efficace. Les troupes du régime devront peu à peu céder du terrain, les peshmergas mettant en échec le gouvernement de Téhéran.

La tendance au développement de mobilisations des minorités nationales opprimées se manifeste partout. Dans le Khouzzistan surgissent des organisations culturelles et politiques. Elles vont se coordonner dans l'Organisation arabe culturelle et politique, dont l'un des dirigeants est cheikh Mohamed Taher Shobeir Khagani. Les Arabes (plus de 3 millions) revendiquent un contrôle sur le gouvernement local, le droit de faire revivre la culture nationale et d'enseigner l'arabe à leurs enfants dans les écoles, la fin des discriminations au plan de l'emploi, un partage plus équitable des revenus du pétrole. Le 25 avril, ils présentent ces revendications à Téhéran. Les pasdaran vont rapidement réprimer ce mouvement à Khorramchar et à Ahwaz. Arrestations et exécutions se succèdent. L'état d'urgence est décrété entre le 30 mai et le 4 juin dans la région. Le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), de Georges Habache, est accusé par les dirigeants chiites de soutenir le mouvement (3 juin 1979). L'organisation de libération de la Palestine (OLP), qui a ouvert des bureaux à Ahwaz, doit se défendre de ces accusations.

Dans le Turcomansarrah où, depuis 1963, la famille impériale avait accaparé de grandes propriétés, les paysans turcomans occupent les terres. Ils brûlent des fermes de grands propriétaires. Des organisations syndicales paysannes prennent

leur essor : des shoras paysans sont élus dans de nombreux villages. Les paysans ont l'appui des Fedayin. De mai à septembre, dans la région de Gonbad, les pasdaran et l'armée les attaquent. Plusieurs dirigeants de shoras paysans seront exécutés. Le pouvoir central non seulement s'oppose aux occupations de terres (certaines, il est vrai, sont le fait de propriétaires qui voulaient « récupérer » des terres de la famille impériale), mais veut damner le pion à une minorité qui affirme son opposition au régime de la République islamique (boycott du référendum). Les Fedayin, qui ne saisissent pas la question nationale, vont être incapables de donner un débouché à cette lutte et de la consolider.

Dans l'Azerbaïdjan, en décembre 1979 et en janvier 1980, explose une série de manifestations. Un de leurs slogans centraux sera l'autonomie de l'Azerbaïdjan. Ce mouvement se combine avec l'opposition entre l'ayatollah Chariat Madari et Khomeyni. Le premier est fermement opposé au projet de Constitution qui donne tout le pouvoir à Khomeyni. Le Parti républicain du peuple musulman, dirigé par Abdhollasam Rostamkhani, apporte son soutien à Chariat Madari. Ce dernier utilise ce mouvement pour négocier en position de force avec Khomeyni, et conforter sa base dans cette région stratégique pour l'accès au Kurdistan. Les affrontements seront violents, d'autant plus que chaque camp dispose d'une force armée. Le 10 décembre 1979, Bani Sadr est contraint de reconnaître la « réalité du problème national ». Il ouvrira des négociations afin de désorienter le mouvement revendicatif. Finalement, un mélange de répression, de promesses, et la domination d'une direction bourgeoise traditionnelle sur ce mouvement national va le conduire dans l'impasse. Mais l'épine reste dans le pied du régime de la République islamique.

La répression est apparue dès le début comme la seule réponse du nouveau régime aux revendications légitimes des minorités nationales opprimées. Car ses possibilités d'encadrer ce genre de mouvements par les institutions qu'il mettait en place (komiteh, pasdaran, etc.) restaient très réduites.

Les étudiants ont souvent été à l'avant-garde de la lutte contre la dictature du chah. L'Université est devenue, après février 1979, un lieu de libre débat politique et idéologique. L'influence des courants religieux liés à la direction Khomeyni existait. Mais l'Université était aussi une place-forte d'organisations telles que les Moudjahidin et les Fedayin. Le clergé réagissait contre le déferlement libre des idées, le renforcement d'organisations qui s'opposaient à l'orientation idéologique dominante, et qui cherchaient surtout à articuler les mouvements revendicatifs des masses laborieuses dans le sens d'un approfondissement de la révolution.

De Bazargan à Khomeyni, un accord existait pour mettre au pas la gauche dans l'Université. Mais une divergence se manifestait sur l'avenir de cette institution.

Pour les secteurs liés à la bourgeoisie capitaliste, l'Université devait garder sa fonction de formation de « cadres » techniques, scientifiques et administratifs nécessaires à un fonctionnement normal de l'appareil d'Etat et de l'économie. Pour le clergé chiite intégriste, il fallait « islamiser » l'Université, y opérer une « révolution culturelle ». La bataille sur l'avenir de l'Université s'inscrivait dans le cadre des luttes d'influence, entre des fractions du clergé et de la bourgeoisie, pour le contrôle sur l'appareil d'Etat.

Une brève analyse de la lutte engagée par les principales forces sociales révèle donc que dès le début de la révolution, la direction Khomeyni va utiliser une double tactique pour imposer son autorité aux différentes composantes du mouvement de masse :

— là où il lui est le plus aisé d'affirmer son contrôle, elle met l'accent sur une répression sélective, des reculs tacti-

ques, des concessions économiques, la démagogie et un effort systématique d'encaissement du mouvement de masse ;

— là où elle ne peut appliquer cette méthode, avant tout contre les minorités nationales, elle a recours, en priorité, à la répression massive. Ainsi, le 30 août 1979, s'adressant aux Kurdes, Khomeyni affirme : « *On vous enterrera si vous ne quittez pas la scène.* »

La force du mouvement des masses et la crise profonde de l'appareil d'Etat vont cependant permettre aux travailleurs, paysans et minorités nationales de conquérir, dans un premier temps, toute une série d'avantages (salaire, terres, prêts avantageux pour la construction de logements, etc.) et des instruments de lutte (shoras, comités de village, armement dans le Kurdistan, possibilités d'action accrues pour les organisations de la gauche). C'est la défense de ces conquêtes qui sera l'enjeu des développements futurs de la révolution.

III. Du premier référendum à l'occupation de l'ambassade US

Dès février 1979, le premier objectif des fractions bourgeoises qui ont soutenu — plus ou moins — le combat contre la dynastie Pahlavi, c'est le retour au calme, à la normalisation et à la relance économiques. Pour endiguer le mouvement populaire, dont l'ampleur dépasse celle des révolutions d'antan, la bourgeoisie est prête à toutes les alliances. Mais, à la différence du passé, cette fois, les forces politiques traditionnelles représentant la bourgeoisie (Front national démocratique, Parti de la libération de l'Iran) se trouvent dans une situation de subordination au clergé. Le rapport des forces qui a présidé à l'alliance entre les mollahs, le Bazar, les professions libérales et une partie de la bureaucratie de l'appareil d'Etat hérité de la monarchie, favorisait les premiers, auréolés du prestige de Khomeyni. La fraction majoritaire du clergé dans le Conseil de la révolution islamique avait besoin de temps pour mettre en place un parti politique puissant, le Parti de la République islamique (PRI) et des structures administratives, militaires et judiciaires. Celles-ci devaient servir soit à brider l'ancien appareil administratif, dont se méfiaient fondamentalement Khomeyni et ses partisans, soit à le remplacer. Mais, l'essentiel était surtout, dès le départ, de ne pas créer un vide tel que les masses s'y engouffrent avec leurs propres organisations.

Dès les premiers pas de la révolution, l'antagonisme s'aiguise entre Bazargan, son personnel gouvernemental, et les dignitaires chiites. L'alliance entre Bazargan et Khomeyni ne pouvait être qu'éphémère. Bazargan voit d'un mauvais œil aussi bien la présence du clergé dans l'appareil d'Etat que le développement « d'organes révolutionnaires » (komiteh, tribunaux révolutionnaires) étroitement contrôlés par le clergé, qui tendent à se substituer

aux rouages normaux de l'Etat bourgeois. Ces institutions devaient permettre l'hégémonie du clergé chiite et de ses alliés. Elles seront sans cesse l'enjeu de luttes entre les diverses fractions du clergé qui s'entre-déchirent.

Quant à Bazargan et à ses pairs, ils cherchent essentiellement à rationaliser le développement capitaliste iranien, à renforcer les positions des secteurs bourgeois liés à un élargissement du marché intérieur. Si Bazargan accepte la nationalisation de la banque (en faillite dans sa quasi-totalité) et des assurances (juin-juillet 1979), il n'est pas un chaud partisan de la nationalisation de l'industrie. Elle sera quand même décidée par le Conseil de la révolution islamique. La majeure partie des entreprises étaient très fortement endettées auprès des banques, bien au-delà de leurs avoirs. Ces mesures visaient essentiellement les secteurs de la récente grande bourgeoisie liée au régime du chah, et qui avaient fui. Cependant, les secteurs bourgeois se reconnaissant dans le gouvernement de Bazargan craignaient la dynamique pouvant se dégager de la combinaison entre ces mesures et un mouvement de masse encore en plein essor. En outre, le Bazar craignait que le commerce extérieur ne soit pris en main par l'Etat et qu'une des sources majeures de ses revenus ne soit partiellement asséchée. Enfin, le Premier ministre du gouvernement provisoire mis en place par Khomeyni tenait à ne pas modifier les relations entre l'Iran et les puissances impérialistes, qui voyaient en lui, et dans ce qui restait de l'ancien appareil d'Etat, une carte principale.

Khomeyni propose immédiatement un référendum, en mars 1979. Le choix offert aux masses : monarchie ou République islamique. L'abstention est très élevée dans le Kurdistan et le Turcomansa-

rah. Le vote en faveur de la République islamique — qui est en fait, pour les masses, une façon de confirmer leur combat contre la dictature du chah et leur volonté de changement, — est certes majoritaire, mais la direction Khomeyni proclame que 99 % des électeurs se sont montrés favorables au nouveau régime.

Pour Khomeyni, ce référendum est un moyen d'écarter toute convocation d'une véritable Assemblée constituante, alors qu'il en avait fait la promesse formelle. En revanche, en août, une Assemblée des experts prendra sa place, alors que la première vague de répression bat son plein. Les mollahs y font la loi. Ils y détiennent 90 % des 75 mandats. Une bataille sur la question du pouvoir, qui revient au « *velayat faguih* » (Khomeyni), dans le cadre de la Constitution, s'y déchaînera entre Bazargan et les partisans de Khomeyni. Début décembre 1979, la Constitution est adoptée par un nouveau référendum. Toutes ces mesures visent à légitimer le régime de la République islamique, à consolider un cadre légal dans lequel pourront se développer les nouvelles institutions de la révolution islamique.

Mais les éléments qui viennent alors contrarier ces projets de stabilisation sont nombreux. D'un côté, la victoire des combattants kurdes a obligé le pouvoir à reculer et a heurté les projets de stabilisation et de réorganisation du nouveau régime. Elle a ouvert une période, en octobre-novembre 1979, où la répression doit marquer le pas. Le mouvement de masse dans les usines et les quartiers manifeste sa vigueur. De l'autre, les conflits se multiplient entre les milieux cherchant à stabiliser la situation dans le cadre d'un projet du type de celui de Bazargan et des fractions du clergé chiite.

C'est dans ce contexte qu'il faut placer l'occupation de l'ambassade américaine, en novembre 1979. Elle était organisée par les pasdaran en jonction avec une fraction des « Etudiants de la ligne de l'Imam ». Dès l'occupation, Khomeyni parle de « deuxième révolution ». Par là, il n'entend pas un bond en avant dans le développement de l'organisation propre des travailleurs, pas plus que l'application d'une série de mesures anti-impérialistes et anticapitalistes concrètes. Non. Il veut en fait souligner que l'occupation de l'ambassade devait favoriser le processus de consolidation du régime de la République islamique et le regain d'autorité politique des cercles dirigeants de la hiérarchie chiite.

D'emblée, l'occupation de l'ambassade est perçue par une importante partie des masses laborieuses comme le parachèvement du renversement du chah et une rupture définitive avec l'impérialisme américain identifié, à juste titre, avec la dictature féroce des Pahlavi. Deux jours après le début de l'occupation de l'ambassade, la démission de Bazargan, qui apparaissait comme lié aux milieux impérialistes, renforce cette conviction politique des masses. En outre, Bazargan peut être utilisé à propos comme bouc émissaire de toute la politique de Khomeyni.

L'occupation de l'ambassade et la

prise d'otages suscitent une mobilisation populaire à laquelle ne sont proposés que des objectifs très vagues, ou qui parfois s'opposent à ceux que se donnent, à ce moment même, des luttes ouvrières. Elle ne se concrétisera donc pas dans le soutien à un programme social et économique qui aboutirait effectivement à briser les liens de dépendance de l'économie iranienne avec l'impérialisme.

D'une part, les manifestations devant l'ambassade américaine, qui expriment un profond sentiment populaire anti-impérialiste, furent canalisées et leur jonction avec le mouvement des shoras dans les usines (qui connaissait encore un essor et une radicalisation dans ses revendications) est freinée et ne peut se développer au point de fournir un pôle de référence alternatif à celui de Khomeyni. D'autre part, s'affermir l'emprise politique de la direction Khomeyni qui fait usage d'une démagogie anti-impérialiste, ce qui n'est pas nouveau dans l'histoire de la révolution coloniale.

L'essentiel des forces politiques de la gauche est tombée dans le piège tendu par Khomeyni. Soit elles ont affirmé qu'il s'agissait simplement d'une manœuvre de

Dans ce climat, en invoquant les dangers d'une attaque de l'impérialisme, la propagande contre la Constitution est interdite à l'occasion du référendum. Cette Constitution instaure le pouvoir du « *velayat faguih* » (Khomeyni le docte), la concentration du pouvoir entre ses mains et son droit de veto sur toutes les questions. Il peut, par exemple, destituer le président de la République élu au suffrage universel. Le Conseil des gardiens (Conseil de surveillance), de 12 membres, peut suspendre toutes les décisions du Parlement (*Majlis*), s'il juge qu'elles ne sont pas conformes à la Loi islamique.

Des forces, comme le Parti Toudéh pro-soviétique, vont expliquer que la « menace impérialiste » est telle qu'il est justifié de taire ses critiques contre une Constitution certes discutable !

Or, malgré tous les efforts du régime, le boycott de ce deuxième référendum sera très suivi parmi les minorités nationales. Des chiffres communiqués beaucoup plus tard, à l'occasion d'une des nombreuses luttes au sein des cercles dirigeants de la République islamique, confirment que pas plus de 9 millions d'électeurs participèrent à cette consultation.



Etudiantes à l'Université de Téhéran. (DR)

Khomeyni et elles se sont contentées de la dénoncer, sans s'efforcer de mettre à profit la montée de la radicalisation pour lui donner des débouchés au niveau des entreprises, des revendications ouvrières et de l'organisation des masses. Soit elles ont dissocié la lutte contre l'impérialisme de la lutte contre la classe dominante et le régime de la République islamique. Elles ont séparé la lutte contre l'impérialisme du cours réel de la lutte des classes en Iran. Les tâches des organisations révolutionnaires étaient rendues assez difficiles par les forces du PRI (ou celles qui lui sont liées), qui leur interdisent peu à peu de développer une propagande massive indépendante durant les manifestations.

La démission de Bazargan va renforcer les positions du PRI. Ses cinq fondateurs — Behechti, Moussavi Ardebili, Hachemi Rafsandjani, Ali Khamenei et Bakhonar — forment alors la majorité du Conseil de la révolution, qui se convertit de fait en gouvernement. Tout cela pave la voie pour les futures élections présidentielles et parlementaires.

Ainsi, Khomeyni expliquait-il sans détours à Bani Sadr : « La prise d'otages a aujourd'hui unifié le peuple, les opposants n'osent pas agir, on peut faire approuver sans difficulté la Constitution. On peut procéder aux élections présidentielles et parlementaires. Quand tout cela sera fait, nous laisserons partir les otages. »

En janvier 1980, les locaux des Moudjahidin sont à nouveau attaqués ; la candidature à la présidence de Massoud Radjavi, leur porte-parole, est interdite. Khomeyni et Bani Sadr prêchent ces mesures contre les Moudjahidin, qui ont rejeté la Constitution et ne sont pas favorables à la répression contre les minorités nationales. A la même époque, des affrontements recommencent au Kurdistan. En avril 1980, une offensive d'ampleur est déclenchée contre le peuple kurde. L'atteinte aux droits démocratiques des masses se renforce dès la fin du printemps. En avril, les universités sont fermées sous le prétexte du lancement d'une « révolution culturelle islamique ».

L'impérialisme américain a aussitôt mis à profit l'occupation de l'ambassade pour lancer une campagne hystérique contre la révolution iranienne, pour préparer une éventuelle intervention militaire dans la région. Il saisit ce prétexte pour bloquer les avoirs iraniens aux Etats-Unis, projet qu'il avait envisagé, en fait, dès février 1979. Les importations de pétrole iranien aux USA sont suspendues. Les puissances de la Communauté économique européenne (CEE) se rallient tardivement au blocus décrété en avril 1980. Les effets sur l'Iran sont doubles : d'un côté, le coût des importations croît ; de l'autre, les revenus des exportations diminuent. Subsidièrement, les partenaires commerciaux de l'Iran se diversifient, avec des échanges accrus avec la Suède, l'Autriche, l'Italie, la Suisse, la Corée du Sud, le Brésil, le Pakistan, la Turquie, l'Inde et les pays de l'Est.

En avril 1980, Jimmy Carter organise le raid manqué de Tabas. Cette opération de commando est directement mise en relation, par le régime, avec un plan plus vaste de la contre-révolution en Iran. Ce plan implique des secteurs de l'armée et de l'opposition liée à Chapour Bakhtiar. Pour y riposter, la direction de la République islamique va frapper une couche d'officiers de l'armée issue du régime du chah et consolider le corps militaire des pasdaran qui est destiné à servir de bras armé du nouveau régime.

L'occupation de l'ambassade et la prise d'otage se termineront en janvier 1981. Pris dans l'étau de l'offensive militaire contre-révolutionnaire de l'Irak, depuis septembre 1980, et du blocus impérialiste, la direction de la République islamique passe un accord avec les Etats-Unis. Il aboutit à laisser des milliards de dollars appartenant au peuple iranien à l'impérialisme américain, sans qu'aucune contrepartie (armes, pièces détachées) ne lui soit accordée. L'accord, signé à Alger par Nabavi, fut ressenti par de larges secteurs des masses comme un échec, voire une capitulation. Fred Halliday écrit à ce sujet : « Les termes de l'accord qui aboutit à la libération des otages représentent une défaite considérable pour l'Iran : le paiement immédiat des dettes contractées auprès des banques américaines représentait une concession sans précédent dans l'histoire des révolutions modernes. » (Merip Reports, mars-avril 1982).

IV. Le PRI affirme son hégémonie

Les élections présidentielles de janvier 1980, prévues par la Constitution adoptée, ont débouché sur une victoire écrasante de Bani Sadr. Il réunit 78 % des voix. Une des raisons de ce succès réside indéniablement dans l'image de défenseur de certains droits démocratiques qu'il tente de donner à sa candidature. Dans la conscience de secteurs des masses, une rupture avec le clergé de profil. Khomeyni s'est placé au-dessus de la mêlée lors de ces élections, craignant de se lier à un candidat qui serait défait. Cette position a aussi avantage Bani Sadr. Le candidat du PRI est largement battu.

L'élection de Bani Sadr à la présidence de la République va cependant assez rapidement susciter des frictions croissantes au sein des milieux dirigeants. Elles se produiront à propos d'une question clé pour la hiérarchie chiite : la coexistence et le contrôle sur les deux « appareils de pouvoir », celui hérité de l'ancien régime, et les « organisations révolutionnaires ». Pour le reste, Bani Sadr ne manquait pas de faire connaître son accord avec les déclarations des hiérarques du PRI favorables à la mise au pas des Kurdes, des « gauchistes » et des travailleurs.

Les élections au Parlement (*Majlis*), en mars et mai 1980, permettront aux dirigeants du Conseil de la révolution islamique et du PRI de contrecarrer le résultat des élections présidentielles. Le PRI gagne haut-la-main des élections parlementaires qu'il contrôle complètement. Lors des deux tours, il va mobiliser en sa faveur les « organisations révolutionnaires » (komiteh, pasdaran). Sous la houlette de Rafsandjani, les services du ministère de l'Intérieur préparent la victoire du PRI. Khomeyni s'engage aux côtés du PRI. La fraude est généralisée. Dans des régions entières, entre autres le Kurdistan, les candidats opposés au PRI ou non contrôlés par lui, voient leur mandat invalidé. Seuls 28 % du corps électoral participeront au second tour. Le PRI a la mainmise sur le Parlement. Il s'empare du Conseil de surveillance et du Conseil suprême de la magistrature (système judiciaire), ainsi que des médias. Le PRI fortifie ses bases, ce qui accentue la crise avec Bani Sadr et ses alliés. Elle éclate à l'occasion de la nomination, par le Parlement-PRI, de Mohamed Ali Radjai comme Premier ministre. Bani Sadr refusait ce candidat. Des députés qui s'opposent au PRI sont évincés du Parlement.

Ce conflit n'est pas seulement institutionnel. Il reflète, en fait, un affrontement social plus profond, qui n'est pas sans analogie avec celui qui avait abouti à la démission de Bazargan. Un secteur du Bazar et de la bourgeoisie (essentiellement des manufacturiers et grands marchands) qui ne sont pas prêts à se lier aux nostalgiques de l'ancien régime, cherchant à tout prix une solution politique conduisant à la stabilisation. Ils voient dans Bani Sadr un porte-parole possible, même s'ils

n'ont pas les mêmes liens avec lui qu'avec un Bazargan. Ces secteurs capitalistes s'opposent sur trois terrains à la politique du haut clergé.

— Premièrement, ils rechignent à un interventionnisme accru du clergé dans le domaine politique, étatique et économique ;

— Deuxièmement, ils considèrent que le manque de projet économique cohérent du clergé aboutit à un marasme économique qui frappe directement les intérêts de secteurs du Bazar ;

— Troisièmement, ils craignent l'orientation d'un secteur du clergé qui, pour conforter ses positions, diffuse une idéologie populiste, une « haine des riches ».

Derrière le PRI s'alignent plutôt les secteurs marchands du Bazar, les intermédiaires avec les zones rurales, et la petite-bourgeoisie traditionnelle.

Cet antagonisme entre la direction du PRI et Bani Sadr, qui se conclura par la destitution de ce dernier en juin 1981, ne s'articule donc pas sur une opposition entre, d'un côté, le camp des travailleurs et de leurs alliés et, de l'autre, celui de la bourgeoisie. Il s'organise autour des problèmes liés à la reconsolidation d'un Etat capitaliste. Les intérêts des masses laborieuses ne se trouvent ni dans un camp ni dans l'autre, même si la direction khomeyniste se revendique des mobilisations de masse et des « organisations révolutionnaires ». Ces considérations ne peuvent cependant conduire les socialistes révolutionnaires à ne pas reconnaître des revendications démocratiques qu'expriment des secteurs populaires qui se ralliaient à Bani Sadr.

LES NOUVELLES INSTITUTIONS DU RÉGIME

Les « institutions révolutionnaires » (*nahad*), produit de la montée révolutionnaire et béquille du nouveau pouvoir, seront ballotées par les vagues du mouvement de masse et seront l'enjeu d'une lutte pour leur « purification » et leur contrôle. Parfois, des membres des komiteh ou des pasdaran interviennent dans une entreprise ou dans une région rurale et ne jouent pas le rôle qu'attendaient d'eux les patrons ou les propriétaires. Ils peuvent prendre le parti des ouvriers et des paysans ou, plus simplement, dicter leurs propres volontés aux deux camps.

Initialement, ces « institutions » sont sensées agir contre les agents de l'ancien régime. Mais elles vont rapidement engager des actions contre les nouveaux opposants à la République islamique. Elles opèrent des incursions contre les secteurs qui se sont ralliés à Bazargan, puis à Bani Sadr, contre des membres des anciennes formations nationalistes bourgeoises au sein de l'appareil d'Etat. Elles outrepassent

même souvent leurs prérogatives et suscitent des réactions, y compris parmi le clergé.

Elles ont aussi la tâche, clairement indiquée par Khomeyni, Behehti ou Rafsandjani, de « lutter contre l'influence de la gauche » (systématiquement assimilée à la contre-révolution) et de « maintenir l'ordre dans le milieu de travail ».

— Les komiteh ne sont pas, dès l'abord, une force centralisée et homogène. Diverses positions les traversent, mais ils sont soumis aux décisions fondamentales du « *velayat faguih* ». Leur budget est pris en charge par l'Etat, après diverses réorganisations impulsées par Madhavi Kani, dès mars 1979. Outre ces ressources, ils disposent de moyens provenant de la distribution des biens de consommation dans les quartiers (après les mesures de rationnement dues à la guerre). Leurs liens avec le pouvoir du PRI deviendront sans cesse plus étroits. Ils ont aussi une fonction de police. Ces activités vont influencer sur le rôle qu'y jouent des éléments attachés à les utiliser pour en tirer un profit matériel direct (corruption).

— L'armée des pasdaran, qui a été placée sous la direction du Conseil de la révolution islamique, était alors de dimensions réduites. Son contrôle sera l'enjeu de luttes farouches au sein des cercles dirigeants de la République islamique. La définition de sa place, en relation avec l'armée traditionnelle, crée de nombreuses discordes. Durant près de trois ans, ni le gouvernement, ni même le Conseil de la révolution islamique, ne peuvent maîtriser cette institution pourtant vitale pour le pouvoir du nouveau régime. C'est elle qui s'est chargée des principales actions répressives du régime islamique, aussi bien contre les minorités nationales que contre les organisations de la gauche ou les luttes des travailleurs.

Successivement Hachemi Rafsandjani, puis Moussavi Ardabili, puis Ali Khomeini.

Référendum sur la République islamique en mars 1979. (DR)



nei du PRI, seront chargés d'assurer une liaison fonctionnelle entre la direction du PRI et le commandant des pasdaran. Finalement, ce dernier sera directement en contact avec Khomeyni. Un Conseil des pasdaran doit diriger cette nouvelle institution militaire de la République islamique. Les pasdaran émergent au budget de l'Etat, tout en ayant des sources de financement propres. Le corps des pasdaran possède un commandant dans chaque ville et chaque province importante. Au sein des pasdaran, l'organisation des Moudjahidin de la révolution islamique (organisation secrète intégriste réactionnaire) dirige les services de renseignements. Une loi sera adoptée par le Parlement, après le début de la guerre, donnant la priorité aux pasdaran sur l'armée pour le recrutement. Les pasdaran ont la haute main sur les *basij* (comités de mobilisation) mis en place lors de l'éclatement de la guerre avec l'Irak. Ils sont aussi présents dans les principales usines.

— Les tribunaux révolutionnaires, créés immédiatement après février 1979, devaient pourchasser les représentants de l'ancien régime opposés au PRI. Mais l'appareil répressif du chah ne sera pas systématiquement démantelé. Nombreux seront les membres de la SAVAK épargnés. Ainsi, plus d'un collaborera avec le nouveau régime pour poursuivre les militants de la gauche. Les tribunaux vont être centralisés et placés sous la direction de la Cour centrale de Téhéran et du Bureau du procureur de la révolution islamique (qui se trouve à la prison d'Evin). Des tribunaux révolutionnaires existent dans les principales villes. Ils doivent assurer l'application de la « Loi islamique ». Les juges sont nommés par la hiérarchie religieuse, aucun contrôle ne s'exerce sur eux. Les tribunaux ont leurs propres unités militaires et collaborent étroitement avec les komiteh et les pasdaran. Au même titre que ces derniers, les tribunaux révolutionnaires ne vont pas limiter leur action à juger les collaborateurs de la dictature Pahlavi. Ils vont diriger leurs coups contre ceux qui se revendiquent du socialisme, du marxisme, qui soutiennent la révolution mais non pas la « révolution islamique ». Ils appliquent les préceptes de Khomeyni : « *L'Iran essaie de ramener à la religion des bêtes sauvages qui l'ont attaquée et, s'il n'y arrive pas, il les emprisonne, autrement dit, il les épure, et c'est ce que tous les prophètes ont fait depuis la création.* » (Keyan, 14 janvier 1982). Les droits de la défense n'existent pas. L'interprétation de la « Loi islamique » est des plus flexibles et les sanctions les plus arbitraires sont prononcées.

— La Fondation des déshérités. Cette institution est une pièce maîtresse du régime de la République islamique. Elle a confisqué à son profit les biens des couches supérieures de l'ancien régime. Elle possède donc un petit empire économique, dans le domaine mobilier comme immobilier (usines, restaurants, hôtels, cinémas). Elle est sous le contrôle étroit du PRI. Elle dispose de fonds très importants



Khomeyni le docte, le « velayat faguih ». (DR)

permettant au PRI de distribuer à ses partisans une série d'avantages matériels. Elle permet ainsi de tisser des liens clientélistes substantiels. Les scandales et la corruption liés à cette institution ont été dénoncés à maintes reprises, y compris par des représentants officiels du pouvoir islamique. Son bilan détaillé n'a jamais été publié.

— La Croisade pour la reconstruction (*Djihad Sazandegui*) a comme champ d'action essentiellement la campagne. Dans cette Croisade se sont engagés des milliers de jeunes qui désiraient apporter une aide concrète aux régions rurales paupérisées et faire avancer la révolution. Assez rapidement, le PRI s'en est emparé. Le recrutement se fait par le biais des mosquées ou des sociétés islamiques (dans le milieu scolaire). Elle s'est vue attribuer, dans les zones rurales, des tâches du ministère du Plan. Les membres de la Croisade sont payés. Comme institution, elle émerge au budget de l'Etat et elle est avant tout un vecteur de la pénétration du PRI dans les campagnes. Les membres de la Croisade, au Kurdistan par exemple, collaborent avec les forces de police.

— Les sociétés islamiques (*Andjoman Eslami*) ont été créées pour contrebalancer le poids des shoras dans les usines. Le pouvoir a cherché à prendre en main les shoras. Mais les sociétés islamiques représentaient un organe plus direct, plus lié au PRI, destiné à assurer sa présence sur le lieu de travail et à faire opposition aux forces liées au mouvement ouvrier, même si, dans quelques cas, elles ont échappé momentanément au rôle qui leur était assigné. En fait, des sociétés islamiques ont été créées dans l'armée, l'appareil gouvernemental, les écoles, les hôpitaux... Elles assurent la présence du PRI dans toutes les couches de la société. L'Office du *monkerat* (du péché, de « ce qui ne doit pas être fait »), chargé de surveiller la « bonne conduite » des citoyens, complète l'action des sociétés islamiques. Cet Of-

fice possède ses propres tribunaux et sa police.

Ces diverses institutions islamiques et « révolutionnaires » ne sont pas toutes des « associations idéologiques ». Elles sont directement rattachées à la hiérarchie chiite et au « *velayat faguih* ». Elles doivent garantir la domination du PRI et d'une partie significative du clergé sur un appareil d'Etat bourgeois. C'est cela qui détermine fondamentalement leur nature et leur fonction. La présence dans certaines d'entre elles de jeunes radicalisés et anti-impérialistes ne modifie pas cette réalité. Ces institutions et organisations, dont le financement très élevé est rendu possible entre autre par la rente pétrolière, forment un ensemble qui doit étayer la construction et la consolidation du régime islamique, dans lequel « l'assistance publique » et la répression se combinent.

LE PRI : VERS LE PARTI UNIQUE

Le PRI peut compter sur l'aide d'une « association » de nervis, les hezbollahi. Ils se disent membres du Parti de Dieu (*Hezb-o-allah*). Le PRI ne pouvait pas prendre directement l'initiative de la répression. En sous-main, il organise les hezbollahi. Ayat, ancien membre du Parti des masses laborieuses d'Iran (organisation de droite qui a soutenu le coup de 1953 contre Mossadegh), était chargé de leur organisation. Munis de matraques et d'autres armes, les hezbollahi se chargent de réduire les diverses oppositions au parti officiel. Par sa composition plébéienne (en partie lumpen), cette organisation semble « surgir du peuple », ce qui lui permet d'attribuer une légitimité populaire à ses exactions. Après l'élimination de Bani Sadr, le PRI va accorder une reconnaissance officielle à cette « association ». Elle est aussi l'enjeu des luttes de fractions au sein du clergé.

Le Parti de la République islamique (PRI) tient tous les fils qui relient les diverses « organisations révolutionnaires » entre elles. Khomeyni y intervient comme un Bonaparte, tranchant dans un sens ou un autre dans les luttes de fraction au sein du PRI. Il est la clé de voûte d'un système de domination politique d'une importante fraction de la hiérarchie chiite. En même temps, la concentration des pouvoirs qu'il détient et sa place prépondérante traduisent la précarité du régime du PRI.

Pour justifier une politique opportuniste en direction du nouveau pouvoir, des organisations comme le Parti Toudeh ou les Fedayin (majoritaires) invoquent les « importantes » différences qui séparent les diverses fractions du PRI. Les unes sont qualifiées de progressistes, de « révolutionnaires » et d'« anti-impérialistes » ; les autres, de réactionnaires et d'anticommunistes. Les premières méritent, selon eux, d'être soutenues politiquement comme direction de la prétendue phase anti-impérialiste de la révolution et de la « voie de développement non capitaliste ».

Certes, des différences existent. Le

groupe Hodjatieh, par exemple, est l'un des plus ouvertement conservateurs. Il s'est violemment opposé à la réforme agraire ou à la nationalisation du commerce extérieur. Il est d'un antisocialisme, d'un anticommunisme et d'un antimarxisme virulents. Son influence dans l'appareil judiciaire et dans la nouvelle police politique, la SAVAMA, est très forte. Un de ses dirigeants, Falsafi, qui a trempé dans le coup d'août 1953 contre Mossadegh, a affirmé qu'il fallait collaborer avec les ex-membres de la SAVAK contre la gauche. Une autre fraction, celle de la « Ligne de l'Imam », tend à utiliser une démagogie populiste, dans la veine « anti-nantis » (anti-*Mostakbar*) que l'on peut retrouver dans le mouvement nationaliste islamique.

La fraction cléricale Hodjatieh s'appuie et favorise les secteurs de capitalistes, de marchands, de notables qui s'engouffrent dans la brèche ouverte par la révolution afin de monter dans l'échelle sociale. Elle manifeste donc une opposition à un interventionnisme d'Etat trop prononcé. Elle voit d'un mauvais œil les « appels au peuple » de Khomeyni pour régler des différends internes au clergé et maintenir son rapport direct aux masses. Pour elle, cela ne fait que freiner la stabilisation sociale et économique nécessaire. Elle est favorable à des liens plus directs avec l'impérialisme. Elle est aussi opposée à la prétention de Khomeyni d'être le représentant du 12e Imam, avec ce que cela suppose de pouvoir pour lui et de « mesures de réformes » afin de justifier cette fonction.

Les « Défenseurs de la ligne de l'Imam », quant à eux, mettent l'accent sur l'organisation et l'encadrement des masses, sur certaines mesures populistes et sur la place du secteur public dans la réorganisation du système de pouvoir. Ils ne manifestent cependant pas moins d'ardeur à réprimer les revendications démocratiques et les opposants de tout bord : anciens milieux monarchiques ; secteurs de la bourgeoisie déçus des résultats de la révolution islamique ; forces se revendiquant du socialisme et du mouvement ouvrier, ou même d'une version petite-bourgeoise, socialisante et populiste de l'Islam, celle de Shariati, un des inspirateurs de l'Organisation des Moudjahidin du peuple d'Iran. Par ailleurs, leur anti-impérialisme sert avant tout à manipuler le mouvement de masse.

Au-delà de ces différenciations, tous ces courants sont fermement opposés à toute atteinte réelle portée à la propriété privée, à l'économie marchande et à l'Etat capitaliste, comme aux développements des droits démocratiques et à l'existence d'un mouvement de masse fort et indépendant.

Si le PRI regroupe le secteur de la hiérarchie religieuse engagé dans l'action politique — une fraction du clergé refuse cette participation directe dans les affaires de l'Etat et la vie politique —, il sert aussi de liaison avec des notables locaux et des membres du Bazar qui fournissent, au-delà de l'assise socio-économique que possède l'Eglise chiite elle-même, une des

bases sociales du régime. Certains éléments du Bazar profitent des monopoles que leur attribuent les autorités et prennent les places laissées vides par leurs concurrents exilés ou écartés. Dans cette économie marchande instable, les fortunes se font et se défont rapidement.

Enfin, environ 10 % de la population active, en grande partie plébéienne et petite-bourgeoise (paupérisée), est directement ou indirectement liée aux institutions sur lesquelles s'appuie le nouveau régime. Il y a là une base de masse du régime Khomeyni qui peut compter, de plus, sur une partie non négligeable du personnel, renouvelé ou non, de l'appareil d'Etat.

La position prééminente actuelle du clergé est le résultat de la faiblesse de la bourgeoisie aussi bien que de la classe ouvrière. La première s'est vue amputée de toute une aile moderne liée au chah lors de la révolution de février 1979. La bourgeoisie traditionnelle ne disposait pas, pour sa part, de partis politiques bien structurés. Elle n'a joué qu'un rôle marginal dans la lutte antidictatoriale. Le marasme économique, depuis 1979, comme l'activité des masses, ne facilitèrent pas sa revivification après le renversement du chah. La seconde, terriblement réprimée par le chah, trahie durant toute son histoire par le Parti Toudeh, ne disposait pas d'organisations solides et de traditions politiques. Elle n'a pu disposer d'un intermède démocratique suffisamment long pour s'organiser et conquérir une indépendance politique et organisationnelle qui lui aurait permis de se porter candidate au pouvoir.

Le clergé, comme institution, dispose d'une force réelle — économique, sociale, organisationnelle — constituée au cours des siècles. Il a eu un rôle dans l'histoire passée de l'Iran, et ses attaches avec l'Etat sont nombreuses. Pour des raisons historiques particulières, il est, pour la première fois, l'acteur politique qui occupe l'avant-scène.

LES MOUDJAHIDIN CONTRE LE POUVOIR

Le conflit ouvert entre le PRI, Bani Sadr et les Moudjahidin atteint son apogée durant le second semestre de 1981, en pleine guerre entre l'Iran et l'Irak. Son issue va marquer la dernière étape du processus de mainmise du clergé chiite sur toutes les institutions.

Le 10 juin 1981, Bani Sadr se voit retirer le commandement en chef des forces armées. Un jour avant, Nobari, allié de Bani Sadr, renonce à son poste à la tête de la Banque centrale. L'appel de Bani Sadr à un référendum, afin que les électeurs tranchent le conflit, a accéléré l'affrontement décisif. Le Parlement (*Majlis*) adopte une loi contraignant Bani Sadr à entériner toutes les mesures que le Parlement avait déjà adoptées durant les derniers mois. A la même date, le « Bureau de coordination et de coopération du peuple avec le président de la République », organisation créée par Bani Sadr à la suite des élections présidentielles de 1980, est

dissous. De même, sept journaux, parmi lesquels la *Révolution Islamique* (de Bani Sadr), *Mizan* (de Bazargan) et *Nameh Mardom* (publié par le Parti Toudeh), sont suspendus pour une période indéfinie par le procureur général.

Tout en déclarant sa loyauté à Khomeiny, Bani Sadr dénonce la « tyrannie » du clergé et appelle à une résistance publique. Il multiplie les avances au secteur des entrepreneurs du Bazar. Les Moudjahidin



Manifestation des Moudjahidin du peuple. (DR)

du peuple s'engagent derrière Bani Sadr. Ils organisent des manifestations pour le soutenir, dont la plus importante réunit des centaines de milliers de participants, le 20 juin à Téhéran. Un secteur significatif des masses, qui dépasse largement les couches des dites « classes moyennes », désorienté par la politique servile du Parti Toudeh et des Fedayin (majoritaires), en l'absence de direction alternative, va se rallier au bloc Bani Sadr - Moudjahidin. Ce regroupement lui apparaît comme offrant un barrage à l'hégémonie politique du clergé chiite et aux attaques contre les droits démocratiques. Toutes les manifestations furent attaquées, y compris avec des armes à feu, par les pasdaran et les hezbollahi. Dès le 20 juin, les arrestations de militants membres des Moudjahidin, comme des Fedayin ou de Peykar (une organisation maoïste), se font massives. Des exécutions ont déjà lieu le 21 juin.

Les Moudjahidin renoncent à organiser de nouvelles mobilisations de masses. En revanche, ils déclarent « la guerre » au gouvernement. Les attentats à la bombe se multiplient au même moment. Le 28 juin, au siège du PRI, plus de 71 dirigeants du parti, parmi lesquels Behehti, périssent dans une explosion. Après avoir initialement accusé les Etats-Unis et l'Irak, les dirigeants de la République islamique font finalement porter la responsabilité de cette action sur les Moudjahidin. L'ancien Premier ministre, Mohamed Ali Radjai, élu président de la République islamique en juillet, sera assassiné en août, comme Bahonar, le Premier ministre. Une couche entière des dirigeants islamiques

est ainsi assassinée. L'orientation affirmée par les Moudjahidin, même s'ils récusent la paternité de certaines de ces actions, est celle d'ouvrir la « guerre » contre les pasdaran et les politiciens du régime. Ils revendiquent ouvertement une série d'actions terroristes. Ils espèrent soit affaiblir la fraction Khomeyni à l'avantage d'une aile qui leur serait plus favorable, soit stimuler une désintégration rapide du système de domination du PRI.



Dans ce climat, le régime peut lancer une campagne de terreur contre tous les opposants. Le PRI occupe le terrain. Avec l'élection à la présidence de la République, en octobre 1981, de Sayed Khomeini, représentant de Khomeyni, et la nomination de Madahvi Kani (contraint un peu plus tard par le PRI de démissionner), puis de Hossein Moussavi à la place de Premier ministre, aucun poste de direction quelque peu significatif de l'appareil d'Etat n'échappe aux mains du clergé chiite.

L'Organisation des Moudjahidin du peuple d'Iran (OMPI) est une organisation populiste, nationaliste petite-bourgeoise. Sa matrice idéologique mélange des éléments de chiisme populiste, de « tiers-mondisme » (Franz Fanon) et d'emprunts au modèle stalinien sur la révolution coloniale. En l'absence d'un mouvement ouvrier fort et dont la référence au socialisme n'aurait pu être confondue avec celle du Parti Toudeh, cette organisation a canalisé la radicalisation de couches importantes de la jeunesse étudiante, mais aussi de secteurs ouvriers et plébéiens. Elle regroupera des milliers de jeunes combattants anti-impérialistes. Aux élections de 1980, elle recueillera 13 % des voix, selon les chiffres officiels. Cela reflète son implantation dans les quartiers populaires.

Son alliance avec Bani Sadr se place, du point de vue de l'orientation politique, dans le prolongement de son appui critique donné au régime jusqu'en décembre 1979, des rapports privilégiés qu'elle avait avec certains des grands ayatollahs (Tale-

ghani), de ses appels permanents à Khomeiny, ou encore de sa stratégie visant à construire une « République islamique démocratique ». L'appui à Bani Sadr est présenté initialement comme une alliance tactique pour faire pièce à l'offensive du PRI. Les Moudjahidin se taisent alors sur la responsabilité de Bani Sadr dans la fermeture de l'Université, les attaques contre leurs locaux ou la guerre contre les Kurdes. Les méthodes de lutte utilisées par les Moudjahidin ne sont que l'autre facette de leur populisme. Elles s'inscrivent dans la continuité de leur passé guérillériste. Elles révèlent, au même titre que leur politique d'alliance, leur incompréhension de la nécessité primordiale d'un mouvement de masse indépendant, enraciné dans la classe ouvrière. A cela s'ajoute la réticence de leurs alliés bourgeois, et plus particulièrement Bani Sadr, envers l'action directe des masses. Leur orientation traduit aussi une méconnaissance du processus de développement de la conscience des masses. Elle va à l'encontre d'un renforcement de l'action directe des masses, qui était apparue comme possible en juin 1981. La campagne terroriste des Moudjahidin peut aisément être amalgamée aux méthodes utilisées par des forces restaurationnistes, d'autant plus dans le contexte de la guerre avec l'Irak.

Le PRI, face au défi, unifiant ses rangs, d'Ali Khomeini à Ardebili, va engager toute sa force dans une mobilisation des secteurs où son audience est encore la plus grande. La politique des Moudjahidin fournira des prétextes à une nouvelle vague de mesures répressives massives et brutales, touchant toutes les forces de la gauche.

Pour toutes ces raisons, les marxistes révolutionnaires ne peuvent que condamner vigoureusement l'orientation politique des Moudjahidin. Mais ils doivent, sans ambiguïté indiquer la responsabilité politique de la direction du régime islamique, qui a rendu de plus en plus difficile toute activité légale de cette organisation. Depuis longtemps, un secteur du clergé avait annoncé sa volonté de frapper les Moudjahidin. A l'époque du chah, en 1977 déjà, Rafsandjani déclarait : « Notre dernière bataille sera contre les Moudjahidin. » En juin 1980, Khomeini lance le slogan « Mort aux hypocrites ! » (les Moudjahidin). Le procureur général révolutionnaire de Téhéran, Lajevardi, explique les ressorts de cette politique de répression : « L'hostilité de l'organisation des hypocrites envers le régime islamique date de l'époque de sa création ; car elle considère le socialisme scientifique et le marxisme comme la voie de la révolution. Or personne n'ignore que le marxisme est contre l'Islam. Il va de soi que quiconque croit au marxisme sera hostile à la République islamique, même s'il manifeste son désir de traiter politiquement et d'entretenir des liens d'entente et d'amitié avec elle. Car le Croyant et l'Incrédule ne peuvent être tout à fait d'accord en fin de compte. La contradiction entre nous et les hypocrites est de principe et d'idéologie, remontant à une époque antérieure à la victoire de la révolution. » (Achahid (la

Voix de la révolution islamique), numéro 6, février 1982).

Une critique radicale de l'orientation adoptée par les Moudjahidin, et qui fait en même temps silence sur tous les coups portés par le PRI contre cette organisation, avalise en fait toutes les mesures de répression prises au nom des nécessités du « combat anti-impérialiste » ! C'est ce qu'a fait le Parti Toudeh.

La défense des militants Moudjahidin emprisonnés, torturés, exécutés, est une tâche du mouvement ouvrier international. Elle doit être placée dans le cadre d'une claire dénonciation de la propagande impérialiste contre la révolution iranienne, et du soutien à la lutte contre toutes les forces impérialistes ou liées à l'ancien pouvoir impérial.

La politique d'alliance poursuivie par la direction des Moudjahidin et leur orientation politique d'ensemble ont, une fois l'échec de leur stratégie confirmé, manifesté tous leurs aspects négatifs. Tout d'abord, le programme de Gouvernement provisoire mis en place par le Conseil national de la résistance (CNR, coalition entre Bani Sadr, le PDKI et les Moudjahidin), ne vise pas à autre chose qu'à démocratiser le régime de la République islamique, c'est-à-dire à conserver l'Etat capitaliste. Ensuite, le contenu social et économique de ce programme ne laisse planer aucun doute sur son respect de la propriété privée (ses appels du pied aux moyens entrepreneurs et membres du Bazar l'illustrent) et sur sa volonté d'attribuer aux shoras un rôle subordonné aux institutions étatiques. Enfin, le mécanisme proposé — un président de la République (Bani Sadr) et un gouvernement provisoire devant appeler à une Constituante — pour assurer le changement de pouvoir trahit une volonté de ne pas faire appel aux traditions les plus avancées des luttes de masse en Iran (grève générale, auto-organisation) et d'établir *a priori* des bornes à leur activité.

La dynamique politique désastreuse de l'orientation des Moudjahidin se révèle dans les ouvertures faites à des avances irakiennes, ou même à l'impérialisme français qui, fortement engagé économiquement en Irak, joue la carte d'un soutien ouvert à Saddam Hussein.

IMAMAT ET SYSTEME DE DOMINATION

L'idéologie dont se réclame la fraction de la hiérarchie chiite au pouvoir, et qu'elle taille à sa mesure et selon ses besoins, a pesé sur le cours de la révolution. Cette idéologie n'est pas une simple idéologie religieuse. Elle se veut un programme social et gouvernemental. Ce dernier a inspiré le projet de Constitution. Celle-ci repose sur une idée centrale : le gouvernement et la législation appartiennent à Dieu. Son représentant sur terre, le « velayat faguih », c'est-à-dire l'ayatollah Khomeini, décide en son nom. Il détient l'ensemble des pouvoirs et peut les déléguer à sa guise.

La souveraineté appartient au « velayat faguih » et non pas aux masses. Il est

leur tuteur. La population est divisée selon des catégories (doctrinaires, athées, hypocrites, etc.) qui expriment le rapport qu'elles entretiennent avec la « Ligne de l'Imam ». L'obéissance à l'Imam devient la règle de la vie sociale. Tout opposant devient un « ennemi de l'Islam » et de la « révolution islamique », avec souvent l'adjonction sans discrimination du qualificatif d'« agent de l'impérialisme ». La répression la plus rigoureuse se trouve apparemment légitimée par une instance supérieure, le représentant du 12^e Imam, placée au-dessus des affrontements de classes.

Toutes les mesures frappant les femmes (exclusion d'une série de professions, non-éligibilité, Loi de la vengeance où la femme vaut 50 % de moins que l'homme, droit de divorce très restreint pour la femme, l'homme peut épouser quatre femmes, âge nubile à 9 ans avec le consentement du père et à 13 ans légalement,



Ouvrier d'une usine iranienne. (DR)

fouet ou lapidation pour adultère, etc.) puisent leur justification dans le programme social de cet Islam intégriste. Elles doivent permettre de faire reprendre aux femmes leur place traditionnelle que les nécessités du soutien à la révolution — où elles furent au premier rang — les avaient incitées à quitter temporairement.

La « défense de l'Islam » vient justifier l'abolition des articles les plus « radicaux » d'une réforme agraire, ou de décrets contre les possédants, la subordination des shoras au PRI et son statut de parti unique, la « purification » du corps des instituteurs ou, encore, l'interdiction de toute activité politique dans les écoles.

« Le Majlis (Parlement) n'a pas un droit absolu en matière de législation, mais son droit consiste à décider des lois conformes à la Chari'a (la Loi). (...) Les députés sont tenus de supprimer toute loi contraire aux préceptes de l'Islam. (...) La raison d'être du Conseil de surveillance de l'application de la Constitution islamique est justement de réfuter toute loi non conforme à l'Islam. » (Hachemi

Rafсандjani, président du Parlement, *Achahid*, juillet 1981.)

Ce programme réactionnaire doit assurer l'hégémonie de la fraction du clergé au pouvoir et fonctionne comme un instrument conservateur de l'ordre social. La direction Khomeyni a mis à profit aussi bien l'appareil de l'Eglise que l'idéologie religieuse pour affirmer son ascendant politique sur des masses adhérant au chiisme. Mais le contenu social et économique de ce programme ne peut qu'entrer en opposition avec les besoins des travailleurs, et y compris avec la forme religieuse qu'ont pu prendre leurs aspirations. La répression devient donc une nécessité pour assurer la pérennité du régime.

Dans une telle situation, la défense des droits démocratiques est étroitement liée à la bataille pour l'organisation et l'activité libres et indépendantes des travailleurs. Le refus de défendre ces droits, sous prétexte que ce serait faire le jeu de l'impérialisme ou faciliter la tâche de la « bourgeoisie libérale », aboutit à subordonner le mouvement de masse à la direction khomeyniste, ou à faciliter à cette même « bourgeoisie libérale » la tâche de se saisir des revendications démocrati-

ques des masses contre le régime, afin de consolider à nouveau ses positions.

Déjà, en juillet 1980, nous indiquions que : « Pour développer, dans les masses laborieuses, un sentiment d'appartenance à une classe indépendante, les marxistes révolutionnaires organiseront la lutte pour l'ensemble des revendications démocratiques, nationales et transitoires (anticapitalistes), en sachant les formuler pour les porter au cœur du mouvement réel des masses, en comprenant les effets sur leur conscience des expériences concrètes de mobilisation et les contradictions qui surgissent entre leurs actions, les plans du nouveau gouvernement et l'idéologie diffusée par la direction Khomeyni. C'est la seule méthode qui permette d'arracher les masses à l'influence des directions bourgeoises et petite-bourgeoises, d'accompagner le mouvement des masses, tout en ne renonçant pas à une offensive politique et idéologique contre le contenu réactionnaire des campagnes "d'islamisation". » (Résolution du Secrétariat unifié (SU) de la IV^e Internationale, du 28 juillet 1980, « L'évolution de la situation iranienne », publié dans *Inprecor* numéro 87-88 du 30 octobre 1980.)

V. L'attaque irakienne contre l'Iran

L'offensive militaire du régime irakien de Saddam Hussein va déboucher sur une guerre qui dure maintenant depuis près de deux ans et demi. Ce conflit n'a pas éliminé les développements des luttes de classes et du combat des minorités nationales en Iran. Il va fournir un creuset dans lequel ils vont se couler. Lutttes politiques, sociales et militaires s'entremêlent et influent sur la dynamique du mouvement de masse. Cette dynamique est peu à peu devenue, dans les deux pays, un des enjeux les plus importants de la guerre.

LE PROJET DE SADDAM HUSSEIN

Sous le prétexte d'une redéfinition des frontières, Saddam Hussein attaque l'Iran en septembre 1980. Il cherche à abattre le régime de Khomeyni. En portant des coups durs contre le régime islamique de Téhéran et en cherchant à modifier les rapports de forces intérieurs en faveur de la réaction, c'est-à-dire des partisans de l'amiral Oveissi et de Chapour Bakhtiari, il tente d'étrangler la révolution. Pour la mise au point de ses plans, Saddam Hussein collabore avec des généraux de l'ex-armée impériale. Il les arme et les aide aussi dans leur lutte contre Khomeyni.

Le pouvoir irakien espère étouffer l'Iran en occupant une zone économique et industrielle vitale, le Khouzistan. L'Iran est isolé internationalement après l'occupation de l'ambassade américaine, et embourbé dans une véritable guerre contre le peuple kurde. Saddam Hussein mise, en outre, sur l'affaiblissement de

l'armée héritée de l'époque du chah, sur l'opposition au nouveau régime d'une grande partie de son encadrement, et sur les luttes de clans au sein de la République islamique.

Il fait usage d'une démagogie « pan-arabe ». Pour désigner le Khouzistan, Saddam Hussein parle de « terre arabe comme la Palestine ». Néanmoins, toute sa politique (bombardements, destructions, répression) indique sans ambiguïté que la clique au pouvoir à Bagdad était bien incapable de pouvoir attirer effectivement la population arabe du Khouzistan engagée dans une révolution. Les Arabes du Khouzistan participeront immédiatement aux combats contre l'agression irakienne ; souvent, ils seront désarmés par les pas-daran.

Saddam Hussein croit à la désintégration rapide du régime de Khomeyni. En fait, comme l'histoire l'a souvent montré, en envahissant un pays en révolution, il a suscité une riposte immédiate où s'amalgamait la volonté des masses de défendre la révolution et leur pays.

Sur le plan interne, le régime de Saddam Hussein n'avait pas affaire à un mouvement de masse actif qui le mettait directement en question. Cependant, il craignait les effets de la révolution islamique sur les masses paysannes pauvres du sud de l'Irak, d'autant plus qu'elles sont, pour l'essentiel, de religion chiite. La campagne contre les organisations chiites d'Irak se renforce dès 1979. En mars 1980, Bagdad promulgue un décret qui rend passible de la peine de mort toute personne appartenant à l'organisation chiite intégriste réactionnaire Al Daawa.

Il fait exécuter le leader spirituel des chiites, Mohammed Bakr al-Sadr.

La renaissance de la lutte des Kurdes d'Irak, inspirée par le combat de leurs frères en Iran, suscite aussi quelques inquiétudes parmi la clique qui a monopolisé le pouvoir à Bagdad. Enfin, Saddam Hussein, une fois disparue la puissance régionale militaire du chah, espère affirmer son rôle dans cette région découpée arbitrairement par l'impérialisme en Etats plus ou moins rivaux (Iran, Irak, Arabie Saoudite). L'Egypte comme la Jordanie apportent leur appui à l'Irak.

Lorsqu'il prend la décision de l'offensive militaire, Saddam Hussein n'est pas tout seul. Au début août, il s'est rendu à Taïef, en Arabie Saoudite. C'est son premier voyage officiel depuis son accession à la présidence de la République et à la présidence du Conseil du commandement de la révolution, et le premier en Arabie Saoudite, depuis 1958, pour un dirigeant du Parti Baas. L'Arabie Saoudite, une fois la guerre déclenchée, assurera, de concert avec les Emirats du golfe Persique, une aide financière de dizaines de milliards de dollars à l'Irak. Ces régimes réactionnaires craignent aussi les répercussions de la révolution iranienne. L'impérialisme français mise sur l'Irak, cherchant ainsi à se réintroduire dans une région dont il a été exclu en grande partie par les impérialismes britannique et américain.

En accédant au pouvoir, la direction Khomeyni n'a pas dénoncé le traité de 1975, imposé par le chah à l'Irak. Au contraire, elle multiplie les déclarations « panislamiques », à la tonalité chauvine iranienne marquée. Elle déclare et organise son soutien à l'organisation chiite intégriste Al Daawa. Khomeyni lance une sorte de guerre idéologique personnelle contre Saddam Hussein, au nom de la « révolution islamique ». Il vise ainsi le nationalisme arabe, laïque et pseudo-socialisant du Parti Baas. Sa propagande prend la forme d'un « expansionnisme chiite ». Le 18 avril 1980, *Jomhourī Es-lami*, le quotidien du PRI, publie un appel de Khomeyni : « Il est de son (le peuple irakien) devoir, ainsi que de celui de l'armée, de renverser le Baas, parti non islamique. »

Les puissances impérialistes, avant tout l'impérialisme américain, approuvent tacitement l'offensive irakienne. Elles y voient une possibilité de consolider les positions de la contre-révolution en Iran. Elles craignent, de même, les effets déstabilisateurs dans la région de la révolution iranienne et les appels des forces intégristes chiites au pouvoir à Téhéran. En cela, il y a convergence avec les buts de Saddam Hussein. Mais l'impérialisme américain ne s'engage pas fortement dans l'opération. Les inconnues sont trop grandes. Et les desseins impérialistes dans la région sont loin de se superposer aux plans de Saddam Hussein. Tout d'abord, l'impérialisme n'est en aucune mesure favorable à une nouvelle délimitation substantielle — qui irait au-delà des modifications du type accord de 1975 — des frontières établies dans la région à l'occasion de la Pre-

mière Guerre mondiale. Il est opposé à un démantèlement de l'Iran.

Ensuite, il n'est pas prêt à favoriser une conquête par l'Irak des champs pétrolifères iraniens. L'impérialisme ne veut pas favoriser la concentration de telles ressources dans les mains d'un seul pays. Il favorise plutôt la fragmentation. En cautionnant un tel projet, il créerait un précédent fort dangereux dans cette région stratégique du monde et risquerait de s'aliéner tous les gouvernements. L'Irak, allié de longue date de l'URSS, n'est pas complètement inféodé à l'impérialisme. Certes, il opère un glissement en direction des forces impérialistes, mais le régime de Bagdad joue encore trop ses intérêts particuliers. L'impérialisme n'est donc pas prêt, d'entrée, à en faire la puissance clé de cette zone, d'autant plus après la décevante expérience faite avec l'Iran.

Enfin, après la chute de la dynastie Pahlavi, Israël reste pour les Etats-Unis un atout encore plus indispensable. Attribuer à l'Irak, adversaire déclaré d'Israël, un premier rôle, ne pourrait qu'aller à l'encontre d'une option fondamentale de l'impérialisme américain. L'aide qu'apportera Israël à l'Iran, sur le plan de l'armement, n'a fait que souligner ce problème. Les quantités d'armes livrées — pour l'essentiel du matériel construit sous licence américaine — montrent que cette initiative n'avait pu être prise contre la volonté explicite des Etats-Unis. Le raid israélien de juin 1981 contre le réacteur nucléaire Osirak à Tammouz près de Bagdad indique la ferme volonté d'Israël de profiter de la situation pour affaiblir l'Irak.

En fait, l'impérialisme utilisera avant tout ce conflit pour renforcer sa présence militaire dans la région, et en particulier consolider son aide militaire aux Etats du Golfe, alors qu'Iran et Irak s'affaiblissent militairement et économiquement. Il profite du dégel des rapports entre l'Irak et l'Egypte qui réintègre le sein des pays arabes, au moment où se désagrège le « Front de la fermeté » (Syrie, Libye, Sud-Yémen, Algérie, OLP). Si les Etats du Golfe sont opposés au régime de Téhéran, ils ne sont néanmoins pas partisans d'un Irak qui se transformerait en un gendarme régional.

La volonté de médiation manifestée par l'OLP et par Cuba, dès le début du conflit, était nourrie par cette compréhension des avantages que pouvait tirer l'impérialisme de cette guerre, de cet affrontement dans une région qu'il a « balcanisée » pour mieux arbitrer la situation. L'impérialisme, indéniablement, profite du conflit et de son prolongement, bien plus qu'il ne l'a directement inspiré ou piloté. Quant à la bureaucratie soviétique, elle agit avec précaution, mettant ses œufs dans tous les paniers, entre autres, grâce à l'utilisation des « pays satellites ».

Le conflit qui éclate en septembre 1980 est donc une guerre entre deux pays capitalistes dominés, dont les directions au pouvoir développent une politique d'ensemble contraire aux intérêts des masses, mais dont l'une, issue d'une révo-

lution toute récente, dispose encore d'une audience auprès des masses populaires. L'attaque de Saddam Hussein vise à étrangler la révolution islamique en la frappant militairement et en épaulant les forces de la contre-révolution liées à l'ancien régime iranien ; dans le même mouvement, il porte aussi une attaque à la révolution iranienne des travailleurs et des paysans pauvres.

En automne 1980, face à l'assaut irakien, la tâche de défense de la révolution iranienne en cours consiste dès lors, pour les révolutionnaires, à mobiliser les travailleurs et paysans pour s'opposer à l'agression baasiste, pour la défaire militairement. Cette mobilisation ne doit pas affaiblir les efforts portant sur la tâche stratégique d'indépendance politique du mouvement de masse. Pour cela, ils mettent l'accent : sur la réactivation et l'armement des shoras et de comités de masse dans les quartiers ; sur la liberté d'expression politique dans les milices créées pour repousser l'agression baasiste et contre toutes les sortes de chasse aux sorcières à l'encontre des organisations de la gauche ; sur le droit d'organisation et d'expression des travailleurs sous l'uniforme (shoras de soldats) permettant, entre autres, de couper court aux manœuvres des généraux factieux et d'épurer ainsi l'armée ; sur l'arrêt immédiat des attaques militaires contre les Kurdes (en septembre-octobre, 30 000 pasdaran et soldats agressent le Kurdistan) et les autres minorités nationales ; sur la reconnaissance *inconditionnelle* de leur droit à l'autodétermination ; contre toutes mesures d'évacuation forcée et de rétorsion contre la population arabe du Khouzistan. Les socialistes révolutionnaires proclament haut et fort qu'il n'y a pas de défense efficace de la révolution sans la sauvegarde de tous ses acquis, sans l'extension des droits d'organisation, de réunion et d'expression des masses, sans l'approfondissement de la révolution au plan social et économique. Ils ne peuvent que s'opposer à une orientation qui accepterait, au nom de la priorité de la « défense nationale », de se taire sur les atteintes aux droits démocratiques ou de mettre fin à un juste combat que mènent les travailleurs dans leurs usines ou des paysans sur leurs terres.

Face à une tentative effective de renversement du régime par des forces restaurationnistes assistées par l'armée irakienne à l'offensive, les révolutionnaires auraient dû appeler les masses ouvrières et paysannes d'Iran à défendre militairement, sans lui accorder aucun soutien politique, par leurs méthodes d'action propres, un régime qu'elles n'étaient pas encore en mesure de remplacer par un gouvernement ouvrier et paysan. Mais, dans ce combat, ils auraient dû mettre l'accent sur la nécessité de renouer avec les formes de lutte les plus avancées des masses populaires (auto-organisation, armement), afin de créer les meilleures conditions pour faire de la victoire contre le coup de force réactionnaire le tremplin d'une rupture de masse avec la direction de la République islamique.

D'autre part, le mouvement ouvrier

et révolutionnaire international se devait alors de se mobiliser pour exiger le retrait *inconditionnel* des troupes irakiennes derrière les frontières existant avant le 21 décembre 1980 et celui de toutes les forces impérialistes de la région. Dès le début du conflit, parallèlement à leur participation à la résistance, les révolutionnaires devaient expliquer que la sauvegarde de cette révolution, qui profite aux peuples d'Iran et d'Irak, rendait nécessaire de s'opposer à un déferlement du chauvinisme. Le bénéficiaire d'une division durable entre deux pays dominés par l'impérialisme ne pouvait être que l'impérialisme. Les masses populaires des deux pays en paieraient le prix lourd. A juste titre, Fidel Castro l'a souligné. Expliquer cela n'était contradictoire ni avec la demande du retrait inconditionnel, ni avec une position de défense militaire aboutissant à briser l'attaque irakienne. Sur le plan de la défense politique, en effet, une telle orientation ne pouvait qu'avoir un écho parmi les masses irakiennes et affaiblir politiquement Saddam Hussein.

LES MASSES, KHOMEYNI ET LA GUERRE

Entre septembre et octobre 1980, la résistance populaire à l'invasion irakienne dans les centres ouvriers du Khouzistan iranien (Khorramchar, Abadan et Ahwaz) fut gigantesque. Elle bouscula tous les plans de l'état-major irakien, qui n'hésita pas à bombarder massivement les villes. Dans le triangle du pétrole, l'armée régulière iranienne est quasi absente durant les premières semaines de la guerre. Travailleurs, jeunes combattants (parmi lesquels de nombreux Arabes) épaulés par des sections de pasdaran de la région, forment le fer de lance de la résistance. Les militants des Fedayin et des Moudjahidin participent à l'effort de guerre et combattent aux premiers rangs contre l'armée irakienne. Dès les débuts de la guerre, Ghassemlou, dirigeant du PDKI, fait savoir au gouvernement de Téhéran que les peshmergas (« ceux qui vont au devant de la mort ») sont prêts à tourner leurs armes contre les Irakiens et les forces réactionnaires payées par l'Irak, à deux conditions :

- que les attaques militaires contre les Kurdes cessent et qu'ils puissent maintenir leur propre organisation militaire ;
- que le droit à l'autonomie leur soit reconnu.

Dans de nombreuses villes d'Iran, dès le lendemain du déclenchement de la guerre, les masses descendent dans la rue. Elles réclament des armes. Leur armement, comme lors de l'insurrection, est à l'ordre du jour. Cette revendication cristallise leur double volonté de défense de révolution et de combat contre l'agression baasiste. Le régime va s'opposer immédiatement à la renaissance des comités de quartier indépendants qui ont surgi, plus spécialement dans la région touchée directement par la guerre. Il va armer les

sociétés islamiques et non pas les shoras dans les entreprises. Il interdit toute propagande politique dans l'armée et réprime les shoras de soldats.

Quatre phases apparaissent dans le déroulement de la guerre :

1) l'offensive irakienne et la résistance populaire dans le Khouzistan qui met fin à la percée irakienne en novembre ;

2) une longue période de guerre de position (entre autres due aux conditions climatiques), durant laquelle se déchaîne une lutte acharnée au sein du régime de Téhéran, entre le PRI d'une part, Bani Sadr et ses alliés moudjahidin d'autre part. L'hégémonie du clergé chiite sur l'appareil d'Etat se renforce. Les organes de mobilisation militaire des masses sont placés sous surveillance étroite et la répression contre les droits démocratiques s'accroît (décembre 1980-août 1981) ;

3) début de la contre-offensive militaire iranienne, après que l'armée ait été réapprovisionnée en matériel ; cette contre-attaque s'appuie aussi sur l'utilisation massive d'une infanterie composée de très jeunes combattants encadrés par les pasdaran. Abadan et Bostan sont désenclavés. La région de Dezful et Khorramchar est libérée (septembre 1981-juin 1982) ;

4) offensive iranienne sur le territoire irakien en direction de Bassorah ; ouverture de nouveaux fronts dans la montagne de Zagros dans le nord du Khouzistan. Les troupes irakiennes ont quitté l'essentiel du territoire iranien (juillet 1982-février 1983). Elles continuent cependant à bombarder des villes et des positions iraniennes. Saddam Hussein est alors contraint de faire des propositions de paix.

Face à la guerre, deux problèmes se présentent de front pour le gouvernement iranien. Comment répondre à une agression militaire qui, manifestement, n'était pas attendue ? Comment canaliser un mouvement de masse suscité par les nécessités de la défense du pays et de la révolution ? La réponse des cercles dirigeants de la République islamique à ces questions est déterminée, d'une part, par les différences d'orientation qui s'expriment en son sein et, d'autre part, par le souci constant d'assurer un encadrement du mouvement de masse, assorti de mesures de répression contre les forces qui s'opposent à la politique du PRI. Par exemple, très rapidement, les Moudjahidin et les Fedayin combattant au front seront arrêtés, traités de « saboteurs », et certains seront exécutés. Au cours de la troisième phase de la guerre, la répression s'accroît encore.

La direction Khomeyni réorganise tout d'abord l'armée héritée du chah. Des centaines d'officiers sont sortis de prison. Les chefs militaires reçoivent la bénédiction des hautes autorités de la République islamique. La « discipline militaire », c'est-à-dire l'interdiction de toute organisation des soldats, est imposée. Bani Sadr courtise l'armée, dont il est le chef formel. Il cherche à en faire son alliée dans



Mobilisation générale en Iran contre l'Irak en octobre 1980. (DR)

les affrontements avec le PRI. Mais, en même temps, la direction Khomeyni attribue une fonction majeure à l'armée des pasdaran. Cette dernière va occuper une place de premier rang dans l'organisation de la défense, puis de la contre-offensive militaire. Pour canaliser le mouvement populaire sont mis en place des *basij* (comités de mobilisation) qui serviront à recruter et à former une milice. Les *basij* sont placés sous le commandement des pasdaran. Au même titre que les *komiteh*, au début de la révolution, les *basij* attirent effectivement des secteurs des masses : travailleurs et jeunes combattants anti-impérialistes. Mais, par le contrôle étroit qu'exercent sur eux les pasdaran et par les purges politiques et idéologiques, ils deviennent des instruments de manipulation des masses dans le sens des projets du PRI.

C'est à propos que l'ayatollah Hachemi Rafsandjani déclare : « Cette guerre consolide notre République islamique. » En effet, au nom de l'effort de guerre et du combat contre l'impérialisme, la direction Khomeyni va renforcer les mesures de mise au pas des travailleurs dans les usines. Les pasdaran et autres ne manquent pas d'intimider les travailleurs lorsque c'est nécessaire. Cette politique du régime s'accroît après le surgissement d'une série de grèves en fin 1980 et début 1981 à Téhéran, Ispahan, Guilan, qui subissent des échecs et sont réprimées. Le chômage, la dispersion du corps central de la classe ouvrière du Khouzistan, la coercition, vont infliger finalement un recul sérieux au mouvement ouvrier.

Au cours de 1981 et 1982, le mécontentement parmi les masses s'amplifie sous l'impact de la crise économique (chômage massif, inflation, etc.). La politique du gouvernement en direction des centaines de milliers de personnes déplacées par la guerre suscite aussi une profonde insatisfaction. Dans les campagnes, petit à petit, « la plupart des villageois croient que la guerre avec l'Irak est un conflit sans grand sens, qui a tué leurs enfants chéris ». (Eric Hooglund, *Merip Re-*

ports, avril 1982). Lentement, le centre de gravité des préoccupations des masses se déplace, depuis la volonté initiale de participer à l'effort de guerre et de le soutenir, jusqu'à leurs propres revendications et soucis quotidiens. La participation aux « prières du vendredi » diminue, malgré l'effort d'animation du régime. Cela exprime un accroissement de la distance entre le régime et les masses, qui avait diminué pendant les premiers mois de la guerre.

Certes, la direction Khomeyni dispose encore d'un certain soutien dans des couches populaires. Le mélange de répression et de distribution d'avantages matériels à de larges couches paupérisées doit être pris en compte pour saisir le sens réel de la participation à des manifestations organisées par le régime en soutien à son effort de guerre. Un signe d'égalité ne peut donc être mis entre ces manifestations de masse, l'engagement initial effectif dans les *basij* de jeunes des classes paupérisées, et un approfondissement de la lutte des classes. Une telle approche tendrait tout simplement à mettre en sourdine la nature des organes qui encadrent ces jeunes, l'orientation politique d'ensemble de la fraction du clergé chiite au pouvoir, les attaques répétées contre les luttes des travailleurs et des paysans, et la répression qui frappe toutes les organisations qui se réclament du mouvement ouvrier et du socialisme, y compris celles qui manifestent la servilité la plus grande face au régime : Parti Toudéh, Fedayin (majoritaires). De même, ne voir que l'ennemi extérieur aboutirait à fermer les yeux sur l'ennemi intérieur, sur la direction khomeyniste, qui met la révolution en danger et affaiblit ainsi la capacité des masses à répondre, demain, à de nouvelles offensives de l'impérialisme.

LA CONTRE-OFFENSIVE ET LA POLITIQUE MILITAIRE DU PRI

L'armée irakienne, embourbée dans une guerre sans fin, se démoralise. Pour les soldats irakiens, cette guerre est apparue peu à peu sans objet, d'autant plus que Saddam Hussein a affirmé, au début 1982, renoncer à toute revendication territoriale. Les effets de la guerre se font de plus en plus sentir sur l'économie irakienne. De nombreux projets de développement économique sont révisés en baisse ou différés. La chute des revenus pétroliers est importante. Les prêts gigantesques accordés au régime de Bagdad (environ 55 milliards de dollars) ont certes permis la poursuite des opérations militaires, mais ils ont aussi facilité le déchaînement de l'inflation (40 %). Les pertes humaines dans les rangs irakiens s'accroissent rapidement dès le début de la contre-offensive iranienne. Les prisonniers se comptent par dizaines de milliers. Dans les cercles dirigeants irakiens, la pression s'accroît pour sortir de l'impasse dans laquelle ils se sont enfoncés. Au sein de la direction du Parti Baas, les divergences ont éclaté, comme l'indiquent les départs de plus d'un ministre.

L'offensive dans la région de Dezful, en mars 1982, marque la première grande

victoire militaire iranienne depuis le début de la guerre. Le 30 avril, l'« Opération Jérusalem » commence. Elle se termine par la libération du Sud-Khouzistan et par celle de Khorramchar. A chaque fois, ces offensives sont conduites par des éléments de l'armée traditionnelle, des pasdaran et des miliciens des *basij*. Le 20 mars 1982, Khomeyni annonçait que les élèves des écoles, dès douze ans, pouvaient rejoindre les troupes combattantes.

Mais les dégâts infligés à l'Irak par l'attaque irakienne, puis l'occupation et, enfin, les nouveaux combats, sont énormes. Des villes entières ne sont plus que ruines.

En juin 1982, Saddam Hussein, pour trouver une porte de sortie, craignant les répercussions politiques internes de la prolongation de la guerre et des défaites, proclame un cessez-le-feu unilatéral et un retrait des troupes des territoires iraniens. Il l'initie dès le 20 juin. Saddam Hussein affirme démagogiquement que ce retrait — qui est quasi total — est motivé par la volonté de l'Irak de combattre les troupes d'Israël qui viennent d'entrer au Liban. Rafsandsjani rétorque en réclamant un droit de passage pour les blindés iraniens en Irak, afin d'aller combattre les troupes israéliennes au Liban. Le 21 juin, Khomeyni déclare : « Nous devons sauver la nation irakienne et l'Irak afin de pouvoir sauver le Liban. »

Alors, politiquement, la direction de la République islamique prépare son offensive militaire sur le territoire irakien. Le 13 juillet, l'« Opération Ramadan », en direction de Bassorah, puis de Zaid, commence. En septembre-octobre, les positions irakiennes sont attaquées dans la région d'Abadan, de Mehran et aussi de Madali, qui commande une route stratégique en direction de Bagdad. En novembre, une nouvelle attaque est lancée dans le nord du Khouzistan, à l'ouest de Dezful. Le coût humain de ces vagues d'offensives est très élevé. L'artillerie irakienne décime les rangs d'une infanterie largement composée de jeunes miliciens. Le coût strictement financier est aussi très important. Le 13 octobre 1982, le *Majlis* adopte une rallonge de 2 milliards de dollars au budget militaire.

L'Irak, pour sa part, bombarde lourdement les villes iraniennes de Ilam, Hamadan, Khorramabad, Ahwaz, et le terminal pétrolier de Karg. La direction Khomeyni manifeste son intention de poursuivre la guerre. Mais elle se refuse à toute initiative politique et diplomatique sérieuse pour affaiblir et désarmer politiquement, aux yeux des masses irakiennes, le régime de Saddam Hussein. Ce dernier multiplie les « propositions de paix » pour tenter de présenter la guerre comme une attaque chauvine iranienne, dirigée contre les masses arabes par un leader religieux rétrograde. Saddam Hussein tente ainsi d'effacer les traces de son agression contre la révolution iranienne.

A cette offensive diplomatique du pouvoir irakien, Khomeyni et ses partisans opposent des exigences telles que le renversement de Saddam Hussein et son jugement. Le but politique de l'offensive est expliqué par Khomeyni : établir en

Irak une République islamique, liquider le Baas. Rafsandsjani déclare : « Nous ne sommes pas intéressés par l'argent et les réparations de guerre. Si nous voyons dans notre voisinage le peuple irakien, dont 99 % est musulman, former un régime islamique, alors il y a même la possibilité réelle que nous l'aidions... Si le Parti Baas reste en place, ou même si d'autres éléments de l'Est ou de l'Ouest remplacent le régime présent, alors nous ne voulons pas des territoires, mais nous ferons pression pour obtenir nos réparations, jusqu'au dernier centime. » Une telle orientation traduit un dédain profond pour les aspirations sociales et politiques ainsi que pour les sentiments nationaux des masses irakiennes. Khomeyni ne soutient pas une lutte de masse pour renverser Saddam Hussein afin que s'ouvre pour les travailleurs et paysans irakiens la possibilité de réaliser leurs volontés. Il leur assigne un destin politique à l'image de celui de la République islamique. Ali Khamenei, président de la République islamique d'Iran depuis le 20 octobre 1981, présentait d'ailleurs l'Imam comme l'autorité religieuse suprême, aussi bien de l'Iran que de l'Irak. Les dirigeants de la République islamique, adversaires des masses populaires en Iran, ne peuvent être à même de chercher et de trouver un soutien réel des travailleurs et des paysans d'Irak contre leur gouvernement.

A Téhéran, sous les auspices du gouvernement, un Conseil suprême de la révolution islamique (irakienne) est constitué, avec à sa tête le leader religieux intégriste en exil Sayed Mohamed Bakhr Hakim. Ce Conseil réunit les forces islamiques chiites intégristes, entre autres du Parti Al Daawa. La direction khomeyniste en fait le représentant de l'« extension de la révolution islamique » en Irak. Elle propose aux masses irakiennes le même programme social et politique que celui du PRI, ce qui ne peut que repousser les secteurs les plus avancés de la lutte contre le régime dictatorial de Saddam Hussein. Ce projet « révolutionnaire » de Khomeyni ne s'appuie donc évidemment pas sur les forces qui aujourd'hui luttent et s'opposent à Saddam Hussein, tel le Front patriotique kurde (coalition) (FPK), le Parti socialiste baasiste (PSB) ou le Parti communiste (PCI). Cette politique, au moment où la dictature irakienne est ébranlée, ne peut que venir conforter la position diplomatique de Saddam Hussein et lui faciliter sa tâche à l'intérieur.

La Syrie, qui avait apporté un soutien essentiellement passif à l'Iran, mais qui avait néanmoins fourni du matériel de guerre pour l'offensive de Khorramchar, fut contrainte d'envisager une modification de sa position à la suite des déclarations de Téhéran et de la première vague d'offensives iraniennes. Cela traduisait une obligation plus pressante de prendre en compte la question nationale arabe. Ainsi, le 31 mai 1982, Abdel Halim Khaddam, ministre des Affaires étrangères de la Syrie, annonçait que son pays cesserait de soutenir l'Iran au cas où le gouvernement de la République islamique déciderait d'envahir l'Irak. Il expliquait : « Si

nous sommes d'accord d'abandonner certaines parties du territoire arabe, on devrait aussi abandonner la Palestine. » L'Arabie Saoudite fait immédiatement des avances à la Syrie. Un des points de discordance entre l'Iran et la Syrie n'est autre que le soutien accordé par Khomeyni à Sayed Mohammed Bakhr Hakim, investi par l'Imam du pouvoir de « *velayat fa-guih* » irakien. Finalement, étant donné le conflit profond qui l'oppose au Parti Baas irakien, après quelques mois de flottement, la Syrie, de concert avec la Lybie, réitère son soutien formel à l'Iran. Un Iran qui, lui, dénonce conjointement Washington et Moscou pour leur aide à l'Irak. En effet, dès le milieu de l'année 1982, l'URSS a repris ses livraisons d'avions Mig-25 et de chars T-72 à l'Irak. En revanche, l'Iran a passé des contrats d'armement importants avec Israël (auquel du pétrole à bas prix est livré), le Brésil, l'Italie et la Corée du Nord.

Une manifestation de 1979 à Téhéran. (DR)



La pression militaire iranienne inquiète le camp impérialiste. Les puissances impérialistes craignent une victoire complète de l'Iran, un effondrement du gouvernement de Saddam Hussein, son remplacement par un régime analogue à celui de Téhéran ou, encore, une situation de chaos compromettant ses intérêts immédiats. C'est ce qui préoccupe l'impérialisme français en particulier. Le contrôle de l'impérialisme sur la région serait rendu plus difficile, même si ce dernier a déjà eu l'expérience de traiter avec des régimes dont les professions de foi anti-impérialistes, par exemple celles de la Syrie et de l'Irak de la décennie passée, étaient aussi radicales que celle de Téhéran. Les forces impérialistes ne peuvent donc pas favoriser une telle issue. Il est logique, dès lors, que les Etats-Unis, outre la France, se montrent disposés à assister l'Irak et à y renforcer leurs positions.

Ce scénario — hypothétique — d'un effondrement du régime baasiste sous les coups de boutoir de l'armée iranienne, ne peut être le point de départ d'une position des révolutionnaires dans le conflit

présent. Les intérêts véritables des masses en Iran, la possibilité concrète pour les travailleurs et les paysans pauvres d'Irak de déterminer eux-mêmes leur destin et de renouer avec les meilleurs acquis de leur combat au lendemain de la « révolution nationale » de 1958, comme l'opposition nette au contenu du programme social et politique au nom duquel Khomeyni conduit les opérations militaires, doivent être à la base d'une orientation révolutionnaire.

LES RÉVOLUTIONNAIRES ET LA GUERRE, AUJOURD'HUI

La politique militaire iranienne actuelle est cohérente avec l'ensemble des options de politique extérieure de Téhéran. Elles sont caractérisées abusivement comme effectivement anti-impérialistes par le Parti Toudeh ou les Fedayin (majoritaires), alors qu'elles ne sortent jamais des limites étroites des intérêts des cercles dirigeants de la République islamique et des rivalités régionales. Parti Toudeh et Fedayin (majoritaires) insistent sur l'envoi de quelques centaines de combattants contre les troupes israéliennes au Liban. Mais cela ne peut effacer d'autres faits. Politiquement, les dirigeants du PRI ont préféré s'allier, au Liban, au groupe confessionnel conservateur chiite Amal, monté à l'origine par les services secrets libanais pour diviser les Palestiniens, plutôt que de s'allier aux forces de l'OLP. Ils lui conseillent publiquement de combattre sur deux fronts : contre Israël et contre le communisme. Un conseil qu'Amal n'avait pas besoin de recevoir. En différents points du Sud-Liban, de véritables batailles avaient opposé l'OLP à Amal. Durant l'offensive israélienne contre le Liban, caractérisée par Khomeyni de « *diversion pour faire oublier la guerre Iran-Irak* », le choix d'accentuer les offensives militaires contre l'Irak n'a pas contribué à entraver la réalisation des projets impérialistes et israéliens dans la région. Au contraire.

L'effort désespéré de médiation de l'OLP est là pour le prouver. La fermeture, durant toute une période, de son ambassade en Iran en donne, à sa façon, une autre preuve. Enfin, après que la pression des masses iraniennes ait abouti à stopper, en 1979, les livraisons de pétrole à Israël, leur reprise, en 1982, révèle le double langage de la politique du PRI. Les liens étroits avec la dictature militaire pakistanaise, « défenseur de l'Islam » et qui s'est surtout engagée, après une visite du ministre de l'Intérieur iranien Ali Akbar Nateq-Kuri, en janvier 1983, à refouler tous les fuyards et « hypocrites » (les Moudjahidin) qui tentent de passer la frontière pakistanaise ; le rapprochement avec la Turquie et l'accroissement considérable des échanges commerciaux avec ce pays (multipliés par 40 par rapport à 1978), comme le silence maintenu sur le rôle de ce régime dans le dispositif militaire impérialiste dans toute la région (en janvier 1982, le ministre du Commerce iranien se contenta de souligner le « *manque d'atmosphère islamique à Istanbul* ») ; l'appui donné aux secteurs

les plus réactionnaires de la résistance afghane ou encore aux forces intégristes les plus conservatrices des Etats du Golfe ; tout cela fournit d'autres indications sur la « nature anti-impérialiste » de la politique de Khomeyni. Enfin, l'orientation de la République islamique, stimulant les divisions entre sunnites et chiites dans cette partie du Moyen-Orient, ne peut que se superposer à la vieille tactique impérialiste d'aiguiser conflits et concurrences dans une région « balkanisée » à souhait. Par là, ce prosélytisme chiite risque fortement d'entraver le combat anti-impérialiste et anticapitaliste des masses.

Les déclarations tonitruantes contre l'impérialisme se doublent systématiquement de dénonciations virulentes du communisme et du marxisme. Et ce n'est pas un hasard si la République islamique s'est empressée de dénoncer les articles 5 et 6 du traité de 1921 avec la Russie, qui prévoyaient la possibilité d'une action mili-



taire russe « dans le cas où une tierce puissance tenterait de poursuivre une politique d'usurpation par une intervention armée en Perse ». Mais ces déclarations restent à l'état de velléité, elles ne sont suivies d'aucune mesure concrète au plan socio-économique pour rompre les liens de dépendance avec l'impérialisme. Pire, les travailleurs et les paysans pauvres, eux qui, seuls, ont objectivement l'intérêt majeur à conduire et à parachever un combat anti-impérialiste, sont réprimés avec violence.

En effet, tout au long de la guerre, la répression s'est accentuée. Même le Parti Toudeh et les Fedayin (majoritaires) sont très vivement pris à partie dans le journal du PRI, *Jomhouri Eslami*, le 22 août 1982, à cause de leur réticence, à ce moment-là, à soutenir la politique militaire du régime. Les dirigeants du PRI leur reprochaient de laisser entendre que la poursuite de la guerre poussait l'Irak encore plus dans les bras de l'Arabie Saoudite, et qu'elle imposait des sacrifices énormes aux masses, et que le mécontentement populaire pourrait faire le jeu de la

contre-révolution demain. Les arrestations s'accroissent dans leurs rangs (1). Les bombardements et les attaques militaires contre le Kurdistan s'intensifient, d'avril à décembre 1982.

La poursuite actuelle de la guerre et les buts qui lui sont assignés par les dirigeants du PRI ne participent pas d'une politique de défense de la révolution iranienne. Elle est motivée par la volonté de maintenir leur emprise sur le mouvement de masse, de justifier toutes les restrictions aux droits démocratiques élémentaires et de bloquer l'activité des travailleurs, de consolider leur appareil militaire et répressif et, surtout, de tenter de repousser une série de problèmes sociaux de plus en plus explosifs. Ces derniers vont de la crise dans les campagnes, du chômage, de la pénurie des biens de consommation, à la question épineuse des 2 millions de réfugiés.

La prolongation de la guerre permet d'asseoir la position de toute une couche de jeunes officiers, qui ont trouvé un avancement rapide à l'occasion des bouleversements au sein de l'armée. Cette nouvelle génération d'officiers pourra, demain, manifester quelques prétentions sur le terrain politique. Une certaine fusion s'opère entre l'armée et les pasdaran. Au début du mois de janvier 1983, Khomeyni, dans un discours, a indiqué que ces deux corps « ne devaient pas se concevoir comme des entités séparées ».

Faire l'impasse sur l'ensemble de cette politique, ses ressorts et ses conséquences, au nom d'une « priorité du sou-

tien au combat anti-impérialiste », revient à soutenir politiquement le régime islamique et à subordonner les revendications des masses à sa conduite de la guerre. Les développements internes en Iran, depuis septembre 1980 — essentiellement la consolidation des institutions du régime islamique, avec ses conséquences sur le mouvement des masses, ainsi que la politique militaire du régime islamique — modifient les tâches des révolutionnaires face à la guerre.

Ils doivent fermement rejeter l'orientation politico-militaire du gouvernement Khomeyni. Ils déclarent la nécessité de la cessation immédiate des combats. Une riposte politique à Saddam Hussein doit se développer pour démasquer l'ensemble de ses projets contre la révolution iranienne depuis 1980. C'est ainsi que les masses d'Iran seront le mieux préparées à repousser toute éventuelle nouvelle agression irakienne, et que le régime de Bagdad sera le plus efficacement affaibli.

Simultanément, placé au centre de leur propagande et de leur agitation, les révolutionnaires mettront en avant, contre la politique du régime de la République islamique, l'ensemble des revendications des masses exploitées et opprimées. Il ne faut pas que les masses iraniennes gagnent la guerre et perdent la révolution. Dans les pays impérialistes, entre autres en France et aux Etats-Unis, les révolutionnaires dénonceront la politique de leurs gouvernements, qui multiplient les manœuvres pour réorganiser leur domination dans la région.

adoptée par le *Majlis*, et qui prévoyait la confiscation des biens des fuyards. Le Conseil a fait savoir que cette loi était « contraire à l'Islam » et à deux articles de la Constitution. A cette occasion, Khomeyni a tancé les députés en leur indiquant qu'ils ne devaient pas voter des lois que le Conseil des Gardiens était susceptible de rejeter. (*Iran Times*, 28 janvier 1983).

Ces conflits reflètent les oppositions exacerbées d'intérêts entre différents secteurs et fractions du clergé chiite et leurs alliés bourgeois. Les accusations mutuelles, qui se font actuellement jour au sein des hiérarchies chiites, contre les « excès » dans la répression, sont une autre manifestation de la crise de direction du régime.

La classe ouvrière a perdu une série de ses conquêtes du début de la révolution. Ses conditions de vie matérielle régressent. Elle ne dispose plus d'organes propres. Les shoras sont réduits à une existence formelle, quand ils continuent à exister. En septembre 1981, les élections aux shoras ont été légalement suspendues. Les sociétés islamiques (*Anjoman Eslami*) ont pris le dessus. Elles ont permis la liquidation des shoras et ont regroupé en leur sein, aussi bien des représentants des anciens syndicats officiels que des éléments attardés. Dans les quelques cas où ces organisations pourraient encore traduire la pression ouvrière, par le biais d'éléments chiites populistes ou de membres du Parti Toudéh et des Fedayin, elles sont mises au pas. Leurs leaders sont licenciés. Ces sociétés islamiques ne peuvent servir à la reconstruction et au développement d'un mouvement ouvrier indépendant. Leur fonction est d'aider la direction de l'entreprise dans la production, de dénoncer les « contre-révolutionnaires » et de discuter les réclamations des travailleurs. Enfin, le projet de Loi sur le travail, qui doit remplacer la loi de mai 1979 (qui modifiait quelques aspects de la loi établie par le régime impérial, et qui restait en vigueur), illustre l'idée fondamentale du PRI sur l'organisation des rapports entre les travailleurs, pris individuellement, et les patrons. Ils seront réduits à de simples contrats personnels. L'organisation syndicale ne trouve pas sa place dans la « politique anti-impérialiste » de Khomeyni et de ses supporters. Nombreux sont les travailleurs, y compris ceux qui sont acquis au régime, qui récriminent contre ce projet de loi. Malgré la répression, des grèves furent déclenchées pour protester contre cette loi. Cela illustre le conflit latent entre les aspirations des travailleurs et toute la politique du régime.

Parmi les paysans, l'occupation et l'attribution de terres ont créé une situation nouvelle. Mais la Loi de la réforme agraire, finalement adoptée par le *Majlis*,

VI. L'étape actuelle de la révolution

A sa manière, l'adhésion massive au combat contre l'entreprise contre-révolutionnaire de l'Irak avait conforté le régime de la République islamique. Aujourd'hui, de nombreux signes indiquent l'opposition de larges secteurs des masses à sa politique et à ses options militaires. Déserteurs et insoumis commencent à être pourchassés. Des compensations financières sont promises aux familles pour l'engagement de leurs fils. Le Premier ministre, Hossein Moussavi, envisage d'enrôler une partie du personnel du secteur public. Khomeyni a fait promulguer des lois faisant du volontariat un devoir religieux et une priorité sur toutes les autres activités.

Les revenus du pétrole desserrent l'étreinte de la crise économique. Les exportations se montent à environ 1,5 million de barils par jour, alors qu'elles ne dépassaient pas 500 000 barils entre juin et septembre 1980. Le baril est vendu à 29 dollars, prix largement en-dessous de celui fixé par l'OPEP. Le prix pourrait encore être baissé pour obtenir des marchés supplémentaires. A fin 1982, la rente pétrolière mensuelle avoisine les 1,5 milliard de dollars. La dette extérieure diminue rapidement. Après une période de rationnement plus strict, les possibilités sont accrues de distribuer des revenus par les multiples canaux du régime, avec les privilèges et la corruption qui en découlent.

Néanmoins, l'état de guerre stimule l'inflation, crée des goulots d'étranglement dans les projets de construction de logements populaires ou d'aménagement d'infrastructures dans les campagnes. Le besoin se fait sentir de réduire les dépenses administratives, ce qui met en crise le système clientélaire et aiguise les frictions au sein du clergé. La crise socio-économique renforce l'offensive des fractions (Hodjatieh) qui veulent tranquilliser les marchands et les entrepreneurs.

L'« islamisation » de la législation s'est raffermie (décrets du 23 septembre). La nouvelle Assemblée d'experts, élue en décembre 1982, est uniquement composée de 84 mollahs. La nationalisation du commerce extérieur est adoptée par le *Majlis* le 31 mai 1982. Pourtant, la première décision sur ce sujet, du 26 novembre 1981, avait été suspendue par le Conseil des Gardiens (*Shoraye Negohdar*). A nouveau, le 1er juin 1982, le même Conseil — dans lequel Khomeyni possède une autorité certaine — déclarait cette loi « contraire à l'Islam ». Les projets et lois de nationalisation du commerce extérieur laissent pourtant la commercialisation au Bazar, et les centrales d'achat sont paritaires (ministère de tutelle et principaux importateurs privés du secteur). De même, en janvier 1983, le Conseil des Gardiens a exprimé son veto contre la loi

1. Début février 1983, la direction du Parti Toudéh, avec son secrétaire Nouredine Kianouri, est arrêtée. L'ayatollah Janati, membre du Conseil des Gardiens, déclare que l'arrestation des dirigeants du Parti Toudéh mettait fin à l'espoir des Soviétiques de « comploter contre l'Iran par le truchement de ce parti ». (NDLR.)

n'approfondit en aucune mesure les conquêtes des paysans. Elle prévoit, en substance, que les propriétaires terriens devront vendre des terres si elles sont jugées trop étendues. Elles seront alors distribuées aux paysans sous les auspices de comités réunissant pasdaran, juges, propriétaires et paysans. Le contenu de cette loi, outre qu'elle fournit la base légale pour dessaisir les paysans des terres qu'ils s'étaient appropriées durant les premiers mois de la révolution, vise aussi à liquider toutes les structures du type comités de villages (comités de paysans) pour les remplacer par des structures gouvernementales locales. Les revendications paysannes, dans la période actuelle, se portent, entre autres, sur le prix de vente des produits achetés par les organismes d'Etat et le prix d'achat de produits manufacturés, sur le taux de fermage pour les terres louées par des institutions de l'Eglise chiite. Pour l'instant, l'activité sociale et politique des paysans reste limitée.

La guerre civile se poursuit entre le gouvernement et les combattants kurdes. Fin 1982, le chef d'état-major, Sherazi, a menacé les Kurdes de tourner contre eux toute la puissance de feu de l'armée iranienne. Pour le régime islamique, la résistance du peuple kurde reste un obstacle important à la stabilisation de son pouvoir.

Il comprend que la résistance du peuple kurde peut ouvrir la voie à de nouvelles poussées du mouvement de masse. L'ampleur des forces qu'il consacre à combattre les peshmergas le confirme. Le Turcomansarah est occupé. Dans l'Azerbaïdjan, sous prétexte de mettre au pas les partisans de l'ayatollah Chariat Madari (accusé d'avoir participé à la « conspiration » de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Sadegh Gobdzadeh), la présence des troupes de choc du pouvoir de Téhéran dans cette région a été renforcée.

Le mouvement de masse a donc été fortement rejeté en arrière. La direction Khomeyni, pour mener à bien ses projets de réorganisation et de stabilisation d'un Etat capitaliste dominé, dépendant de l'impérialisme, a porté des coups très importants au mouvement de masse. La perpétuation de son pouvoir ne peut qu'aggraver les dangers qui menacent l'avenir de la révolution.

Mais le marasme social et économique, les expériences de luttes et de mobilisations extraordinaires accumulées par les masses dans un passé encore récent, la capacité qu'elles ont déjà manifestée de reprendre l'initiative, pourraient déboucher sur une relance de leur activité lors d'une ouverture politique. Les conflits de clans qui divisent les cercles dirigeants de la République islamique, les incertitudes liées à la succession de l'Imam, la crise de direction du régime, tout cela laisse augurer de nouvelles convulsions institutionnelles et politiques. A cette occasion, les forces centrifuges à l'action dans le pays pourraient se manifester avec vigueur et les ressources dont dispose encore la révolution pourraient refaire surface.

L'impérialisme et les forces restauracionnistes, des secteurs au sein de l'armée,

n'ont pas baissé les bras. S'ils ne constituent pas le seul danger pour la révolution, ils pourraient mettre à profit une éventuelle crise profonde qui serait accompagnée d'une apathie des masses démoralisées par une succession de défaites partielles sur une assez longue période. Alors, la révolution iranienne pourrait être gravement et durablement défaite.

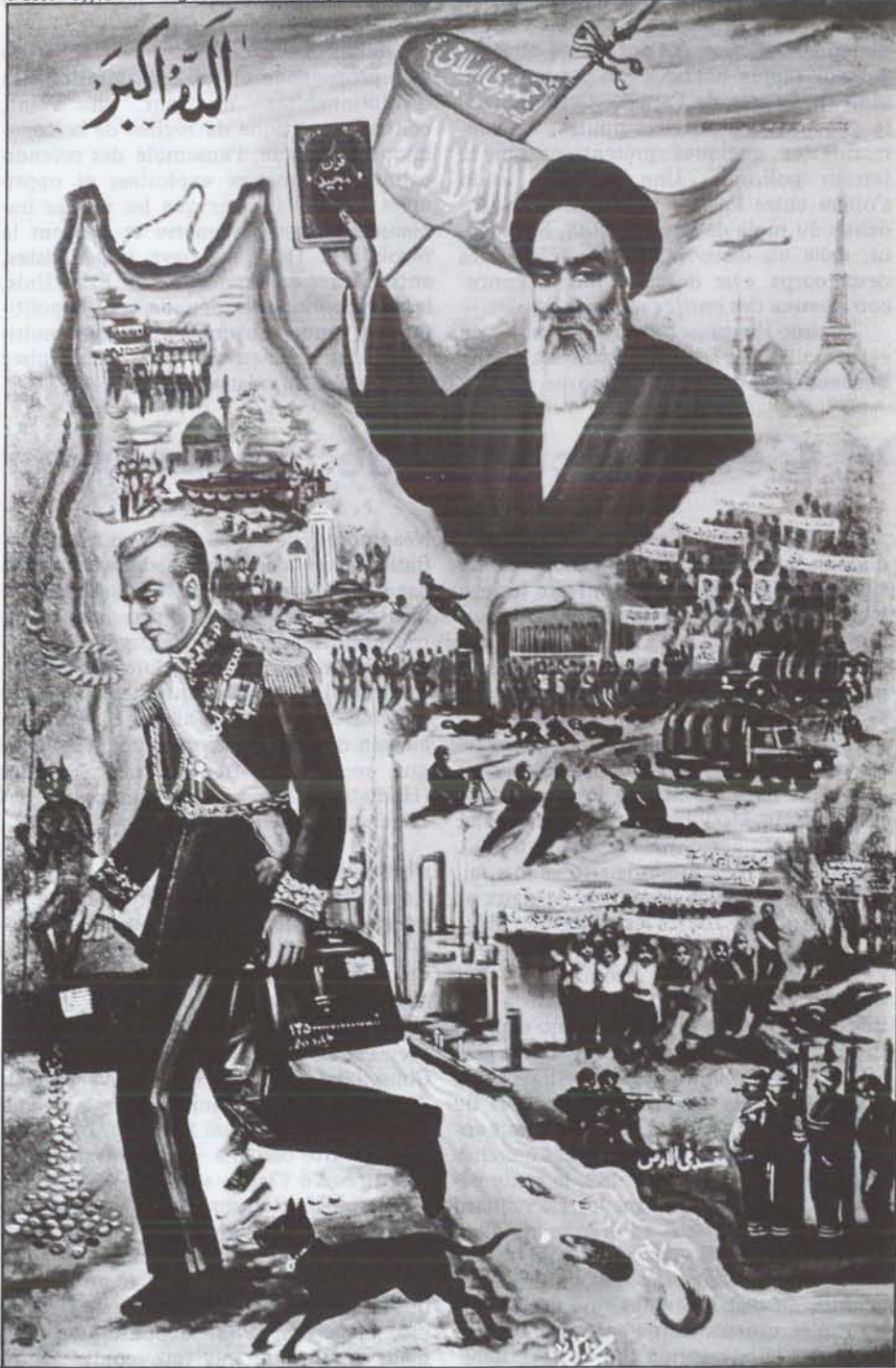
LES TACHES CENTRALES DES RÉVOLUTIONNAIRES

Les révolutionnaires, dans la période présente, conduisent leur combat pour la défense de la révolution iranienne à la fois contre les menaces que font peser sur elle l'impérialisme et ses alliés et le régime de la République islamique. Ils refusent toute séparation entre la lutte contre toutes les manœuvres des impéria-

listes et de leurs agents, et la défense acharnée de tous les exploités et de tous les opprimés contre le gouvernement de Téhéran. Les menaces impérialistes ne vont pas changer les lois de la lutte des classes en Iran. Tout combat effectif contre l'impérialisme, pour la rupture des liens de dépendance de l'Iran, aboutit nécessairement à exacerber les contradictions de classes. Ce combat ne peut être efficace que s'il s'appuie sur la satisfaction des besoins des ouvriers et des paysans pauvres et sur l'élargissement de tous leurs droits.

Le cours même de la révolution a administré la preuve que les revendications faisant corps avec la révolution démocratique bourgeoise (réforme agraire, droits démocratiques, autodétermination pour les nationalités opprimées, Indépendance nationale ...) ne pouvaient être sa-

Poster officiel à la gloire de Khomeyni. (DR)



tisfaites par le régime de la République islamique. Seule une avance vers la révolution socialiste, seul un approfondissement du processus de révolution permanente, peuvent permettre d'obtenir et de consolider ces revendications.

Les marxistes révolutionnaires refusent d'enfermer les revendications des masses dans le carcan de la politique militaire actuelle du régime Khomeyni. Ils placent l'ensemble de leur orientation politique face à la guerre dans le cadre de la lutte pour la conquête de l'indépendance politique et organisationnelle des travailleurs et de leurs alliés.

Ils ne renoncent pas à défendre les libertés démocratiques bafouées, ni les revendications sociales et économiques des masses battues en brèche par les forces du PRI, sous le prétexte que ce serait engager l'affrontement avec le gouvernement et que les conditions politiques ne sont pas suffisamment mûres pour le remplacer par un gouvernement ouvrier et paysan. Ils rejettent ce raisonnement cher aux staliens.

Certes, toute lutte sans concessions pour ces droits et aspirations se heurtent au régime et au gouvernement de la République islamique. Or, la non-satisfaction des revendications de la révolution démocratique les placent sur le devant de la scène au plan politique. C'est à partir de ce constat que les marxistes révolutionnaires doivent indiquer les voies qui permettront aux masses elles-mêmes de renverser ce régime.

— Pour cela, ils mettront en avant comme mot d'ordre immédiat celui d'« Assemblée constituante démocratique » à l'échelle de l'Etat iranien. Ils défendront pour les minorités nationales le droit de constituer des Assemblées constituantes souveraines. Les combattants kurdes ont déjà fait leur cette revendication. Le degré actuel de mobilisation et d'auto-organisation des masses et la faiblesse des forces révolutionnaires au sein des couches laborieuses font que le slogan de « Gouvernement ouvrier et paysan » reste encore de l'ordre de la propagande.

Le mot d'ordre d'« Assemblée constituante démocratique » sera mis en rapport avec une série de mesures anti-impérialistes et anticapitalistes au plan démocratique, social et économique. Ces revendications indiquent aux travailleurs les tâches qui devraient objectivement être à l'ordre du jour d'une telle Assemblée constituante pour qu'elle réponde à leurs aspirations et à leurs besoins. Ce mot d'ordre, et la défense d'un programme social et économique, sont le moyen pour faire converger dans un mouvement commun tous les travailleurs et paysans qui se sont lancés dans le combat contre la dictature du chah, pour changer radicalement leurs conditions de vie, et tous ceux (entre autres les minorités nationales) qui voient dans cette perspective la possibilité de faire valoir leurs droits contre le régime oppresseur de la République islamique.

Les marxistes révolutionnaires lieront à la bataille pour le mot d'ordre



Les femmes à la prière du vendredi. (DR)

d'« Assemblée constituante démocratique » la revendication de dissolution des appareils répressifs hérités de l'ancien régime ainsi que la liquidation des institutions répressives du régime de la République islamique. Les travailleurs, les paysans, les militants anti-impérialistes ne se sont pas battus pour renverser l'armée du chah et la remplacer par une nouvelle armée du PRI (pasdaran), pour liquider la SAVAK et la remplacer par la SAVAMA. Toutes leurs expériences montrent que la force de la révolution contre ses ennemis extérieurs et intérieurs repose sur l'armement des masses.

— Dans la guerre civile entre les Kurdes et les troupes de la République islamique, les marxistes révolutionnaires soutiennent inconditionnellement les combattants peshmergas jusqu'à la satisfaction de leurs revendications. A l'échelle de tout l'Etat iranien, ils défendent systématiquement les droits linguistiques et culturels des minorités nationales, leur droit à l'autodétermination, y compris l'Indépendance. Ce droit ne peut en aucune mesure être subordonné aux impératifs de la guerre entre l'Iran et l'Irak.

— La défense des droits démocratiques, d'organisation et d'expression des masses laborieuses s'imbrique étroitement avec l'effort de reconstruction d'un mouvement ouvrier indépendant et d'une relance future des organes autonomes (shoras et conseils de village) qui font partie de l'héritage révolutionnaire des masses iraniennes. Les marxistes révolutionnaires n'opposent en aucune mesure à l'auto-organisation des masses la revendication démocratique d'Assemblée constituante. Face à la répression massive, la bataille pour la libération de tous les prisonniers qui ont combattu contre la dictature du chah revient au premier plan. Ils exigeront de même la levée de toutes les restrictions aux libertés culturelles et religieuses, ainsi que la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

— Les révolutionnaires doivent proposer un Plan ouvrier et paysan qui permette de contrecarrer les effets économiques et sociaux de la crise, de répondre aux besoins urgents de millions de réfugiés, de donner aux paysans les moyens techniques et financiers pour relancer à un niveau supérieur la production agricole. Les revenus du pétrole doivent, en priorité, être mis au service d'un tel Plan.

Les révolutionnaires, se fondant sur la tradition de lutte et d'organisation des travailleurs, concentreront leur effort pour stimuler tous les éléments favorisant une réorganisation du mouvement ouvrier dans les usines autour de comités de lutte, de commissions ouvrières, etc. Ils le feront à l'occasion de luttes pour des revendications immédiates (salaires, primes, conditions de travail) comme pour des mouvements de résistance aux diverses lois tendant à dénier le droit à l'activité syndicale des ouvriers dans les entreprises. Une propagande pour la grève générale peut être développée, afin de préparer une relance future, sur une plus large échelle, de l'action des masses.

— La vigilance contre toutes les tentatives séditionnelles de l'impérialisme reste à l'ordre du jour. C'est en redonnant un espoir nouveau aux masses laborieuses, en répondant à leurs besoins, qu'elles seront le plus aptes à mener à bien le combat anti-impérialiste.

Le mouvement ouvrier international doit apporter son soutien aux ouvriers et paysans iraniens, aux combattants des minorités nationales dans leur lutte pour relancer la révolution commencée en 1979. Il centrera ce soutien autour des mots d'ordre :

— Impérialisme, bas les pattes devant la révolution iranienne !

— Défense des luttes et des droits démocratiques des masses iraniennes ! ■

André DURET
Janvier 1983.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

PAYS-BAS

VIIe congrès de l'IKB

L'Internationale Kommunistenbond (IKB, Ligue communiste internationale, section hollandaise de la IVE Internationale) vient de tenir son VIIe congrès national au début du mois de janvier. Après un débat interne qui a permis l'expression de trois tendances, le congrès a adopté, à une large majorité, plusieurs résolutions définissant les priorités politiques de la période, et notamment un programme d'action, un document sur la construction de la tendance « lutte de classe » dans le mouvement syndical, et une résolution sur la social-démocratie hollandaise et les tâches des marxistes révolutionnaires.

L'orientation de l'intervention de l'IKB dans la prochaine période sera axée principalement sur deux objectifs : la lutte contre les armes nucléaires, et le combat contre les réductions de salaires, les licenciements et les attaques diverses aux services sociaux. Dans toutes les branches, les camarades de l'IKB participeront aux activités des plus importantes organisations anti-guerre, de manière à être encore davantage partie prenante de ce mouvement et de ses débats internes. La résolution finale insiste sur la nécessité de se lier plus profondément aux secteurs radicalisés du mouvement pour la paix et des syndicats, même si cette radicalisation ne dépasse pas, dans l'immédiat, un point de vue réformiste de gauche.

Un autre point important du congrès fut la question de l'unité du mouvement ouvrier et des initiatives à prendre pour atteindre cet objectif. Dans le contexte actuel d'un gouvernement de droite, où les mobilisations vont de plus en plus directement s'affronter au gouvernement, la politique menée en direction des militants du PvdA social-démocrate (Partij van de Arbeid, Parti du travail) et par rapport aux options de ce parti dans son ensemble, revêt une importance toute particulière. La propagande pour une alternative gouvernementale ouvrière face à l'austérité va se faire de plus en plus importante. Etant le principal parti ouvrier, le PvdA représente donc en quelque sorte le cœur du problème.

Le congrès de l'IKB a enregistré un accroissement du nombre des militants intervenant dans le secteur industriel. Cela s'est reflété, entre autres, dans le rapport présenté au congrès par un travailleur des chantiers navals ADM sur le com-

bat qui se mène actuellement dans le secteur contre la fermeture du chantier.

Le congrès a reçu le salut d'un représentant de la IVE Internationale, du Parti socialiste pacifiste (réformiste de gauche, qui dispose de trois élus au Parlement), et de différentes organisations ouvrières étrangères, ainsi que du groupe de militantes féministes Vrouwenruist d'Eindhoven. La direction de l'Organisation de jeunesse Rebel, invitée, s'est aussi adressée au congrès sur la question de la construction d'une organisation révolutionnaire de la jeunesse, tâche que propose l'IKB.

À la fin du congrès, un nouveau Comité central a été élu, dans lequel sont représentées les trois tendances qui s'étaient définies par rapport aux tâches de l'IKB. Sur un total de 19 membres du CC, la tendance majoritaire a obtenu 11 représentants, et les deux autres tendances, respectivement 6 et 2 représentants. ■

PORTUGAL

Front électoral UDP-PSR pour les législatives du 25 avril

Dès l'annonce des élections législatives anticipées pour le 25 avril 1983 (cf. *Inprecor* numéro 143 du 14 février 1983), nos camarades du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), section portugaise de la IVE Internationale, ont entrepris des démarches pour parvenir à une candidature révolutionnaire unitaire. Cela correspond à la volonté d'affirmer un courant révolutionnaire défendant un programme d'indépendance de classe et une alternative à la politique de collaboration de classe du Parti socialiste (PS) de Mario Soares et du Parti communiste (PCP) d'Alvaro Cunhal. Mais cette unité était aussi nécessaire pour éviter la dispersion des candidatures d'extrême gauche, capitaliser l'écho des propositions de lutte du PSR, et accroître les chances de faire élire des députés révolutionnaires. Rappelons à ce propos que lors des législatives du 5 octobre 1980, le PSR, totalisant 1,03 % des suffrages, avait frôlé de quelques centaines de voix l'élection d'un député à Lisbonne, quant à l'Union démocratique populaire (UDP), d'origine maoïste et la plus implantée des organisations d'extrême gauche, si elle avait perdu environ 40 % de ses voix habituelles, elle avait tout de même réussi à garantir son siège de député à Lisbonne.

Le PSR désirait donc, pour toutes ces raisons, parvenir à un accord électoral fondé sur une plate-forme politique précise et sur un nombre suffisant de cir-

conscriptions pour lui donner une dimension nationale tout en garantissant la possibilité, aux organisations signataires, de mener campagne sur l'ensemble de leurs propres orientations.

Le 16 février dernier, devant la presse, la radio et la télévision, les dirigeants de l'UDP et du PSR signaient publiquement l'accord constitutif du « Front électoral UDP-PSR », qui présentera des candidats dans les principales circonscriptions électorales. Ce Front présente Mario Toma (député de l'UDP à Lisbonne depuis 1979) comme tête de liste à Lisbonne, et Hector de Sousa (membre du Comité central du PSR et ouvrier des transports publics) à Porto.

C'est la première fois qu'un front électoral de ce type est réalisé. Dans toutes les circonscriptions où le Front n'est pas présent, le PSR présente ses propres candidatures, garantissant ainsi son autonomie dans la campagne électorale et dans l'expression de ses positions politiques propres à la télévision et à la radio.

La plate-forme politique de la coalition électorale UDP-PSR dénonce largement les conséquences désastreuses de la politique de l'Alliance démocratique (AD), formation de droite au pouvoir, et note que « la direction du PS, au nom du "consensus national", se prépare à appeler le PSD (parti bourgeois social-démocrate) au gouvernement après les élections » tandis que, de son côté, la coalition électorale du PCP, l'Alliance du peuple uni (APU), « qui affirme s'opposer aux alliances de la direction du PS avec la droite, propose un "gouvernement démocratique" où l'on tend également la main aux chefs réactionnaires du PSD, et veut amarrer la lutte des travailleurs à ce qu'on appelle "pacte social" ».

C'est donc pour faire entendre la voix des travailleurs au Parlement que « l'UDP et le PSR, deux organisations révolutionnaires aux programmes différents, assumant leurs responsabilités, ont su trouver l'unité nécessaire pour établir une coalition électorale, sur un programme de riposte contre la crise et la droite, pour concentrer les voix du camp populaire et élire des députés révolutionnaires le 25 avril. Aujourd'hui plus que jamais, il est fondamental pour la lutte et l'unité des travailleurs d'élire au Parlement des députés de la coalition UDP-PSR, véritables porte-parole de la ferme lutte contre la conciliation et les alliances avec la droite, défenseurs intransigeants des revendications populaires, comme le fut Mario Toma dans l'exercice de son mandat ».

Aussi les députés élus sur les listes du Front électoral UDP-PSR s'engagent-ils à la défense des cinq points d'action de la plate-forme électorale de cette coalition :

« 1) Opposition ferme à l'AD et aux partis de droite. »

« Les députés UDP-PSR défendront l'exigence du départ des partis de droite du gouvernement, revendication immédiate de tous les travailleurs portugais, s'opposeront fermement, au Parlement, à la reconstitution de l'AD et à ce que le futur gouvernement décide des alliances avec les partis de droite. »

« 2) Indépendance face à un gouvernement formé autour du PS. »

« Les députés UDP-PSR auront une position de totale indépendance face à un gouvernement formé autour du PS, s'opposant à son alliance avec un parti de droite quel qu'il soit, refusant tout type de "pacte social", mobilisant les travailleurs pour empêcher toute concession de ce gouvernement au patronat, et pour imposer aux capitalistes la satisfaction des exigences ouvrières et populaires les plus urgentes. »

« 3) Unité et lutte contre le "pacte social". »

« Les députés UDP-PSR défendront l'unité dans la lutte de tous les travailleurs et de leurs organisations de classe. (...) Dans le mouvement syndical, ils défendront la démocratie et le droit à la libre expression de tous les courants syndicaux, contre la bureaucratie et les divisions qui empêchent l'unité des travailleurs et de leurs organes représentatifs contre la droite. »

« 4) Appui aux luttes ouvrières, populaires et démocratiques, et à leurs revendications les plus urgentes. »

Sous ce chapitre, la coalition se propose de lutter contre « l'augmentation du coût de la vie, pour le droit au travail pour tous (fin des licenciements, semaine de 40 heures...), pour la défense des libertés et des droits des travailleurs (réintégration des syndicalistes licenciés, pour le droit des femmes et des jeunes, à travail égal salaire égal, pour la légalisation de l'avortement...), pour la défense de la réforme agraire (décrétée en 1975), pour la défense des paysans pauvres, contre l'ingérence impérialiste (le Portugal sans bases militaires étrangères, hors de l'OTAN, contre l'entrée dans le Marché commun et contre les mesures du Fonds monétaire international, contre l'envoi de troupes au Liban et en Angola), pour la paix (contre toute intervention impérialiste, Europe et le monde sans armes nucléaires, pour la solidarité avec les révolutions et les luttes des travailleurs du monde entier contre la politique impérialiste de guerres et de rapines) ».

« 5) Pour l'élection de députés révolutionnaires au service de l'unité de la lutte du peuple travailleur. »

« En présentant cet accord électoral, l'UDP et le PSR appellent tous les révolutionnaires et les travailleurs du PS, de l'APU et sans parti, à l'unité et à la lutte contre la droite et pour les revendications populaires. Renforcer l'appui électoral aux candidatures révolutionnaires, voter massivement pour la coalition UDP-PSR, élire des députés révolutionnaires, sera la meilleure garantie pour que les travailleurs disposent d'une voix indépendante

au Parlement, renforçant l'élan populaire pour un authentique virage à gauche, aujourd'hui à la portée de la lutte ferme et indépendante des travailleurs portugais. »

POLOGNE

Liberté pour Baluka et tous les emprisonnés politiques

Interné lors du coup d'Etat du général Jaruzelski, le 13 décembre 1981, Edmund Baluka a été maintenu en prison après la « suspension » de l'état de guerre, alors que la junte annonçait la libération de tous les internés. Il est accusé d'avoir « commis un crime grave contre l'Etat polonais ». Le 24 janvier dernier, il a entrepris une grève de la faim pour protester contre les conditions de sa détention. Depuis, les nouvelles qui parviennent sur son état de santé se font de plus en plus alarmantes.

L'acharnement de la bureaucratie contre Baluka ne date pas d'hier. Président du comité de grève du chantier naval A. Warski de Szczecin en janvier 1971, principal interlocuteur, à ce titre, du nouveau Premier secrétaire du POUP de l'époque, Edouard Gierek, Baluka avait été élu à la direction des syndicats officiels lors d'élections libres que les grévistes avaient alors arrachées. Au congrès national des syndicats, en 1972, il fut le seul délégué à voter contre la résolution officielle. Cela, tout comme son opposition farouche à la « normalisation » bureaucratique de la vie syndicale dans le chantier naval et à Szczecin, dans la période qui a suivi, lui a valu d'être en butte à la répression bureaucratique. Licencié de son travail, pourchassé, Edmund Baluka fut forcé à l'exil.

Ouvrier dans une entreprise à Man-

chester, en Grande-Bretagne, il se lie tout d'abord au Parti socialiste polonais en exil (adhérent à la Ile Internationale), puis, à Paris, il édite, avec les militants de l'Organisation communiste internationaliste (aujourd'hui Parti communiste internationaliste), un bulletin de propagande socialiste en polonais, *Szerszen* (le Frelon). En avril 1981, il rentre en Pologne sous une fausse identité et se présente sur son ancien lieu de travail. La section de Solidarité du chantier naval l'admet alors en son sein et assure sa défense contre la répression.

Contrairement aux autres internés, qui ont été maintenus en détention après la « suspension » de l'état de guerre, en décembre 1982 (les sept dirigeants nationaux de Solidarité et les militants du KOR), Baluka n'a pas joué un rôle important dans les débats qui ont traversé le syndicat polonais avant le coup d'Etat. Il ne fut pas élu à un poste de responsabilité au sein de Solidarité. Depuis son retour d'exil, il a consacré toute son énergie à propager la nécessité d'un parti socialiste, puis à faire connaître le « Parti socialiste polonais du travail », qu'il a proclamé avec quelques camarades. Une telle attitude ne pouvait que conduire à le marginaliser.

Interné, Edmund Baluka a très vite gagné l'estime de ses camarades de détention par le rôle qu'il a joué dans l'organisation de la résistance à l'intérieur du camp de Wierchow. S'opposant sans cesse à l'arbitraire bureaucratique, il est devenu la bête noire de ses geôliers.

C'est cet itinéraire de militant ouvrier intransigeant que la junte polonaise veut faire payer à Edmund Baluka. Le défendre, c'est défendre le droit des travailleurs à s'organiser au sein de syndicats et de partis indépendants du pouvoir établi. C'est défendre leur droit à proclamer leurs convictions socialistes.

Envoyez les lettres et télégrammes de protestation à : Zarząd Aresztu Siedlczego, ul. Kaszubska, Szczecin, Pologne.



librairie diffusion
LA BRECHE

5 % de réduction sur tous les livres

*** * ***

Horaires d'ouverture :

— le lundi de 14 h à 20 h

— du mardi au samedi
de 12 h à 20 h

9, rue de Tunis,
75011 PARIS. Tél : 367 63 57



FEMMES

Mobilisations internationales pour le 8 mars

Le principe de la célébration d'une Journée internationale des femmes a été adopté par le Congrès international des femmes travailleuses, en 1910, dans l'intention de commémorer les luttes des ouvrières. La date du 8 mars a été choisie en 1913, en mémoire d'une importante grève d'ouvrières du textile, qui s'était déroulée à New-York à la fin du XIXe siècle.

Un siècle plus tard, les femmes travailleuses du monde entier mettent à profit la Journée internationale des femmes pour faire entendre haut et fort leurs revendications et proclamer leurs droits, qui se trouvent toujours soumis à des mises en cause répétées.

Cette année plus particulièrement, la Journée internationale de mobilisation des femmes se déroule au moment où celles-ci doivent faire face à toutes sortes d'attaques à leurs droits démocratiques, à leur niveau de vie et à leur droit à la libre disposition de leur corps. Ainsi, l'axe principal des manifestations prévues en Europe, par exemple contre l'austérité, diffère d'un pays à l'autre.

En Belgique, les militantes syndicales et les femmes du mouvement de libération se mobilisent une fois encore sous le

mot d'ordre « *Les femmes contre la crise* ». Elles veulent consolider ainsi les succès déjà remportés au cours des deux dernières années dans l'unification de diverses couches de femmes en vue d'une riposte commune aux effets de l'austérité.

Au Luxembourg, c'est la première fois qu'a lieu une manifestation unitaire pour célébrer cet anniversaire. Le mot d'ordre principal sera « *Les femmes contre l'austérité* ».

En Italie, les femmes du mouvement de libération se sentent plus fortes, grâce à la formidable réponse qu'a constitué la manifestation de 50 000 femmes, à Rome, en janvier dernier, qui protestait contre le rejet par le Parlement d'un projet de loi faisant du viol un crime contre la personne au lieu d'un simple délit de moralité. Des manifestations de rue sur cette question auront lieu dans toutes les villes principales et également sur la réduction des budgets sociaux qui touche, en priorité les femmes.

En Hollande, les manifestations prévues dans un grand nombre de villes reprendront le thème des effets de la crise économique sur la situation des femmes.

En France, le ministère des Droits de

la femme organise une semaine de débats, d'expositions et de représentations théâtrales pour célébrer l'événement. Mais là, comme partout ailleurs en Europe, les mesures d'austérité frappent durement les femmes, malgré leur récente victoire pour le remboursement de l'avortement. La Confédération générale des travailleurs (CGT), syndicat dont la direction comporte un grand nombre de membres du PCF, a réclamé un congé payé d'une demi-journée pour les femmes, le 8 mars, et la Confédération française démocratique du travail (CFDT), dont la direction est proche du courant social-démocrate, organise une initiative interne pour ses syndiquées. Les groupes de femmes d'entreprise et de quartier, ainsi que divers mouvements militants pour les droits de la femme, organisent une manifestation le 8 mars.

Dans d'autres pays, l'objectif immédiat de la mobilisation des femmes porte sur la question de l'avortement.

Les femmes d'Irlande du Sud manifesteront à Dublin contre la proposition d'amendement à la Constitution qui vise à rendre l'avortement anticonstitutionnel, c'est-à-dire totalement illégal. De larges secteurs de l'opinion publique du pays, y compris toutes les églises protestantes, s'opposent à cet amendement, le jugeant de toutes façons complètement irréaliste. Il faut savoir que chaque jour 10 Irlandaises prennent le bateau pour aller avorter en Angleterre.

En Allemagne de l'Ouest, les femmes attendent avec un grand intérêt l'issue des élections fédérales du dimanche 6 mars. Il ne fait aucun doute que si les partis de droite CDU-CSU (Union démocrate-chrétienne, Union sociale-chrétienne) sont reconduits au pouvoir, les attaques contre les femmes vont s'amplifier, avec une accélération de la campagne idéologique visant à les convaincre de se charger à nouveau de leur rôle traditionnel au sein de la famille. Par ailleurs, un projet de suppression de la prise en charge financière de l'avortement par les fonds de la sécurité sociale sera également proposé.

En Espagne, le droit à l'avortement est aussi un des objectifs principaux de la mobilisation, au même titre que la revendication du droit à l'emploi. Les organisations de droite du type « *Laissez-les vivre* » manifesteront le 5 mars. Le mouvement des femmes leur répondra à l'occasion du 8 mars, avec des débats, des expositions, des manifestations et d'autres activités. La campagne pour le droit à l'avortement a reçu un important soutien de la part de délégués du mouvement syndical, appartenant en particulier aux Commissions ouvrières (CCOO) de Barcelone.

En Grande-Bretagne, le thème dominant des activités prévues pour le 8 mars est la question de la paix et de l'opposition aux armes nucléaires. Des manifestations vont parcourir tout le pays pour expliquer pourquoi il est important que les femmes rejoignent le mouvement contre les armes nucléaires. ■

Penny DUGGAN